

Le Groupe Financier Banque TD présente les résultats du premier trimestre de 2010

L'information financière dans le présent document est présentée en dollars canadiens et repose sur nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes y afférentes préparés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, sauf indication contraire.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS DU PREMIER TRIMESTRE, en regard du premier trimestre de l'exercice précédent :

- **Le bénéfice dilué par action comme présenté a été de 1,44 \$, contre 0,75 \$.**
- **Le bénéfice dilué par action rajusté a été de 1,60 \$, par rapport à 1,27 \$.**
- **Le bénéfice net comme présenté s'est établi à 1 297 millions de dollars, par rapport à 653 millions de dollars.**
- **Le bénéfice net rajusté s'est élevé à 1 430 millions de dollars, par rapport à 1 090 millions de dollars.**

Les mesures rajustées sont des mesures financières non conformes aux PCGR. Se reporter à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque» du rapport de gestion pour obtenir une description des résultats comme présentés et rajustés.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée.

Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de 2009 relatives aux instruments financiers, comme décrit à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

RAJUSTEMENTS DU PREMIER TRIMESTRE (ÉLÉMENTS À NOTER)

Les chiffres des bénéfices comme présentés pour le premier trimestre comprennent les éléments à noter suivants :

- **Amortissement des actifs incorporels de 112 millions de dollars après impôts (13 cents l'action), comparativement à 127 millions de dollars après impôts (14 cents l'action) au premier trimestre de l'exercice précédent.**
- **Gain de 4 millions de dollars après impôts attribuable à la variation de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance disponibles à la vente reclassés, par rapport à une perte de 200 millions de dollars après impôts (24 cents l'action) au premier trimestre de l'exercice précédent.**
- **Frais de restructuration et d'intégration de 46 millions de dollars après impôts (5 cents l'action) liés à l'acquisition de Commerce, comparativement à 67 millions de dollars après impôts (8 cents l'action) au premier trimestre de l'exercice précédent.**
- **Perte de 7 millions de dollars après impôts (1 cent l'action) attribuable à la variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises, déduction faite de la provision pour pertes sur créances, par rapport à un gain de 12 millions de dollars après impôts (1 cent l'action) au premier trimestre de l'exercice précédent.**
- **Incidence positive de 11 millions de dollars après impôts (1 cent l'action) des modifications prévues au taux d'impôt sur les bénéfices prévu par la loi sur les passifs d'impôts futurs nets.**
- **Reprise sur une provision pour réclamations d'assurance de 17 millions de dollars après impôts (2 cents l'action) relativement à une décision favorable de la Cour suprême à l'égard d'une décision judiciaire rendue en Alberta.**

TORONTO, le 4 mars 2010 – Le Groupe Financier Banque TD (GFBTD) a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers pour le premier trimestre, terminé le 31 janvier 2010. Les résultats pour le trimestre ont reflété dans l'ensemble les excellents bénéfices des activités de détail du GFBTD au Canada et des Services bancaires de gros, ainsi que le solide rendement des services bancaires aux États-Unis.

«Notre exercice a pris un très bon départ grâce à un excellent premier trimestre, caractérisé par des revenus records dépassant les 5 milliards de dollars, des niveaux de pertes sur prêts stables et une gestion efficace des frais. Ces résultats témoignent du potentiel de bénéfices de nos activités de détail canadiennes, a déclaré Ed Clark, président et chef de la direction du GFBTD. Les Services bancaires de gros ont également connu un trimestre impressionnant, et nos activités américaines continuent de bien faire malgré une situation économique difficile.»

Services bancaires personnels et commerciaux au Canada

Les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada ont dégagé des bénéfices records de 720 millions de dollars pour le premier trimestre, en hausse de 23 % en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse tient à la croissance à deux chiffres des revenus qui a plus que neutralisé une augmentation de la provision pour pertes sur créances. TD Canada Trust (TDCT) a affiché de solides volumes pour la plupart des produits, particulièrement les prêts immobiliers garantis et les dépôts de particuliers et d'entreprises.

«Le rendement record de TDCT atteste du succès de cette entreprise incroyablement résiliente en dépit de la stagnation de l'économie. La provision pour pertes sur créances est stable par rapport au trimestre précédent. Les provisions des services bancaires commerciaux sont demeurées peu élevées,

et des signes laissent entrevoir que les pertes des services bancaires personnels pourraient être sur le point de plafonner, a dit Ed Clark. En plus des excellents résultats financiers de TDCT, nos indicateurs de satisfaction de la clientèle ont eux aussi atteint un niveau record au cours du trimestre, reflétant notre engagement permanent à offrir la meilleure expérience client possible.»

Gestion de patrimoine

Le bénéfice net de la division mondiale de gestion de patrimoine, qui exclut le placement comme présenté du GFBTD dans TD Ameritrade, s'est établi à 101 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 35 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse est attribuable à l'augmentation des actifs des clients, à de solides ventes de fonds et à l'accroissement des volumes d'opérations de courtage en ligne. L'apport de TD Ameritrade aux bénéfices du secteur s'est chiffré à 43 millions de dollars, soit un recul de 44 % en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, qui s'explique par la baisse des bénéfices de TD Ameritrade et par l'appréciation du dollar canadien.

«La reprise des marchés boursiers et les solides ventes de fonds commun de placement à long terme ont contribué à la croissance soutenue des actifs de la division mondiale de gestion de patrimoine au cours du trimestre, tout comme le bon niveau des activités de négociation, a indiqué Ed Clark. Nous prévoyons poursuivre sur notre lancée et continuer d'investir dans les technologies, en plus d'élargir notre offre de produits. Nos perspectives pour le secteur Gestion de patrimoine restent sous le signe de l'optimisme prudent, malgré l'incertitude subsistante des marchés et l'inquiétude des investisseurs.»

Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis

Les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis ont généré un bénéfice net comme présenté de 172 millions de dollars US pour le trimestre considéré. Le bénéfice net rajusté du secteur s'est établi à 216 millions de dollars US pour le trimestre, en hausse de 5 % comparativement au premier trimestre de l'exercice précédent. Les revenus ont progressé de 10 % par rapport à la même période l'an dernier, en partie sous l'effet d'une structure de frais de dépôt combinés instaurée dans le cadre de la conversion de Commerce. Ces frais devraient diminuer d'ici la fin de l'exercice. S'établissant à 191 millions de dollars US, la provision pour pertes sur créances est demeurée relativement stable en regard du premier trimestre de l'exercice précédent. Le secteur a enregistré une nette croissance des prêts aux particuliers et des dépôts de particuliers, tandis que les volumes des prêts aux entreprises et des dépôts d'entreprises sont restés stables, malgré le repli des volumes sur les marchés aux États-Unis.

«TD Bank, la banque américaine la plus pratique, a connu un très bon trimestre malgré l'économie américaine affaiblie, qui laisse entrevoir d'autres pertes sur créances élevées et le rétrécissement des marges pour 2010, a dit M. Clark. Notre service légendaire, le prolongement des heures d'ouverture de nos succursales et notre commodité inégalée nous aident à croître en interne. Nous demeurons persuadés que notre modèle d'affaires fonctionne et qu'il nous permet de bien nous positionner pour dégager une croissance profitable à mesure que l'économie américaine se redressera.»

Services bancaires de gros

Les Services bancaires de gros ont produit un excellent bénéfice net comme présenté de 372 millions de dollars pour le trimestre, un bond de 40 % en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Bien des activités du secteur ont affiché un rendement robuste, notamment les activités de transaction d'instruments de crédit et de prêts, qui ont dégagé des revenus accrus. Au cours du trimestre, le secteur a également été en mesure d'abandonner ou de modifier un nombre de transactions et d'en tirer profit, ce qui a contribué à produire des bénéfices plus élevés.

«Le rendement de notre banque de gros demeure impressionnant alors que l'activité sur les marchés financiers reprend et que les écarts de taux de crédit se resserrent, validant une fois de plus notre modèle d'affaires et notre approche disciplinée de gestion des risques, a dit M. Clark. Au cours du trimestre, nous avons été en mesure d'abandonner des positions secondaires dans une conjoncture favorable, ce qui a contribué à l'excellence de nos résultats. En 2010, nous prévoyons nous concentrer sur la croissance de nos activités nord-américaines de transaction d'instruments à taux fixe et de monnaies étrangères et d'affermir notre position parmi les meilleurs courtiers en placements intégrés au Canada.»

Conclusion

«Dans l'ensemble, nous sommes très satisfaits de nos résultats et de l'élan que nous avons déjà en ce début d'exercice. Grâce à notre stratégie axée sur nos activités de détail en pleine croissance et à plus faible risque ainsi qu'à notre approche prudente de gestion des risques, nous sommes convaincus que 2010 sera une année solide, malgré l'économie encore convalescente, a indiqué Ed Clark. La faiblesse de l'économie demeure un défi à terme, de même que l'incertitude sur le plan de la réglementation aux États-Unis. Toutefois, notre situation de capital demeure vigoureuse, nous permettant de nous positionner de façon à être encore plus solides une fois que l'économie sera tout à fait remise.»

TABLE DES MATIÈRES

1	POINTS SAILLANTS FINANCIERS et RAJUSTEMENTS DU PREMIER TRIMESTRE (ÉLÉMENTS À NOTER)	32	Conventions comptables et estimations
		32	Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière
	RAPPORT DE GESTION		ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES
4	Faits saillants financiers	33	Bilan consolidé intermédiaire
5	Notre rendement	34	État des résultats consolidé intermédiaire
8	Aperçu des résultats financiers	35	État des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires consolidé intermédiaire
12	Rapport de gestion des secteurs d'activité de TD	35	État du résultat étendu consolidé intermédiaire
21	Revue du bilan	36	État des flux de trésorerie consolidé intermédiaire
22	Qualité du portefeuille de crédit	37	Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires
24	Situation du capital		
24	Gestion des risques		
28	Arrangements hors bilan	53	RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES ET DES INVESTISSEURS
31	Résultats trimestriels		

Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs

De temps à autre, la Banque fait des énoncés prospectifs, écrits et verbaux, y compris dans le présent document, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis et d'autres communications. En outre, des représentants de la Banque peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux représentants des médias et à d'autres personnes. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération des lois canadiennes et américaines sur les valeurs mobilières applicables, y compris la loi *U.S. Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. Les énoncés prospectifs comprennent, entre autres, des énoncés figurant dans le présent rapport au paragraphe «Perspectives» pour chacun des secteurs d'exploitation, à la rubrique «Sommaire du rendement» ainsi que dans d'autres énoncés concernant les objectifs et les priorités de la Banque pour 2010 et par la suite et les stratégies pour les atteindre, ainsi que le rendement financier prévu de la Banque. Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes et expressions comme «croire», «prévoir», «anticiper», «avoir l'intention de», «estimer», «planifier» et «pouvoir», et de verbes au futur ou au conditionnel.

De par leur nature, ces énoncés obligent la Banque à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes, généraux ou spécifiques. Particulièrement du fait de l'incertitude qui plane actuellement sur les environnements financier, économique et réglementaire, de tels risques et incertitudes – dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Banque et dont les répercussions peuvent être difficiles à prévoir – peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Les facteurs de risque qui pourraient entraîner de tels écarts incluent les risques, notamment de crédit, de marché (y compris les marchés des actions, des marchandises, des changes et des instruments à taux d'intérêt), d'illiquidité, d'exploitation, de réputation, d'assurance, de stratégie et de réglementation ainsi que les risques juridiques et les autres risques, tous présentés dans le rapport de gestion inclus dans le rapport annuel 2009 de la Banque. Parmi les autres facteurs de risque, mentionnons les modifications aux lignes directrices sur les fonds propres et les instructions relatives à la présentation ainsi que leur interprétation; l'augmentation des coûts de financement de crédit causée par l'illiquidité des marchés et la concurrence pour l'accès au financement; le défaut de tiers de se conformer à leurs obligations envers la Banque ou ses sociétés affiliées relativement au traitement et au contrôle de l'information; l'utilisation inédite de nouvelles technologies dans le but de frauder la Banque ou ses clients et les efforts concertés de tiers disposant de moyens de plus en plus pointus qui cherchent à frauder la Banque ou ses clients de diverses manières. Nous avisons que la liste qui précède n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque possibles, et d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur les résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique «Facteurs de risque et gestion des risques» du rapport de gestion figurant dans le rapport annuel 2009 de la Banque, à partir de la page 65. Le lecteur doit examiner ces facteurs attentivement, ainsi que d'autres incertitudes et événements possibles, de même que l'incertitude inhérente aux énoncés prospectifs, avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque et ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs.

Les hypothèses économiques importantes étayant les énoncés prospectifs figurant dans le présent document figurent dans le rapport annuel 2009 de la Banque à la rubrique «Sommaire et perspectives économiques», telles qu'elles sont mises à jour dans le présent rapport, ainsi qu'aux rubriques «Perspectives et orientation pour 2010» pour chacun des secteurs d'exploitation de la Banque, telles qu'elles sont mises à jour dans le paragraphe «Perspectives».

Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les actionnaires de la Banque et les analystes à comprendre la situation financière, les objectifs et les priorités de la Banque aux dates indiquées et pour les trimestres terminés à ces dates, et peuvent ne pas convenir à d'autres fins. La Banque n'effectuera pas de mise à jour des énoncés prospectifs, écrits ou verbaux, qui peuvent être faits de temps à autre par elle ou en son nom, à l'exception de ce qui est exigé en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.

Avant sa publication, ce document a été revu par le comité de vérification de la Banque et approuvé par le conseil d'administration de la Banque, sur recommandation du comité de vérification.

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion est présenté pour aider les lecteurs à évaluer les changements importants survenus dans la situation financière et les résultats d'exploitation du Groupe Financier Banque TD (GFBTD ou la Banque) pour les trois mois terminés le 31 janvier 2010 comparativement aux trois mois terminés les 31 octobre 2009 et 31 janvier 2009. Ce rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque et les notes y afférentes inclus dans le présent rapport aux actionnaires et avec notre rapport annuel 2009. Le présent rapport de gestion est daté du 3 mars 2010. À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens et proviennent principalement des états financiers consolidés annuels ou intermédiaires de la Banque dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée. Les renseignements additionnels concernant la Banque sont disponibles sur le site Web de la Banque, à l'adresse www.td.com, de même que sur le site SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, et le site de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis, à l'adresse www.sec.gov (section EDGAR Filers).

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois terminés les</i>		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009 ^{1, 2}
Résultats d'exploitation			
Total des revenus	5 037 \$	4 718 \$	4 150 \$
Provision pour pertes sur créances	517	521	630
Frais autres que d'intérêts	2 981	3 095	3 020
Bénéfice net – comme présenté ³	1 297	1 010	653
Bénéfice net – rajusté ³	1 430	1 307	1 090
Profit économique ⁴	367	262	82
Rendement de l'avoir en actions ordinaires – comme présenté	14,0 %	11,0 %	7,2 %
Rendement du capital investi ⁴	13,6 %	12,6 %	10,8 %
Situation financière			
Total des actifs	567 454 \$	557 219 \$	586 402 \$
Total des actifs pondérés en fonction des risques	190 644	189 585	211 098
Total de l'avoir des actionnaires	39 474	38 720	39 087
Ratios financiers			
Ratio d'efficacité – comme présenté	59,2 %	65,6 %	72,8 %
Ratio d'efficacité – rajusté	55,1 %	58,4 %	61,6 %
Fonds propres de première catégorie par rapport aux actifs pondérés en fonction des risques	11,5 %	11,3 %	10,1 %
Provision pour pertes sur créances en % des prêts moyens nets	0,79 %	0,79 %	1,00 %
Information par action ordinaire – comme présentée (en dollars canadiens)			
Par action			
Résultat de base	1,45 \$	1,12 \$	0,75 \$
Résultat dilué	1,44	1,12	0,75
Dividendes	0,61	0,61	0,61
Valeur comptable	41,86	41,13	42,79
Cours de clôture	63,00	61,68	39,80
Actions en circulation (en millions)			
Nombre moyen – de base	859,3	855,6	832,6
Nombre moyen – dilué	864,2	861,1	834,2
Fin de période	862,0	858,8	848,7
Capitalisation boursière (en milliards de dollars canadiens)	54,3 \$	53,0 \$	33,8 \$
Rendement de l'action	3,8 %	3,7 %	5,0 %
Ratio de distribution sur actions ordinaires	42,0 %	54,3 %	82,7 %
Ratio cours/bénéfice	15,1	17,8	9,3
Information par action ordinaire – rajustée (en dollars canadiens)			
Résultat par action			
De base	1,61 \$	1,47 \$	1,28 \$
Dilué	1,60	1,46	1,27
Ratio de distribution sur actions ordinaires	37,9 %	41,5 %	48,6 %
Ratio cours/bénéfice	11,1	11,6	8,4

¹ Comme expliqué à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque», depuis le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2009, les périodes de présentation des entités américaines sont alignées sur celle de la Banque. Avant le 30 avril 2009, la période de présentation de TD Bank, N.A. était incluse dans les états financiers de la Banque avec un décalage de un mois.

² Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de 2009 relatives aux instruments financiers, comme décrit à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

³ Les résultats comme présentés et les résultats rajustés sont expliqués en détail à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque», laquelle présente un rapprochement des résultats comme présentés et des résultats rajustés.

⁴ Le profit économique et le rendement du capital investi sont des mesures financières non conformes aux PCGR et sont expliqués à la rubrique «Profit économique et rendement du capital investi».

NOTRE RENDEMENT

Aperçu de la société

La Banque Toronto-Dominion et ses filiales sont désignées collectivement par l'appellation Groupe Financier Banque TD (GFBTD ou la Banque). Le GFBTD est la sixième banque en importance en Amérique du Nord d'après le nombre de succursales et il offre ses services à plus de 18 millions de clients regroupés dans quatre principaux secteurs qui exercent leurs activités dans plusieurs centres financiers clés dans le monde : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, y compris TD Canada Trust et TD Assurance; Gestion de patrimoine, y compris TD Waterhouse et un placement dans TD Ameritrade; Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, y compris TD Bank, la banque américaine la plus pratique; et Services bancaires de gros, y compris Valeurs Mobilières TD. En outre, le GFBTD figure parmi les principales sociétés de services financiers par Internet du monde, avec plus de 6 millions de clients en ligne. Au 31 janvier 2010, les actifs du GFBTD totalisaient 567 milliards de dollars. La Banque Toronto-Dominion est inscrite à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York sous le symbole «TD».

Présentation de l'information financière de la Banque

La Banque dresse ses états financiers consolidés intermédiaires selon les PCGR et désigne les résultats dressés selon les PCGR «comme présentés». La Banque utilise également des mesures financières non conformes aux PCGR pour obtenir les résultats «rajustés», afin d'évaluer chacun de ses secteurs d'activité et de mesurer son rendement global. Pour obtenir les résultats rajustés, la Banque retire les «éléments à noter», déduction faite des impôts sur les bénéfices, des résultats comme présentés. Les éléments à noter comprennent des éléments que la direction n'estime pas révélateurs du rendement de l'entreprise sous-jacente. La Banque croit que les résultats rajustés permettent au lecteur de mieux comprendre comment la direction évalue le rendement de la Banque. Les éléments à noter sont présentés dans le tableau de la page suivante. Comme expliqué, les résultats rajustés sont différents des résultats comme présentés selon les PCGR. Les résultats rajustés, les éléments à noter et les termes semblables utilisés dans le présent document ne sont pas définis aux termes des PCGR et, par conséquent, pourraient ne pas être comparables à des termes similaires utilisés par d'autres émetteurs.

En date du 30 avril 2009, la période de présentation de TD Bank, N.A., qui comprend TD Banknorth et Commerce, a été alignée sur la période de présentation de la Banque afin d'éliminer le décalage de un mois dans la présentation de l'information financière. Avant le 30 avril 2009, la période de présentation de TD Bank, N.A. était incluse dans les états financiers de la Banque avec un décalage de un mois. D'après le chapitre 1506 du *Manuel de l'ICCA*, «Modifications comptables», cet alignement est considéré comme une modification de convention comptable. La Banque a estimé que l'incidence sur les périodes antérieures était négligeable et, par conséquent, le solde d'ouverture des bénéfices non répartis du deuxième trimestre de 2009 a été rajusté pour aligner la période de présentation de TD Bank, N.A. sur celle de la Banque.

Le tableau qui suit donne les résultats d'exploitation – comme présentés de la Banque.

Résultats d'exploitation – comme présentés

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois terminés les</i>		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009 ¹
Revenu d'intérêts net	2 849 \$	2 825 \$	2 728 \$
Revenus autres que d'intérêts	2 188	1 893	1 422
Total des revenus	5 037	4 718	4 150
Provision pour pertes sur créances	517	521	630
Frais autres que d'intérêts	2 981	3 095	3 020
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices, participations sans contrôle dans les filiales et quote-part du bénéfice net d'une société liée	1 539	1 102	500
Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices	270	132	(92)
Participations sans contrôle dans les filiales, déduction faite des impôts sur les bénéfices	27	27	28
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices	55	67	89
Bénéfice net – comme présenté	1 297	1 010	653
Dividendes sur actions privilégiées	49	48	29
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté	1 248 \$	962 \$	624 \$

¹ Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de 2009 relatives aux instruments financiers, comme décrit à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

Le tableau qui suit présente un rapprochement des résultats comme présentés et des résultats rajustés de la Banque.

Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du bénéfice net rajusté et du bénéfice net comme présenté

Résultats d'exploitation – rajustés (en millions de dollars canadiens)	Trois mois terminés les		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Revenu d'intérêts net	2 849 \$	2 825 \$	2 728 \$
Revenus autres que d'intérêts ¹	2 162	1 984	1 722
Total des revenus	5 011	4 809	4 450
Provision pour pertes sur créances ²	517	521	550
Frais autres que d'intérêts ³	2 761	2 807	2 741
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices, participations sans contrôle dans les filiales et quote-part du bénéfice net d'une société liée	1 733	1 481	1 159
Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices ⁴	348	231	145
Participations sans contrôle dans les filiales, déduction faite des impôts sur les bénéfices	27	27	28
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices ⁵	72	84	104
Bénéfice net – rajusté	1 430	1 307	1 090
Dividendes sur actions privilégiées	49	48	29
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté	1 381	1 259	1 061
Rajustements pour les éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices :			
Amortissement des actifs incorporels ⁶	(112)	(116)	(127)
Augmentation (diminution) de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance reclassés disponibles à la vente ⁷	4	(73)	(200)
Frais de restructuration et d'intégration relatifs à l'acquisition de Commerce ⁸	(46)	(89)	(67)
Augmentation (diminution) de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises, déduction faite de la provision pour pertes sur créances ⁹	(7)	(19)	12
Économie (charge) d'impôts due à la modification des taux d'impôt sur les bénéfices prévus par la loi ¹⁰	11	–	–
Reprise de provision (provision) pour réclamations d'assurance ¹¹	17	–	–
Augmentation des provisions générales pour les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Services bancaires de gros ¹²	–	–	(55)
Total des rajustements pour les éléments à noter	(133)	(297)	(437)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté	1 248 \$	962 \$	624 \$

¹ Les revenus autres que d'intérêts rajustés excluent les éléments à noter suivants : *premier trimestre de 2010* – perte de 11 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises, comme expliqué à la note 9 ci-dessous; gain de 12 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance reclassés disponibles à la vente, comme expliqué à la note 7 ci-dessous; recouvrement de 25 millions de dollars de réclamations d'assurance, comme expliqué à la note 11 ci-dessous; *quatrième trimestre de 2009* – perte de 30 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises; perte de 61 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance reclassés disponibles à la vente; *premier trimestre de 2009* – gain de 13 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises; perte de 313 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance reclassés disponibles à la vente.

² La provision pour pertes sur créances rajustée exclut les éléments à noter suivants : *premier trimestre de 2009* – augmentation de 80 millions de dollars de la provision générale pour pertes sur créances dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada (VFC exclue) et Services bancaires de gros.

³ Les frais autres que d'intérêts rajustés excluent les éléments à noter suivants : *premier trimestre de 2010* – amortissement d'actifs incorporels de 149 millions de dollars, comme expliqué à la note 6 ci-dessous; frais de restructuration et d'intégration de 71 millions de dollars liés à l'acquisition de Commerce, comme expliqué à la note 8 ci-dessous; *quatrième trimestre de 2009* – amortissement d'actifs incorporels de 151 millions de dollars; frais de restructuration et d'intégration de 137 millions de dollars liés à l'acquisition de Commerce; *premier trimestre de 2009* – amortissement d'actifs incorporels de 173 millions de dollars; frais de restructuration et d'intégration de 106 millions de dollars liés à l'acquisition de Commerce.

⁴ Pour un rapprochement de la charge d'impôts sur les bénéfices comme présentée et de la charge d'impôts sur les bénéfices rajustée, se reporter au tableau intitulé «Rapprochement de la charge (de l'économie) d'impôts sur les bénéfices non conforme aux PCGR» à la rubrique «Impôts».

⁵ La quote-part du bénéfice net d'une société liée rajustée exclut les éléments à noter suivants : *premier trimestre de 2010* – amortissement d'actifs incorporels de 17 millions de dollars, comme expliqué à la note 6 ci-dessous; *quatrième trimestre de 2009* – amortissement d'actifs incorporels de 17 millions de dollars; *premier trimestre de 2009* – amortissement d'actifs incorporels de 15 millions de dollars.

⁶ L'amortissement des actifs incorporels se rapporte principalement à l'acquisition de Canada Trust en 2000, à l'acquisition de TD Banknorth en 2005 et à sa privatisation en 2007, à l'acquisition de Commerce en 2008, aux acquisitions par TD Banknorth de Hudson United Bancorp (Hudson) en 2006 et d'Interchange Financial Services (Interchange) en 2007, ainsi qu'à l'amortissement des actifs incorporels compris dans la quote-part du bénéfice net de TD Ameritrade.

⁷ En date du 1^{er} août 2008, la Banque a modifié sa stratégie de négociation en ce qui concerne certains titres de créance détenus à des fins de transaction en raison de la récente détérioration des marchés et des bouleversements profonds du marché du crédit. La Banque n'a plus l'intention de négocier activement cette catégorie de titres de créance. Par conséquent, la Banque a reclassé certains titres de créance détenus à des fins de transaction dans la catégorie disponibles à la vente, conformément aux modifications du chapitre 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», du *Manuel de l'ICCA*. Dans le cadre de la stratégie de négociation de la Banque, ces titres de créance sont couverts sur le plan économique, principalement avec des swaps sur défaillance de crédit et des contrats de swaps de taux d'intérêt. Cela comprend le risque lié à la conversion des devises pour le portefeuille de titres de créance et les dérivés qui le couvrent. Ces dérivés ne sont pas admissibles à un reclassement et sont comptabilisés en fonction de la juste valeur, et les variations de la juste valeur sont constatées dans les résultats de la période. La direction estime que cette asymétrie entre le traitement comptable des produits dérivés et celui des titres de créance reclassés entraîne une volatilité périodique des bénéfices, qui n'est pas représentative des caractéristiques économiques du rendement de l'entreprise sous-jacente des Services bancaires de gros. Par conséquent, les dérivés sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice dans les Services bancaires de gros, et les gains et les pertes liés aux dérivés, en sus des coûts comptabilisés, sont présentés dans le secteur Siège social. Les résultats rajustés de la Banque excluent les gains et les pertes relatifs aux dérivés qui dépassent le montant comptabilisé.

⁸ Par suite de l'acquisition de Commerce et des initiatives de restructuration et d'intégration connexes entreprises, la Banque a engagé des frais de restructuration et d'intégration. Les frais de restructuration se composent principalement des frais liés aux indemnités de départ, des frais liés à la modification des contrats d'emploi et de primes de certains dirigeants, des frais liés à la résiliation de contrats, et de la dépréciation d'actifs à long terme. Les frais d'intégration se composent des frais relatifs au maintien de l'effectif, des honoraires de consultation externes et des coûts de marketing (notamment les communications avec la clientèle et la nouvelle marque). Y compris pour le trimestre considéré, un montant totalisant 550 millions de dollars US a été présenté comme l'élément à noter au titre des frais de restructuration et d'intégration liés à l'acquisition de Commerce et des initiatives connexes entreprises aux trimestres pertinents. Le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis a choisi de ne pas inclure d'autres frais de restructuration et d'intégration liés à Commerce dans cet élément à noter étant donné que les efforts dans ces domaines tirent à leur fin et que la restructuration et l'intégration de Commerce sont pratiquement achevées. Des frais autres que d'intérêts de 14 millions de dollars US engagés pour le trimestre considéré à l'égard des derniers efforts de restructuration et d'intégration ne sont pas inclus dans le montant de l'élément à noter du trimestre.

- ⁹ La Banque achète des swaps sur défaillance de crédit pour couvrir le risque de crédit du portefeuille de prêts aux grandes entreprises des Services bancaires de gros. Ces swaps ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture et sont évalués à la juste valeur, et les variations de la juste valeur sont constatées dans les résultats de la période considérée. Les prêts connexes sont comptabilisés au coût après amortissement. La direction estime que cette asymétrie entre le traitement comptable des swaps sur défaillance de crédit et celui des prêts entraînerait une volatilité périodique des profits et des pertes, qui n'est représentative ni des caractéristiques économiques du portefeuille de prêts aux grandes entreprises ni du rendement de l'entreprise sous-jacente des Services bancaires de gros. Par conséquent, les swaps sur défaillance de crédit sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice dans le secteur Services bancaires de gros, et les gains et les pertes sur les swaps sur défaillance de crédit, en sus des coûts comptabilisés, sont constatés dans le secteur Siège social. Les bénéfices rajustés excluent les gains et les pertes relatifs aux swaps sur défaillance de crédit, en sus des coûts comptabilisés. Lorsqu'un incident de crédit se produit dans le portefeuille de prêts aux grandes entreprises qui comporte des swaps sur défaillance de crédit comme couverture connexe, la provision pour pertes sur créances liée à la portion qui était couverte au moyen des swaps sur défaillance de crédit est portée en diminution de cet élément à noter.
- ¹⁰ Cet élément représente l'incidence des modifications prévues du taux d'impôt sur les bénéfices prévu par la loi sur les soldes d'impôts futurs nets.
- ¹¹ La Banque a inscrit dans les activités d'assurances de ses filiales un passif actuariel additionnel au titre des pertes éventuelles au premier trimestre de 2008 relativement à une décision d'un tribunal de l'Alberta. La législation du gouvernement de l'Alberta qui a pour effet de limiter les montants de réclamation pour les blessures mineures causées par des accidents de la route a été contestée et jugée inconstitutionnelle. Au troisième trimestre de 2009, le gouvernement de l'Alberta a gagné son appel de la décision. Les requérants ont demandé l'autorisation d'interjeter appel de la décision devant la Cour suprême du Canada. Au premier trimestre de 2010, la Cour suprême du Canada a rejeté la demande des requérants. Par suite de cette issue favorable, la Banque a repris sa provision pour litige relative à la limite des réclamations pour les blessures mineures en Alberta. La provision pour litige relative aux provinces de l'Atlantique est maintenue puisque l'issue définitive ne peut encore être déterminée.
- ¹² Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2009, les Services de financement TD (anciennement VFC Inc.) ont aligné leur méthode de constitution de provisions pour pertes sur prêts sur la méthode de constitution de provisions pour l'ensemble des autres prêts de détail du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada; toute provision générale résultant du changement de méthode est incluse dans ce poste.

Rapprochement du bénéfice par action comme présenté et du bénéfice par action rajusté¹

(en dollars canadiens)

	<i>Trois mois terminés les</i>		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009 ²
Dilué – comme présenté	1,44 \$	1,12 \$	0,75 \$
Éléments à noter ayant une incidence sur le bénéfice (voir ci-dessus)	0,16	0,34	0,52
Dilué – rajusté	1,60 \$	1,46 \$	1,27 \$
De base – comme présenté	1,45 \$	1,12 \$	0,75 \$

¹ Le bénéfice par action est calculé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Par conséquent, la somme des chiffres relatifs au bénéfice par action du trimestre peut différer du bénéfice par action cumulé depuis le début de l'exercice.

² Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de 2009 relatives aux instruments financiers, comme décrit à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices¹

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois terminés les</i>		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Canada Trust	37 \$	40 \$	40 \$
TD Bank, N.A.	52	57	70
TD Ameritrade (compris dans la quote-part du bénéfice net d'une société liée)	17	17	15
Divers	6	2	2
Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	112 \$	116 \$	127 \$

¹ L'amortissement des actifs incorporels est inclus dans le secteur Siège social.

Profit économique et rendement du capital investi

La Banque utilise le profit économique comme outil de mesure de la création de valeur pour l'actionnaire. Le profit économique représente le bénéfice net rajusté attribuable aux actionnaires ordinaires moins une imputation au titre du capital investi moyen. Le capital investi moyen est égal à l'avoir moyen en actions ordinaires pour la période plus le montant moyen cumulatif des écarts d'acquisition et des actifs incorporels, déduction faite des impôts, amortis à la date du bilan. Le taux utilisé pour l'imputation au titre du capital investi correspond au coût du capital calculé à l'aide du modèle d'évaluation des actifs financiers. L'imputation représente un rendement minimum présumé exigé par les actionnaires ordinaires sur le capital investi de la Banque. Le but de la Banque est de générer un profit économique positif et croissant.

Le rendement du capital investi («RCI») est obtenu en divisant le bénéfice net rajusté attribuable aux actionnaires ordinaires par le capital investi moyen. Le RCI est une variante de la mesure du profit économique qui s'avère utile comparativement au coût du capital. Le RCI et le coût du capital sont des pourcentages, tandis que le profit économique est exprimé en dollars. Si le RCI excède le coût du capital, le profit économique est positif. Le but de la Banque est de maximiser le profit économique en générant un RCI supérieur au coût du capital.

Le profit économique et le RCI sont des mesures financières non conformes aux PCGR, puisque ce ne sont pas des termes définis par les PCGR. Les lecteurs sont avertis que les bénéfices et d'autres mesures rajustés par rapport à une base autre que les PCGR n'ont pas de définition normalisée selon les PCGR et qu'ils pourraient donc ne pas être comparables à des termes similaires utilisés par d'autres émetteurs.

Le tableau ci-après présente un rapprochement du profit économique, du RCI et du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté. Les résultats rajustés, les éléments à noter et les termes connexes sont décrits à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque».

Rapprochement du profit économique, du rendement du capital investi et du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté

(en millions de dollars canadiens)

	31 janvier 2010	Trois mois terminés les	
		31 octobre 2009	31 janvier 2009 ²
Avoir moyen des actionnaires ordinaires ¹	35 430 \$	34 846 \$	34 450 \$
Montant cumulatif moyen de l'amortissement des écarts d'acquisition / actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	4 793	4 698	4 379
Capital investi moyen ¹	40 223 \$	39 544 \$	38 829 \$
Coût du capital investi	10,0 %	10,0 %	10,0 %
Imputation au titre du capital investi ¹	1 014 \$	997 \$	979 \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté	1 248 \$	962 \$	624 \$
Éléments à noter ayant une incidence sur le bénéfice, déduction faite des impôts sur les bénéfices	133	297	437
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté	1 381 \$	1 259 \$	1 061 \$
Profit économique ¹	367 \$	262 \$	82 \$
Rendement du capital investi ¹	13,6 %	12,6 %	10,8 %

¹ Par suite des modifications de 2009 au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, certaines valeurs mobilières disponibles à la vente et détenues jusqu'à leur échéance ont été reclassées dans les prêts, comme décrit à la note 1a) du rapport annuel 2009.

² Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de 2009 relatives aux instruments financiers, comme décrit à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS

Sommaire du rendement

Un aperçu du rendement de la Banque, sur une base rajustée, pour le premier trimestre de 2010 en regard des indicateurs financiers pour les actionnaires indiqués dans le rapport annuel 2009 est présenté ci-après. Les indicateurs de rendement pour les actionnaires servent de guides et de points de repère quant aux réalisations de la Banque. Aux fins de cette analyse, la Banque utilise le bénéfice rajusté, lequel exclut les éléments à noter des résultats comme présentés qui ont été préparés selon les PCGR. Les résultats et les éléments à noter comme présentés et rajustés sont expliqués à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque».

- Le bénéfice dilué par action rajusté de 1,60 \$ a augmenté de 26 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent, reflétant un rendement accru des bénéfices pour la plupart des secteurs. La Banque vise une croissance à long terme du bénéfice par action rajusté de 7 % à 10 %.
- Le rendement des actifs pondérés en fonction des risques rajusté a atteint 2,9 % comparativement à 2,0 % au premier trimestre du dernier exercice.
- Pour les douze mois terminés le 31 janvier 2010, le total du rendement pour les actionnaires s'est établi à 65,1 %, soit un rendement plus élevé que le rendement moyen de 62,1 % des établissements financiers canadiens comparables.

Incidence du taux de change sur les bénéfices convertis des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et de TD Ameritrade

Les bénéfices provenant du secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et la quote-part de la Banque des bénéfices de TD Ameritrade sont touchés par les fluctuations du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien.

L'appréciation du dollar canadien a eu un effet défavorable sur nos bénéfices consolidés pour le trimestre considéré comparativement à la période correspondante de l'exercice 2009, tel qu'il est présenté dans le tableau ci-après.

Incidence du taux de change sur les bénéfices convertis des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et de TD Ameritrade

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Trois mois terminés les	
	31 janvier 2010 par rapport au 31 janvier 2009	
Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis		
Diminution du total des revenus		174 \$
Diminution des frais autres que d'intérêts		103
Diminution du bénéfice net rajusté après impôts		35
TD Ameritrade		
Diminution de la quote-part des bénéfices, après impôts		10 \$
Diminution du bénéfice par action		0,05 \$

Sommaire et perspectives économiques

La reprise économique du Canada tient à la vigueur du marché de l'habitation, à la stabilisation du marché du travail, à la résilience du secteur bancaire ainsi qu'à une solide reprise économique à l'échelle mondiale qui a stimulé les exportations. Cependant, la reprise est encore menacée par bien des obstacles. D'abord, la croissance économique, particulièrement sur la scène mondiale, a été soutenue par un grand nombre de mesures budgétaires et monétaires de relance prises par les gouvernements, mais qui, ultimement, s'effaceront du paysage économique. Par exemple, les préoccupations à l'égard de la dette de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne soulignent la fragilité de la reprise mondiale et la toxicité des niveaux records de la dette financière. Ensuite, la reprise aux États-Unis est due surtout aux initiatives de reconstitution des stocks, qui sont courantes au début d'une reprise économique mais non durables. Les exportateurs canadiens absorberont tout ralentissement de la demande de stocks au cours de 2010. Bien que l'économie canadienne reste vulnérable aux risques de récession externes, la reprise de l'économie canadienne continuera probablement de s'affirmer au cours des prochains mois. La croissance de l'économie canadienne à la fin du dernier trimestre civil de 2009 atteignait 5,0 % sur une base annualisée, stimulée au premier chef par l'investissement résidentiel, les dépenses de consommation et les échanges commerciaux nets. La Banque du Canada s'attend à ce que la croissance économique du pays s'établisse à respectivement 2,9 % et 3,5 % sur une base annualisée en 2010 et 2011.

Bénéfice net

Par rapport au même trimestre de l'exercice précédent – T1 2010 par rapport au T1 2009

Le bénéfice net comme présenté pour le trimestre s'est établi à 1 297 millions de dollars, soit un bond de 644 millions de dollars, ou 99 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Le bénéfice net rajusté pour le trimestre s'est élevé à 1 430 millions de dollars, soit une hausse de 340 millions de dollars, ou 31 %. Cette hausse est attribuable à l'augmentation des bénéfices dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Services bancaires de gros et à la diminution de la perte dans le secteur Siège social, en partie annulées par la baisse des bénéfices dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et Gestion de patrimoine. Le bénéfice net des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada s'est accru surtout par suite de la forte croissance des volumes et de l'amélioration des marges. Le bénéfice net des Services bancaires de gros a progressé en raison de l'amélioration des résultats nets dans le portefeuille d'actions émises dans le public et de la hausse des revenus tirés des activités de transaction d'instruments de crédit et de prêts; le tout a été partiellement contrebalancé par un recouvrement découlant de l'annulation d'un engagement de prêt au premier trimestre de l'exercice précédent. Le secteur Siège social a subi une perte nette moins élevée qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout du fait des revenus tirés de gains de titrisation accrus et des évaluations favorables, d'une diminution des pertes associées aux activités de couverture économique et de l'absence des éléments fiscaux défavorables comme ceux présentés à l'exercice précédent, en partie annulée par un gain relatif au litige Winstar au premier trimestre de l'exercice précédent. Le bénéfice net des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis a diminué, conséquence de l'effet de change lié à l'appréciation du dollar canadien. En dollars américains, les bénéfices rajustés du secteur ont augmenté par suite d'une forte croissance des revenus. Le bénéfice net de Gestion de patrimoine a reculé sous l'effet de la baisse des bénéfices provenant de TD Ameritrade, en partie compensée par une augmentation des bénéfices de la division mondiale de gestion de patrimoine.

Par rapport au trimestre précédent – T1 2010 par rapport au T4 2009

Le bénéfice net comme présenté pour le trimestre a enregistré une hausse de 287 millions de dollars, ou 28 %, comparativement au trimestre précédent. Le bénéfice net rajusté pour le trimestre a augmenté de 123 millions de dollars, ou 9 %. Cette augmentation tient à la hausse des bénéfices des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et à la baisse de la perte nette du Siège social, neutralisées en partie par un recul des bénéfices de Gestion de patrimoine. Le bénéfice net des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada a progressé dans une large mesure sous l'effet de la hausse des marges sur les prêts immobiliers garantis, de la forte croissance soutenue des volumes et de la diminution des réclamations d'assurance attribuables aux événements météorologiques violents. Le bénéfice net des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis s'est accru principalement du fait de l'augmentation des revenus tirés des frais. La baisse de la perte nette du Siège social pour le trimestre s'explique surtout par des évaluations favorables des titrisations et la réduction des frais du Siège social, qui ont été partiellement annulées par l'incidence d'avantages fiscaux présentés au trimestre précédent. Le bénéfice net de Gestion de patrimoine a diminué en raison du repli des bénéfices provenant de TD Ameritrade.

Revenu d'intérêts net

Par rapport au même trimestre de l'exercice précédent – T1 2010 par rapport au T1 2009

Le revenu d'intérêts net pour le trimestre a été de 2 849 millions de dollars, en hausse de 121 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse est attribuable aux Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, et a été en partie neutralisée par les Services bancaires de gros et les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis. L'augmentation du revenu d'intérêts net dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada s'explique surtout par une forte poussée des volumes des prêts immobiliers garantis et des dépôts de particuliers et d'entreprises ainsi que par une augmentation de 11 points de base (pdb) de la marge sur les actifs productifs moyens. Le revenu d'intérêts net des Services bancaires de gros a diminué, essentiellement en raison de la baisse du revenu d'intérêts net lié aux activités de transaction. Le revenu d'intérêts net des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis a baissé, conséquence de l'effet de change négatif lié à l'appréciation du dollar canadien.

Par rapport au trimestre précédent – T1 2010 par rapport au T4 2009

Le revenu d'intérêts net pour le trimestre a progressé de 24 millions de dollars, ou 1 %, en regard du trimestre précédent. Cette progression est attribuable à une croissance du côté des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, qui a été en partie neutralisée par un repli du côté des Services bancaires de gros et des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis. La croissance du revenu d'intérêts net dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada s'explique par une augmentation de 5 pdb de la marge sur les actifs productifs moyens, qui tient à la hausse des marges sur les prêts immobiliers garantis, et par la forte croissance soutenue des volumes. Le revenu d'intérêts net des Services bancaires de gros a diminué, essentiellement du fait de la baisse du revenu d'intérêts net lié aux activités de transaction. Le revenu d'intérêts net des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis a baissé, conséquence de l'effet de change lié à l'appréciation du dollar canadien.

Revenus autres que d'intérêtsPar rapport au même trimestre de l'exercice précédent – T1 2010 par rapport au T1 2009

Les revenus autres que d'intérêts comme présentés pour le trimestre se sont établis à 2 188 millions de dollars, soit une augmentation de 766 millions de dollars, ou 54 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Les revenus autres que d'intérêts rajustés du trimestre se sont élevés à 2 162 millions de dollars, une hausse de 440 millions de dollars, ou 26 %. Cette hausse s'explique surtout par une croissance du côté des secteurs Services bancaires de gros, Gestion de patrimoine et Siège social. Les revenus autres que d'intérêts des Services bancaires de gros ont grimpé essentiellement par suite de l'augmentation des activités de transaction d'instruments de crédit et de la hausse des frais sur les prêts aux grandes entreprises, partiellement annulées par un recouvrement découlant de l'annulation d'un engagement de prêt au premier trimestre de l'exercice précédent. Les revenus autres que d'intérêts de Gestion de patrimoine ont monté étant donné les niveaux accrus d'actifs dans les fonds communs de placement et des activités de conseil et du fait d'une poussée des volumes de négociation du côté des activités de courtage en ligne. Les revenus autres que d'intérêts du Siège social ont enregistré une hausse, amenée surtout par les gains de titrisation plus élevés et les évaluations favorables.

Par rapport au trimestre précédent – T1 2010 par rapport au T4 2009

Les revenus autres que d'intérêts comme présentés pour le trimestre ont progressé de 295 millions de dollars, ou 16 %, en regard du trimestre précédent. Les revenus autres que d'intérêts rajustés ont augmenté de 178 millions de dollars, ou 9 %. Cette augmentation tient à une hausse enregistrée dans les secteurs Services bancaires de gros, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et Services bancaires personnels et commerciaux au Canada. Les revenus autres que d'intérêts des Services bancaires de gros ont monté étant donné surtout la progression des revenus de négociation. Les revenus autres que d'intérêts des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis se sont accrus principalement du fait d'une structure de frais de dépôt combinés instaurée dans le cadre de la conversion de Commerce. Les revenus autres que d'intérêts des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada ont augmenté, entraînés essentiellement par la hausse des revenus d'assurance due à une baisse des réclamations d'assurance attribuable aux événements météorologiques violents pour le trimestre.

Provision pour pertes sur créancesPar rapport au même trimestre de l'exercice précédent – T1 2010 par rapport au T1 2009

Au cours du trimestre, la Banque a comptabilisé une provision pour pertes sur créances totalisant 517 millions de dollars, soit une baisse de 113 millions de dollars, ou 18 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances rajustée pour le trimestre s'est établie à 517 millions de dollars, soit une diminution de 33 millions de dollars, ou 6 %, en regard du premier trimestre de l'exercice précédent. Cette diminution s'explique principalement par une baisse de 58 millions de dollars dans le secteur Services bancaires de gros et une baisse de 31 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, partiellement annulées par une augmentation de 49 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.

Par rapport au trimestre précédent – T1 2010 par rapport au T4 2009

La provision pour pertes sur créances pour le premier trimestre a baissé de 4 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, du fait d'une réduction de 15 millions de dollars dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis. Cette réduction a été en partie neutralisée par des hausses négligeables pour les autres portefeuilles.

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)

	31 janvier 2010	Trois mois terminés les	
		31 octobre 2009	31 janvier 2009 ³
Nouvelles provisions spécifiques nettes (déduction faite des reprises de provisions) ¹	490 \$	449 \$	386 \$
Recouvrements	(33)	(32)	(24)
Total des provisions spécifiques	457	417	362
Variation des provisions générales¹			
Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Services bancaires de gros ²	–	–	80
Services de financement TD Inc. (anciennement VFC Inc.) ²	–	25	21
Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis	56	79	167
Divers	4	–	–
Total des provisions générales	60	104	268
Total de la provision pour pertes sur créances	517 \$	521 \$	630 \$

¹ Comprend des nouvelles provisions spécifiques nettes pour pertes sur créances de 14 millions de dollars (44 millions de dollars au quatrième trimestre de 2009 et néant au premier trimestre de 2009) et une provision générale pour pertes sur créances de (4) millions de dollars ((3) millions de dollars au quatrième trimestre de 2009 et 93 millions de dollars au premier trimestre de 2009) liées aux titres de créance classés comme prêts.

² À compter du 1^{er} novembre 2009, les Services de financement TD (anciennement VFC Inc.) ont aligné leur méthode de constitution de provisions pour pertes sur prêts sur la méthode de constitution de provisions pour l'ensemble des autres prêts de détail des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada; toute provision générale résultant de ce changement de méthode est incluse dans le poste «Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Services bancaires de gros».

³ Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de 2009 relatives aux instruments financiers, comme décrit à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

Frais autres que d'intérêts et ratio d'efficience

Par rapport au même trimestre de l'exercice précédent – T1 2010 par rapport au T1 2009

Les frais autres que d'intérêts comme présentés pour le trimestre ont été de 2 981 millions de dollars, une baisse de 39 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Les frais autres que d'intérêts rajustés se sont élevés à 2 761 millions de dollars, une augmentation de 20 millions de dollars, ou 1 %. Cette augmentation est induite par une hausse dans le secteur Gestion de patrimoine, partiellement annulée par des baisses dans les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et Services bancaires de gros. Les frais autres que d'intérêts de Gestion de patrimoine ont monté en raison des coûts directement liés à la croissance des revenus. Les frais autres que d'intérêts des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis ont diminué, conséquence de l'effet de change lié à l'appréciation du dollar canadien. La baisse des frais autres que d'intérêts des Services bancaires de gros reflète essentiellement la réduction des frais liés aux indemnités de départ.

Le ratio d'efficience de la Banque comme présenté s'est amélioré pour s'établir à 59,2 % alors qu'il était de 72,8 % au premier trimestre de l'exercice précédent. Le ratio d'efficience rajusté de la Banque s'est amélioré pour s'établir à 55,1 % comparativement à 61,6 %.

Par rapport au trimestre précédent – T1 2010 par rapport au T4 2009

Les frais autres que d'intérêts comme présentés ont diminué de 114 millions de dollars, ou 4 %, en regard du trimestre précédent. Les frais autres que d'intérêts rajustés ont diminué de 46 millions de dollars, ou 2 %. La diminution s'explique par une baisse des frais dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, en partie compensée par une hausse des frais dans le secteur Services bancaires de gros. Les frais autres que d'intérêts des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada ont baissé surtout en raison de la réduction des coûts de marketing et des dépenses liées aux projets, en partie annulée par une augmentation de la charge de rémunération. Du côté des Services bancaires de gros, la hausse des frais autres que d'intérêts découle de l'augmentation de la rémunération variable, neutralisée en partie par une diminution des frais liés aux indemnités de départ et à la réglementation.

Le ratio d'efficience comme présenté s'est amélioré pour s'établir à 59,2 %, par rapport à 65,6 % au trimestre précédent. Le ratio d'efficience rajusté de la Banque s'est aussi amélioré pour se situer à 55,1 %, comparativement à 58,4 %.

Impôts sur les bénéfices

Comme il est expliqué à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque», la Banque rajuste ses résultats comme présentés pour évaluer chacun de ses secteurs d'activité et pour mesurer sa performance globale. Ainsi, la charge d'impôts sur les bénéfices est inscrite comme présentée et rajustée.

Le taux d'imposition réel comme présenté de la Banque a été de 17,5 % pour le premier trimestre, contre (18,4 %) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et 12,0 % pour le trimestre précédent. L'augmentation pour le trimestre considéré est attribuable principalement à une baisse proportionnelle des bénéfices exonérés d'impôt et à une hausse du taux d'imposition réel des activités internationales.

Impôts sur les bénéfices

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	31 janvier 2010		31 octobre 2009		Trois mois terminés les 31 janvier 2009	
	\$	%	\$	%	\$	%
Impôts au taux d'impôt sur les bénéfices canadien prévu par la loi	468	30,4	350	31,8	159	31,8
Augmentation (diminution) attribuable aux éléments suivants :						
Dividendes reçus	(61)	(4,0)	(68)	(6,2)	(132)	(26,4)
Écarts de taux liés aux activités internationales	(110)	(7,1)	(100)	(9,1)	(138)	(27,6)
Divers – montant net	(27)	(1,8)	(50)	(4,5)	19	3,8
Charge d'impôts sur les bénéfices et taux d'impôt sur les bénéfices réel – comme présenté	270	17,5	132	12,0	(92)¹	(18,4)

¹ Inclut l'incidence d'un rajustement transitoire à l'adoption des modifications de 2009 au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA* de (34) millions de dollars.

Le taux d'imposition réel rajusté de la Banque a été de 20,1 % pour le premier trimestre, contre 12,5 % pour le même trimestre du dernier exercice et 15,6 % pour le trimestre précédent. L'augmentation pour le trimestre considéré est attribuable principalement à une hausse du bénéfice net avant impôts, à une baisse proportionnelle des bénéfices exonérés d'impôt et à une hausse du taux d'imposition réel des activités internationales.

Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement de la charge d'impôts sur les bénéfices comme présentée et de la charge rajustée

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	31 janvier 2010		31 octobre 2009		Trois mois terminés les 31 janvier 2009	
	\$	%	\$	%	\$	%
Charge d'impôts sur les bénéfices – comme présentée	270		132		(92)	
Rajustements pour les éléments à noter : Économie (charge) d'impôts sur les bénéfices¹						
Amortissement des actifs incorporels	54		52		61	
Juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance reclassés comme disponibles à la vente	(8)		(12)		113	
Frais de restructuration et d'intégration relatifs à l'acquisition de Commerce	25		48		39	
Juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	4		11		(1)	
Impôts sur les bénéfices dus à la modification des taux d'impôt sur les bénéfices prévus par la loi	11		–		–	
Réclamations d'assurance	(8)		–		–	
Augmentation des provisions générales pour les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Services bancaires de gros ²	–		–		25	
Total des rajustements pour les éléments à noter	78		99		237	
Charge d'impôts sur les bénéfices – rajustée	348		231		145	
Taux d'impôt sur les bénéfices réel – rajusté³	20,1	%	15,6	%	12,5	%

¹ L'effet fiscal pour chaque élément à noter est calculé au moyen du taux d'imposition réel prévu par la loi de la personne morale applicable.

² À compter du 1^{er} novembre 2009, les Services de financement TD (anciennement VFC Inc.) ont aligné leur méthode de constitution de provisions pour pertes sur prêts sur la méthode de constitution de provisions pour l'ensemble des autres prêts de détail des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada; toute provision générale résultant de ce changement de méthode est incluse dans le poste «Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Services bancaires de gros».

³ Le taux d'impôt sur les bénéfices réel rajusté correspond à la charge d'impôts sur les bénéfices rajustée avant les autres impôts et taxes en pourcentage du bénéfice net rajusté avant impôts.

RAPPORT DE GESTION DES SECTEURS D'ACTIVITÉ DE TD

Aux fins de la présentation de l'information de gestion, l'exploitation et les activités de la Banque s'articulent autour de quatre principaux secteurs d'exploitation qui exercent leurs activités dans plusieurs centres financiers clés dans le monde : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, y compris TD Canada Trust et TD Assurance; Gestion de patrimoine, y compris TD Waterhouse et un placement dans TD Ameritrade; Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, y compris TD Bank, la banque américaine la plus pratique, et Services bancaires de gros, y compris Valeurs Mobilières TD. Les autres activités de la Banque sont regroupées au sein du secteur Siège social.

Les résultats de chaque secteur d'exploitation reflètent les revenus, les frais, les actifs et les passifs liés aux activités du secteur. La Banque mesure et évalue le rendement de chaque secteur d'après les résultats rajustés, le cas échéant, et, pour ces secteurs, elle indique que la mesure est rajustée. L'amortissement des frais liés aux actifs incorporels est compris dans le secteur Siège social. Par conséquent, le bénéfice net des secteurs d'exploitation est présenté avant l'amortissement des actifs incorporels, ainsi que tout autre élément à noter non attribué aux secteurs d'exploitation. Pour de l'information détaillée, consulter la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque», la rubrique «Description des activités» du rapport annuel de 2009 et la note 34 afférente aux états financiers consolidés de 2009. Pour de l'information sur les mesures du profit économique et du rendement du capital investi de la Banque, lesquelles sont des mesures financières non conformes aux PCGR, se reporter à la rubrique «Notre rendement».

Le revenu d'intérêts net des Services bancaires de gros est présenté en équivalence fiscale, ce qui signifie que la valeur des bénéfices non imposables ou exonérés d'impôt, tels que les dividendes, est rajustée à la valeur équivalente avant impôts. L'équivalence fiscale permet à la Banque de mesurer le revenu tiré de toutes les valeurs mobilières et de tous les prêts de manière uniforme. Elle procure en outre des éléments de comparaison plus significatifs du revenu d'intérêts net avec celui d'institutions semblables. L'augmentation selon l'équivalence fiscale du revenu d'intérêts net et de la

charge d'impôts sur les bénéfices reflétée dans les résultats du secteur Services bancaires de gros est renversée dans le secteur Siège social. Le rajustement de l'équivalence fiscale pour le trimestre s'est établi à 96 millions de dollars, en regard de 185 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice précédent et de 120 millions de dollars pour le trimestre précédent.

La Banque titrise des prêts et des créances de détail et comptabilise un gain ou une perte à la vente, y compris la constatation d'un actif lié aux droits conservés. Les pertes sur créances subies à l'égard des droits conservés après titrisation sont comptabilisées à titre de charge dans les revenus autres que d'intérêts dans les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque. Aux fins de la présentation sectorielle, la provision pour pertes sur créances liée aux volumes titrisés est incluse dans les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, mais est renversée dans le secteur Siège social et reclassée à titre de charge dans les revenus autres que d'intérêts afin de respecter les PCGR.

Services bancaires personnels et commerciaux au Canada

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois terminés les</i>		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Revenu d'intérêts net	1 744 \$	1 668 \$	1 494 \$
Revenus autres que d'intérêts	795	766	798
Total des revenus	2 539	2 434	2 292
Provision pour pertes sur créances	315	313	266
Frais autres que d'intérêts	1 194	1 226	1 186
Bénéfice net	720	622	584

Principaux volumes et ratios

Rendement du capital investi	31,3 %	27,1 %	26,9 %
Marge sur les actifs productifs moyens (y compris les actifs titrisés)	2,93 %	2,88 %	2,82 %
Ratio d'efficience	47,0 %	50,4 %	51,7 %
Nombre de succursales de détail au Canada	1 111	1 116	1 102
Nombre moyen d'équivalents temps plein	33 278	33 080	32 624

Par rapport au même trimestre de l'exercice précédent – T1 2010 par rapport au T1 2009

Le bénéfice net des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada pour le trimestre a été de 720 millions de dollars, une hausse de 136 millions de dollars, ou 23 %, comparativement au premier trimestre de l'exercice précédent. Le rendement annualisé du capital investi pour le trimestre a été de 31,3 %, contre 26,9 % au premier trimestre de l'exercice précédent.

Les revenus du secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada proviennent des services bancaires personnels, des services bancaires commerciaux et des activités d'assurances. Les revenus pour le trimestre ont atteint 2 539 millions de dollars, soit une progression de 247 millions de dollars, ou 11 %, comparativement au premier trimestre de l'exercice précédent, qui découle principalement d'une forte croissance des volumes pour la plupart des produits bancaires et, dans une moindre mesure, de l'augmentation des marges; ces éléments ont été en partie contrebalancés par la hausse des réclamations d'assurance. Une croissance des volumes a été enregistrée surtout dans les prêts immobiliers garantis et les dépôts de particuliers et d'entreprises. L'augmentation des marges sur les prêts immobiliers garantis a été en partie annulée par une compression des marges sur les dépôts. La marge sur les actifs productifs moyens a augmenté de 11 pdb, pour s'établir à 2,93 %, comparativement au premier trimestre de l'exercice précédent. Par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent, le volume de prêts immobiliers garantis, y compris les titrisations, s'est accru de 21,3 milliards de dollars, ou 14 %, et celui des prêts à la consommation, de 4,1 milliards de dollars, ou 15 %. Le volume des prêts aux entreprises et des acceptations a augmenté de 1,2 milliard de dollars, ou 4 %. Le volume des dépôts de particuliers a monté de 6,5 milliards de dollars, ou 5 %, et celui des dépôts d'entreprises, de 6,4 milliards de dollars, ou 14 %. Les primes brutes d'assurance souscrites ont grimpé de 53 millions de dollars, ou 9 %.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre s'est établie à 315 millions de dollars, soit une hausse de 49 millions de dollars, ou 18 %, en regard du premier trimestre de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances au titre des services bancaires aux particuliers a été de 277 millions de dollars, une hausse de 32 millions de dollars, ou 13 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse tient essentiellement à la croissance des volumes et à l'augmentation des provisions à l'égard des prêts automobiles indirects et des prêts sur cartes de crédit. La provision pour pertes sur créances au titre des services bancaires aux entreprises a atteint 38 millions de dollars, une hausse de 17 millions de dollars, ou 81 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. La provision annualisée pour pertes sur créances, exprimée en pourcentage du volume de prêts, s'est établie à 0,51 %, en hausse de 1 pdb en regard du premier trimestre de l'exercice précédent. Les prêts douteux nets, y compris les activités liées aux cartes de crédit aux États-Unis, se sont établis à 581 millions de dollars, soit une baisse de 22 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Cette baisse s'explique par la gestion active des prêts douteux du côté des services bancaires commerciaux. Les prêts douteux nets, exprimés en pourcentage du total des prêts, ont représenté 0,96 %, comparativement à 1,11 % au 31 janvier 2009.

Les frais autres que d'intérêts pour le trimestre ont atteint 1 194 millions de dollars, en hausse de 8 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent, en raison essentiellement de l'augmentation de la rémunération, compensée en partie par le recul des frais de litige.

Le nombre moyen d'équivalents temps plein (ETP) s'est accru de 654, ou 2 %, par rapport au premier trimestre du dernier exercice. Le ratio d'efficience pour le trimestre s'est amélioré, atteignant 47,0 %, comparativement à 51,7 % pour le premier trimestre de l'exercice précédent.

Par rapport au trimestre précédent – T1 2010 par rapport au T4 2009

Le bénéfice net comme présenté des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada du trimestre a enregistré une hausse de 98 millions de dollars, ou 16 %, comparativement au trimestre précédent. Le rendement annualisé du capital investi pour le trimestre a atteint 31,3 %, contre 27,1 % au trimestre précédent.

Les revenus pour le trimestre ont progressé de 105 millions de dollars, ou 4 %, comparativement au trimestre précédent, du fait de l'augmentation des marges sur les prêts immobiliers garantis, de la forte croissance soutenue des volumes et de la baisse des réclamations d'assurance attribuable aux événements météorologiques violents. Cette progression a été en partie neutralisée par la baisse des revenus tirés des frais de résiliation d'hypothèques et par la compression des marges sur les dépôts. La marge sur les actifs productifs moyens a augmenté de 5 pdb, pour s'établir à 2,93 %, comparativement au trimestre précédent. Par rapport au trimestre précédent, le volume de prêts immobiliers garantis, y compris les titrisations, s'est accru de 5,1 milliards de dollars, ou 3 %, et celui des prêts à la consommation, de 0,8 milliard de dollars, ou 3 %, tandis que le volume de prêts aux entreprises et d'acceptations est demeuré stable. Le volume des dépôts de particuliers a monté de 0,8 milliard de dollars, ou 1 %, et celui des dépôts d'entreprises, de 2,0 milliards de dollars, ou 4 %. Les primes brutes d'assurance souscrites ont fléchi de 95 millions de dollars, ou 13 %, en raison du caractère saisonnier des renouvellements de police.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre a augmenté de 2 millions de dollars, ou 1 %. Les prêts douteux nets ont reculé de 40 millions de dollars, ou 6 %, en regard du trimestre précédent, dans une large mesure sous l'effet de l'augmentation des provisions. Les prêts douteux nets, exprimés en pourcentage du total des prêts, ont représenté 0,96 %, comparativement à 1,04 % au 31 octobre 2009.

Les frais autres que d'intérêts pour le trimestre ont diminué de 32 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre considéré, en grande partie en raison de la réduction des coûts de marketing et des dépenses liées aux projets, partiellement annulée par l'augmentation de la charge de rémunération.

Le nombre moyen d'ETP a augmenté de 198, ou 1 %, en regard du trimestre précédent. Le ratio d'efficacité du trimestre considéré s'est amélioré pour s'établir à 47,0 %, contre 50,4 % au trimestre précédent.

Perspectives

Les perspectives pour 2010 devraient être robustes alors que nous continuons de tirer parti de notre position de leader sur le plan des heures d'ouverture des succursales et de l'investissement soutenu dans notre réseau. La croissance des revenus en 2010 devrait être solide à mesure que les marges se stabiliseront. Les provisions pour pertes sur créances à l'égard des prêts aux particuliers devraient être relativement stables, et les frais seront bien gérés afin de maintenir un écart sain entre la croissance des revenus et celle des frais. Bien qu'ils demeurent quelque peu vulnérables à la montée des coûts liés aux réclamations, les revenus tirés des activités d'assurances devraient être stimulés en 2010 par une forte croissance des activités sous-jacentes, jumelée à une amélioration des marges sur les produits et à un retour à des niveaux plus normaux de réclamations d'assurance attribuables à des événements météorologiques. On s'attend à ce qu'en 2010 les frais soient plus élevés qu'à l'exercice précédent du fait de l'augmentation de la rémunération et des coûts des avantages sociaux, ainsi que de l'investissement dans des initiatives stratégiques en vue de soutenir la croissance future.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois terminés les</i>		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Revenu d'intérêts net	66 \$	67 \$	75 \$
Revenus autres que d'intérêts	524	520	453
Total des revenus	590	587	528
Frais autres que d'intérêts	446	444	419
Bénéfice net des activités mondiales de Gestion de patrimoine	101	97	75
Bénéfice net de TD Ameritrade	43	59	77
Bénéfice net	144	156	152
Principaux volumes et ratios			
Actifs administrés	200	191	163
Actifs gérés	172	171	170
Rendement du capital investi	12,7 %	13,6 %	13,1 %
Ratio d'efficacité	75,6 %	75,6 %	79,4 %
Nombre moyen d'équivalents temps plein	7 034	6 769	6 835

Par rapport au même trimestre de l'exercice précédent – T1 2010 par rapport au T1 2009

Le bénéfice net de Gestion de patrimoine pour le trimestre a été de 144 millions de dollars, soit une baisse de 8 millions de dollars, ou 5 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Le bénéfice net de la division mondiale de gestion de patrimoine, qui exclut TD Ameritrade, a atteint 101 millions de dollars, soit une hausse de 26 millions de dollars, ou 35 %, en regard du premier trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse a été induite dans une large mesure par l'augmentation des actifs des clients et des volumes d'opérations. Le placement comme présenté de la Banque dans TD Ameritrade a rapporté un bénéfice net de 43 millions de dollars pour le trimestre, soit 34 millions de dollars, ou 44 %, de moins qu'au premier trimestre de l'exercice précédent. Le recul est surtout attribuable à une diminution des bénéfices de TD Ameritrade, du fait que la diminution de la marge d'intérêt nette a plus que neutralisé la croissance significative des actifs et des comptes de clients. L'apport de TD Ameritrade au secteur a aussi

souffert de l'effet de change lié à l'appréciation du dollar canadien. Pour son premier trimestre terminé le 31 décembre 2009, TD Ameritrade a affiché un bénéfice net de 136 millions de dollars US, soit une baisse de 48 millions de dollars US, ou 26 %, comparativement au premier trimestre de l'exercice précédent. Le rendement annualisé du capital investi de Gestion de patrimoine pour le trimestre a été de 12,7 %, comparativement à 13,1 % au premier trimestre du dernier exercice.

Les revenus de Gestion de patrimoine proviennent surtout des activités de courtage en ligne, des activités de conseil et de la gestion d'actifs. Les revenus ont atteint 590 millions de dollars pour le trimestre, soit une hausse de 62 millions de dollars, ou 12 %, comparativement au premier trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse tient essentiellement à des commissions plus élevées étant donné l'accroissement des actifs moyens des clients, à l'augmentation des volumes d'opérations, à l'inclusion des acquisitions au Royaume-Uni ainsi qu'à la hausse des dépôts de clients et des prêts sur marge. Ces éléments ont été en partie annulés par une baisse des revenus découlant de la compression des marges en raison de l'environnement de bas taux d'intérêt et de la réduction des commissions par opération, qui s'explique par l'élargissement de notre clientèle du programme Investisseur actif des services de courtage en ligne.

Les frais autres que d'intérêts pour le trimestre ont été de 446 millions de dollars, en hausse de 27 millions de dollars, ou 6 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation de la rémunération variable associée à des revenus de commissions plus élevés étant donné l'accroissement des actifs moyens des clients, par un investissement plus important dans l'infrastructure afin de soutenir la croissance de l'entreprise et par l'inclusion des coûts liés aux acquisitions au Royaume-Uni. Ces éléments ont été en partie contrebalancés par une provision liée à une exposition indirecte à un ou plusieurs fonds au premier trimestre du dernier exercice et par la réduction de l'effectif au cours du trimestre considéré par suite du réalignement des activités américaines de gestion de patrimoine.

Le nombre moyen d'ETP a grimpé de 199, ou 3 %, en regard du premier trimestre du dernier exercice, conséquence de l'ajout de postes ETP par suite des acquisitions au Royaume-Uni et de l'augmentation de l'effectif en raison des volumes d'affaires accrus. Ces éléments ont été partiellement annulés par une réduction de l'effectif des activités américaines de gestion de patrimoine. Le ratio d'efficacité pour le trimestre considéré s'est amélioré pour s'établir à 75,6 %, contre 79,4 % au premier trimestre de l'exercice précédent.

Au 31 janvier 2010, les actifs administrés de 200 milliards de dollars enregistraient une hausse de 37 milliards de dollars, ou 23 %, et les actifs gérés de 172 milliards de dollars, une hausse de 2 milliards de dollars, ou 1 %, comparativement au 31 janvier 2009. Ces hausses ont été induites par l'appréciation des marchés et les nouveaux actifs nets de clients.

Par rapport au trimestre précédent – T1 2010 par rapport au T4 2009

Le bénéfice net de Gestion de patrimoine pour le trimestre a enregistré une baisse de 12 millions de dollars, ou 8 %, comparativement au trimestre précédent. Le bénéfice net de la division mondiale de gestion de patrimoine a grimpé de 4 millions de dollars, ou 4 %, comparativement au trimestre précédent, surtout en raison de la diminution des frais, qui s'explique par l'engagement de frais plus élevés au trimestre précédent pour simplifier et améliorer nos activités. Le placement comme présenté de la Banque dans TD Ameritrade a reflété un recul du bénéfice net de 16 millions de dollars, ou 27 %, en regard du trimestre précédent. Le recul est attribuable à une réduction des bénéfices de TD Ameritrade du fait d'un repli de l'activité de la clientèle et de l'effet de change lié à l'appréciation du dollar canadien. Pour son premier trimestre terminé le 31 décembre 2009, TD Ameritrade a affiché une baisse du bénéfice net de 21 millions de dollars US, ou 13 %, par rapport au trimestre précédent. Le rendement annualisé du capital investi de Gestion de patrimoine pour le trimestre a été de 12,7 %, comparativement à 13,6 % au trimestre précédent.

Les revenus pour le trimestre ont progressé de 3 millions de dollars, ou 1 %, en regard du trimestre précédent, essentiellement sous l'effet de la hausse des revenus de commissions étant donné l'accroissement des actifs moyens des clients dans les activités de gestion d'actifs et de conseil ainsi que de l'inclusion des acquisitions au Royaume-Uni. Cette progression a été en partie neutralisée par une baisse saisonnière des volumes d'opérations, par une diminution des commissions par opération dans les activités de courtage en ligne et par la compression continue des marges.

Les frais autres que d'intérêts ont monté de 2 millions de dollars en regard du trimestre précédent. Compte non tenu de divers frais engagés au dernier trimestre pour simplifier et améliorer nos activités, les frais ont augmenté de 14 millions de dollars. Cette augmentation résulte de l'inclusion des coûts liés aux acquisitions au Royaume-Uni, de la hausse de l'investissement dans l'infrastructure afin de soutenir la croissance de l'entreprise, de l'augmentation des charges d'avantages sociaux et de l'augmentation de la rémunération variable associée à des revenus de commissions plus élevés résultant de l'accroissement des actifs moyens des clients.

Le nombre moyen d'ETP est de 265, ou 4 %, plus élevé qu'au trimestre précédent, surtout du fait de l'ajout de postes ETP par suite des acquisitions au Royaume-Uni et de personnel affecté au traitement des volumes saisonniers. Ces éléments ont été en partie neutralisés par une réduction d'ETP dans les activités américaines de gestion de patrimoine. Le ratio d'efficacité pour le trimestre considéré est demeuré le même qu'au dernier trimestre, s'établissant à 75,6 %.

Par rapport au 31 octobre 2009, les actifs administrés avaient progressé de 9 milliards de dollars, ou 5 %, au 31 janvier 2010 et les actifs gérés, de 1 milliard de dollars, ou 1 %. Ces progressions s'expliquent surtout par l'appréciation des marchés et les volumes nets de nouveaux actifs de clients.

Perspectives

Au premier trimestre, les activités de conseil et de gestion d'actifs ont suivi la tendance de croissance des actifs attisée par la remontée des marchés boursiers au début du trimestre. L'engagement des clients demeure solide comme le démontre l'accroissement du nombre de nouveaux comptes et des actifs de clients. Nos perspectives pour le reste de 2010 restent empreintes d'un optimisme prudent étant donné que les marchés sont encore volatils.

TD AMERITRADE HOLDING CORPORATION

Au 31 janvier 2010, le placement comme présenté de la Banque dans TD Ameritrade s'établissait à 44,9 % (45,1 % au 31 octobre 2009 et 44,9 % au 31 janvier 2009) des actions émises et en circulation de TD Ameritrade.

Les états financiers condensés de TD Ameritrade, fondés sur ses états financiers consolidés déposés auprès de la SEC, sont présentés comme suit :

Bilan consolidé condensé

(en millions de dollars américains)

	31 décembre 2009	<i>Aux</i> 30 septembre 2009
Actif		
Montants à recevoir des courtiers et des organismes de compensation	1 159 \$	1 778 \$
Montants à recevoir des clients, déduction faite de la provision pour créances douteuses	6 329	5 712
Autres actifs	10 959	10 882
Total de l'actif	18 447 \$	18 372 \$
Passif		
Montants à payer aux courtiers et aux organismes de compensation	2 004 \$	2 492 \$
Montants à payer aux clients	10 546	9 915
Autres passifs	2 192	2 414
Total du passif	14 742	14 821
Avoir des actionnaires	3 705	3 551
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	18 447 \$	18 372 \$

État des résultats consolidé condensé

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)

	31 décembre 2009	<i>Trois mois terminés les</i> 31 décembre 2008
Revenus		
Revenu d'intérêts net	99 \$	85 \$
Revenus tirés des commissions et autres revenus	526	526
Total des revenus	625	611
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	147	117
Divers	238	178
Total des frais d'exploitation	385	295
Autres frais	20	16
Bénéfices avant impôts	220	300
Charge d'impôts sur les bénéfices	84	116
Bénéfice net¹	136 \$	184 \$
Bénéfice par action – de base	0,23 \$	0,31 \$
Bénéfice par action – dilué	0,23 \$	0,31 \$

¹ La quote-part de la Banque du bénéfice net de TD Ameritrade est assujettie à des rajustements liés à l'amortissement des actifs incorporels.

Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

Trois mois terminés les

	Dollars canadiens			Dollars américains		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009 ¹	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009 ¹
Revenu d'intérêts net	829 \$	840 \$	892 \$	788 \$	781 \$	736 \$
Revenus autres que d'intérêts	315	273	302	299	255	249
Total des revenus	1 144	1 113	1 194	1 087	1 036	985
Provision pour pertes sur créances – prêts	192	175	139	182	162	115
Provision pour pertes sur créances – valeurs mobilières classées comme prêts	9	41	93	9	39	75
Provision pour pertes sur créances – total	201	216	232	191	201	190
Frais autres que d'intérêts – comme présentés	746	806	801	709	751	660
Frais autres que d'intérêts – rajustés	674	669	696	641	623	573
Bénéfice net – comme présenté	181	122	181	172	113	151
Bénéfice net – rajusté	227	211	248	216	196	206

Principaux volumes et ratios

Rendement du capital investi	5,0 %	4,5 %	4,8 %	5,0 %	4,5 %	4,8 %
Marge sur les actifs productifs moyens	3,41 %	3,46 %	3,62 %	3,41 %	3,46 %	3,62 %
Ratio d'efficacité – comme présenté	65,2 %	72,4 %	67,1 %	65,2 %	72,4 %	67,1 %
Ratio d'efficacité – rajusté	58,9 %	60,1 %	58,3 %	58,9 %	60,1 %	58,3 %
Nombre de succursales de détail aux États-Unis	1 039	1 028	1 006	1 039	1 028	1 006
Nombre moyen de postes équivalents temps plein	19 117	19 242	19 593	19 117	19 242	19 593

¹ Certains chiffres comparatifs sont présentés compte non tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de 2009 relatives aux instruments financiers, comme décrit à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

Par rapport au même trimestre de l'exercice précédent – T1 2010 par rapport au T1 2009

En dollars canadiens, le bénéfice net comme présenté des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis pour le trimestre a atteint 181 millions de dollars, ce qui correspond au bénéfice net comme présenté du premier trimestre de l'exercice précédent. Le bénéfice net rajusté du trimestre s'est établi à 227 millions de dollars, une baisse de 21 millions de dollars, ou 8 %. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain a entraîné une baisse du bénéfice net comme présenté et rajusté de 24 millions de dollars et de 35 millions de dollars, respectivement, pour le trimestre. Le rendement annualisé du capital investi pour le trimestre a été de 5,0 %, contre 4,8 % au premier trimestre de l'exercice précédent.

Les revenus des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis proviennent des services bancaires personnels et commerciaux traditionnels. En dollars américains, les revenus pour le trimestre ont atteint 1 087 millions de dollars US, soit une hausse de 102 millions de dollars US, ou 10 %, comparativement au premier trimestre du dernier exercice. Cette hausse est essentiellement attribuable à l'augmentation des revenus tirés des commissions, résultant en partie d'une structure de frais de dépôt combinés instaurée dans le cadre de la conversion de Commerce ainsi que de la croissance des dépôts. Les revenus tirés des commissions découlant de cette structure devraient diminuer à l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation plus tard cette année. La marge sur les actifs productifs moyens a perdu 21 pnb pour s'établir à 3,41 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent, en raison surtout d'une compression des taux découlant du niveau généralement plus bas des taux d'intérêt. Les prêts moyens ont augmenté de 3 milliards de dollars US, ou 6 %, les prêts moyens aux particuliers ayant augmenté de 3 milliards de dollars US, ou 17 %, et les prêts moyens aux entreprises étant demeurés essentiellement stables par rapport à ceux du premier trimestre de l'exercice précédent. Les dépôts moyens ont grimpé de 22 milliards de dollars US, ou 23 %, ce qui comprend une hausse de 17 milliards de dollars US des comptes de dépôt du marché monétaire de TD Ameritrade. Le volume des dépôts moyens, compte non tenu de l'incidence des comptes de dépôt du marché monétaire de TD Ameritrade, s'est accru de 5 milliards de dollars US, ou 6 %. Les volumes de dépôts d'entreprises (excluant les gouvernements) ont progressé de 3 milliards de dollars US, ou 15 %, les volumes de dépôts de gouvernements ont glissé de 2 milliards de dollars US, ou 11 %, et les volumes de dépôts des particuliers ont monté de 4 milliards de dollars US, ou 11 %.

Le total de la provision pour pertes sur créances pour le trimestre considéré est demeuré stable par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent, à 191 millions de dollars US. La provision pour pertes sur créances à l'égard des prêts pour le trimestre a atteint 182 millions de dollars US, une hausse de 67 millions de dollars US, ou 58 %, comparativement au premier trimestre du dernier exercice, surtout par suite des niveaux accrus de radiations et des exigences relatives à l'augmentation des provisions résultant de la récession aux États-Unis. La provision annualisée pour pertes sur créances à l'égard des prêts exprimée en pourcentage du volume de crédit s'est établie à 1,3 %, soit 42 pnb de plus qu'au premier trimestre de

l'exercice précédent. Les prêts douteux nets, compte non tenu des titres de créance douteux classés comme prêts, ont totalisé 1 019 millions de dollars US, soit une hausse de 555 millions de dollars US, ou 120 %, en regard du premier trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse est en grande partie attribuable à de nouveaux prêts douteux nets résultant de la faiblesse continue du marché immobilier commercial et de la récession aux États-Unis. Les prêts douteux nets, compte non tenu des titres de créance classés comme prêts, en pourcentage du total des prêts ont représenté 1,93 %, comparativement à 0,92 % au 31 janvier 2009. La provision pour pertes sur créances à l'égard des titres de créance classés comme prêts pour le trimestre s'est établie à 9 millions de dollars US, soit une baisse de 66 millions de dollars comparativement au premier trimestre de l'exercice précédent, du fait de la stabilité relative du marché de l'habitation aux États-Unis pendant le trimestre considéré. Les titres de créance douteux nets classés comme prêts atteignaient 314 millions de dollars US au 31 janvier 2010.

Les frais autres que d'intérêts comme présentés pour le trimestre ont été de 709 millions de dollars US, en hausse de 49 millions de dollars US, ou 7 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Sur une base rajustée, compte non tenu de l'élément à noter au titre des frais de restructuration et d'intégration liés à l'acquisition de Commerce, les frais autres que d'intérêts pour le trimestre se sont établis à 641 millions de dollars US, soit une hausse de 68 millions de dollars US, ou 12 %. Cette hausse s'explique dans une large mesure par l'accroissement des primes de la FDIC, les dépenses liées aux nouvelles succursales, les niveaux accrus d'actifs recouverts et les frais liés aux valeurs mobilières, et les frais de restructuration et d'intégration résiduels de 14 millions de dollars US liés à l'intégration de Commerce. Étant donné que les efforts dans ces domaines tirent à leur fin et que la restructuration et l'intégration sont pratiquement achevées, les frais de restructuration et d'intégration liés à Commerce sont exclus de l'élément à noter.

Le nombre moyen d'ETP a reculé de 476, ou 2 %, en regard du premier trimestre de l'exercice précédent. Ce recul comprend un retrait d'environ 900 postes ETP découlant des efforts d'intégration et des regroupements de succursales, compensée en partie par l'ajout d'environ 400 postes ETP par suite de l'ouverture de 32 nouvelles succursales depuis le premier trimestre de l'exercice précédent. Le ratio d'efficacité comme présenté pour le trimestre s'est amélioré pour s'établir à 65,2 % alors qu'il était de 67,1 % au premier trimestre de l'exercice précédent. Le ratio d'efficacité rajusté pour le trimestre s'établissant à 58,9 % correspond essentiellement à celui du premier trimestre de l'exercice précédent.

Par rapport au trimestre précédent – T1 2010 par rapport au T4 2009

En dollars canadiens, le bénéfice net comme présenté des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis pour le trimestre a enregistré une hausse de 59 millions de dollars, ou 48 %, comparativement au trimestre précédent. Le bénéfice net rajusté du trimestre a progressé de 16 millions de dollars, ou 8 %. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain a entraîné une diminution de 3 millions de dollars du bénéfice net comme présenté et de 5 millions de dollars du bénéfice rajusté pour le trimestre considéré. Le rendement annualisé du capital investi pour le trimestre a été de 5,0 %, contre 4,5 % au trimestre précédent.

En dollars américains, les revenus pour le trimestre ont augmenté de 51 millions de dollars US, ou 5 %, en regard du trimestre précédent, essentiellement par suite de la hausse des revenus tirés des commissions résultant en partie d'une structure de frais de dépôt combinés instaurée dans le cadre de la conversion de Commerce. Les revenus tirés des commissions découlant de cette structure devraient diminuer à l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation plus tard cette année. La marge sur les actifs productifs moyens a reculé de 5 pdb pour s'établir à 3,41 % par rapport au trimestre précédent, surtout du fait de l'accroissement des volumes de produits de dépôt à faible écart de taux. Les prêts moyens ont équivalu essentiellement aux niveaux du trimestre précédent, les prêts moyens aux entreprises ayant glissé de 1 % et les prêts moyens aux particuliers ayant augmenté de 3 %. Les dépôts moyens se sont accrus de 6 milliards de dollars US, ou 6 %, comparativement au trimestre précédent, y compris une hausse de 5 milliards de dollars US des dépôts moyens dans les comptes de dépôt du marché monétaire de TD Ameritrade. Le volume des dépôts moyens, compte non tenu de l'incidence des comptes de dépôt du marché monétaire de TD Ameritrade, s'est hissé de 1 milliard de dollars US, ou 1 %, étant donné que les dépôts d'entreprises ont enregistré une croissance de 2 %, y compris les dépôts de gouvernements qui sont restés essentiellement stables, et que le volume des dépôts des particuliers a connu une légère augmentation.

Le total de la provision pour pertes sur créances pour le trimestre a marqué une baisse de 10 millions de dollars US, ou 5 %. La provision pour pertes sur créances à l'égard des prêts a augmenté de 20 millions de dollars US, ou 12 %, comparativement au trimestre précédent. La provision annualisée pour pertes sur créances à l'égard des prêts, exprimée en pourcentage du volume de prêts, s'est établie à 1,3 %, en hausse de 8 pdb en regard du trimestre précédent. Les prêts douteux nets, compte non tenu des titres de créance douteux classés comme prêts, ont totalisé 1 019 millions de dollars US, soit une augmentation de 140 millions de dollars US, ou 16 %, en regard du trimestre précédent. Cette augmentation est largement attribuable aux nouveaux prêts douteux nets résultant de la faiblesse continue du marché immobilier commercial et de la récession aux États-Unis. Les prêts douteux nets, compte non tenu des titres de créance classés comme prêts, exprimés en pourcentage du total des prêts ont représenté 1,93 %, comparativement à 1,55 % au 31 octobre 2009. La provision pour pertes sur créances à l'égard des titres de créance classés comme prêts a reculé de 30 millions de dollars US par rapport au trimestre précédent sous l'effet de la stabilité relative du marché de l'habitation aux États-Unis pendant le trimestre considéré.

Les frais autres que d'intérêts comme présentés pour le trimestre ont été de 42 millions de dollars US, ou 6 %, moins élevés qu'au trimestre précédent. Sur une base rajustée, compte non tenu de l'élément à noter au titre des frais de restructuration et d'intégration liés à l'acquisition de Commerce, les frais autres que d'intérêts pour le trimestre ont monté de 18 millions de dollars US, ou 3 %, surtout du fait que sont exclus de l'élément à noter les frais de restructuration et d'intégration résiduels de 14 millions de dollars US liés à Commerce, étant donné que les efforts d'intégration tirent à leur fin et que la restructuration et l'intégration sont pratiquement achevées.

Le nombre moyen d'ETP a diminué de 125, ou 1 %, en regard du trimestre précédent. Cette diminution comprend un retrait d'environ 275 postes ETP attribuable aux efforts d'intégration, compensé en partie par l'ajout d'environ 150 postes ETP par suite de l'ouverture de 13 nouvelles succursales depuis le trimestre précédent. Le ratio d'efficacité comme présenté pour le trimestre s'est amélioré pour s'établir à 65,2 %, par rapport à 72,4 % pour le trimestre précédent. Le ratio d'efficacité rajusté pour le trimestre s'est amélioré pour s'établir à 58,9 % en regard de 60,1 %.

Perspectives

La croissance des volumes de prêts devrait ralentir en 2010, puisque la demande devrait être moins forte. La croissance interne des dépôts devrait continuer d'être stimulée par les succursales existantes, tandis que les changements à la réglementation aux États-Unis devraient réduire certains frais d'opérations. Pour le reste de l'exercice, on s'attend à ce que la provision pour pertes sur créances demeure au niveau actuel. Les principaux inducteurs de rendement en 2010 devraient être la croissance des dépôts de base et des prêts, en plus d'une surveillance continue de la qualité du crédit, des prix par rapport à la concurrence, de la réglementation proposée et à venir aux États-Unis relativement aux services financiers pour les consommateurs et d'un contrôle serré des frais.

Services bancaires de gros

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois terminés les</i>		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Revenu d'intérêts net	513 \$	579 \$	720 \$
Revenus autres que d'intérêts	400	307	119
Total des revenus (équivalence fiscale)	913	886	839
Provision pour pertes sur créances	8	7	66
Frais autres que d'intérêts	376	347	388
Bénéfice net	372	372	265

Principaux volumes et ratios

Actifs pondérés en fonction des risques (en milliards de dollars canadiens)	34	34	51
Rendement du capital investi	45,2 %	46,0 %	22,3 %
Ratio d'efficience – comme présenté	41,2 %	39,2 %	46,2 %
Nombre moyen de postes équivalents temps plein	3 091	3 057	3 025

Par rapport au même trimestre de l'exercice précédent – T1 2010 par rapport au T1 2009

Le bénéfice net des Services bancaires de gros pour le trimestre a atteint 372 millions de dollars, en hausse de 107 millions de dollars, ou 40 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. La hausse est attribuable à un solide rendement pour l'ensemble des activités, y compris l'accroissement des revenus de transaction d'instruments de crédit et de prêts et la diminution des provisions pour pertes sur créances. Le contexte d'exploitation a été moins volatil qu'au premier trimestre de l'exercice précédent, alors que les résultats ont souffert des pertes nettes sur valeurs mobilières dans le portefeuille d'actions émises dans le public, des rajustements d'évaluation du crédit défavorables et des pertes sur transaction d'instruments de crédit, compensés en partie par un recouvrement découlant de l'annulation d'un engagement de prêt. Le rendement annualisé du capital investi pour le trimestre a été de 45,2 %, contre 22,3 % au premier trimestre de l'exercice précédent.

Les revenus des Services bancaires de gros sont principalement tirés des activités relatives aux marchés financiers et aux prêts aux grandes entreprises. Les revenus ont été de 913 millions de dollars pour le trimestre, soit une hausse de 74 millions de dollars, ou 9 %, comparativement au premier trimestre de l'exercice précédent. La hausse s'explique essentiellement par l'amélioration des revenus de transaction d'instruments de crédit et de prêts et par des rajustements d'évaluation du crédit favorables. La reprise des marchés du crédit et de la demande pour les obligations de sociétés a donné lieu à des gains de transaction et à l'abandon de certaines positions secondaires ayant dégagé des gains nets. Le rétrécissement des écarts de taux a contribué à une petite reprise de rajustements d'évaluation du crédit, ce qui contraste avec une hausse importante au premier trimestre de l'exercice précédent. En regard du premier trimestre de l'exercice précédent, les revenus du trimestre ont été contrebalancés par la baisse de la volatilité sur les marchés, ce qui a donné lieu à un moins grand nombre de possibilités de transactions sur le marché des changes, par la diminution des revenus tirés des opérations non imposables ayant une incidence sur le portefeuille d'instruments dérivés sur actions, et par un important recouvrement découlant de l'annulation d'un engagement de prêt au premier trimestre de l'an dernier. Les revenus de prêts aux grandes entreprises ont progressé en raison de l'augmentation des marges et celle des commissions de montage, contrebalancés par des volumes réduits. Le portefeuille de placements a enregistré un léger gain pour le trimestre considéré comparativement aux pertes nettes sur placements en actions comptabilisées au premier trimestre de l'exercice précédent, du fait des importants déclins enregistrés l'an dernier sur les marchés boursiers nord-américains.

La provision pour pertes sur créances comprend les provisions spécifiques pour pertes sur créances et le coût de la protection de crédit. La provision pour pertes sur créances s'est élevée à 8 millions de dollars pour le trimestre, alors qu'elle avait été de 66 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances du trimestre comprend des provisions spécifiques mineures, contrebalancées par un recouvrement à l'égard d'un prêt spécifique. La provision pour pertes sur créances pour le premier trimestre de l'exercice précédent comprenait des provisions spécifiques de 56 millions de dollars liées aux risques de crédit dans le portefeuille de prêts aux grandes entreprises et le portefeuille de placements des activités de banques d'affaires ainsi que le coût de la protection de crédit. Les Services bancaires de gros continuent de gérer proactivement leur risque de crédit et détiennent actuellement une protection de 1,3 milliard de dollars en notionnel à l'égard de swaps sur défaillance de crédit relativement au portefeuille de prêts.

Les frais autres que d'intérêts pour le trimestre ont atteint 376 millions de dollars, en baisse de 12 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent, en raison de la baisse des frais liés aux indemnités de départ.

Par rapport au trimestre précédent – T1 2010 par rapport au T4 2009

Le bénéfice net des Services bancaires de gros pour le trimestre correspond à celui du trimestre précédent, du fait que les résultats améliorés de la transaction d'instruments à taux d'intérêt, de monnaies étrangères et d'instruments de crédit ont été neutralisés par la baisse des revenus tirés des placements dans des titres de participation, la diminution des reprises de rajustements d'évaluation du crédit et l'augmentation des frais autres que d'intérêts. Le rendement annualisé du capital investi pour le trimestre a été de 45,2 %, contre 46,0 % au trimestre précédent.

Les revenus pour le trimestre considéré ont progressé de 27 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, principalement sous l'effet de l'accroissement des ventes et des revenus de négociation dans les activités de transaction d'instruments à taux d'intérêt et de monnaies étrangères. Les montages de nouvelles émissions ont été nombreux au cours du trimestre, ce qui a aussi contribué à l'accroissement de l'activité de négociation des clients. Les activités de transaction d'instruments de crédit ont enregistré une hausse, car certaines positions secondaires ont été abandonnées et la conjoncture favorable a permis au secteur de modifier un certain nombre de transactions de manière profitable. Ces éléments ont été en partie annulés par une baisse des revenus liés aux activités de négociation d'actions et par la diminution des reprises de rajustements d'évaluation du crédit étant donné que les écarts de taux se sont moins resserrés qu'au trimestre précédent.

La provision pour pertes sur créances du trimestre a augmenté de 1 million de dollars, comparativement au trimestre précédent. La provision pour pertes sur créances pour le trimestre considéré et le précédent comprenait le coût de la protection de crédit de 9 millions de dollars. Pour le trimestre, les provisions spécifiques mineures constituées à l'égard des prêts aux grandes entreprises et des crédits des banques d'affaires ont été contrebalancées par un recouvrement lié à une seule exposition de crédit dans le portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

Les frais autres que d'intérêts pour le trimestre ont monté de 29 millions de dollars, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique surtout par l'augmentation de la rémunération variable, annulée en partie par une baisse des frais liés aux indemnités de départ et à la réglementation.

Perspectives

Les Services bancaires de gros ont connu un excellent trimestre, affichant des rendements supérieurs pour bon nombre d'activités, tout en continuant de se concentrer sur la croissance des activités de franchise. Le contexte d'exploitation est demeuré favorable, les principaux indices de marché s'étant améliorés et les écarts de taux, resserrés. Comme prévu, nous commençons à remarquer une modération sur certains marchés clés, particulièrement le marché des instruments de monnaies étrangères et à taux d'intérêt à court terme. À notre avis, cette modération se poursuivra tout au long de 2010, et les bénéfices s'en ressentiront dans la même mesure. Les principales priorités pour 2010 comprennent l'expansion des activités nord-américaines de transaction d'instruments à taux d'intérêt et de monnaies étrangères et le raffermissement de notre position parmi les meilleurs courtiers en placements intégrés au Canada.

Siège social

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois terminés les</i>		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Perte nette du secteur Siège social – comme présentée	(120) \$	(262) \$	(529) \$
Rajustements pour les éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices			
Amortissement des actifs incorporels	112	116	127
Diminution (augmentation) de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de valeurs mobilières reclassées disponibles à la vente	(4)	73	200
Diminution (augmentation) de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	7	19	(12)
Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices liée à une modification des taux d'impôt sur les bénéfices prévus par la loi	(11)	–	–
Augmentation des provisions générales pour les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Services bancaires de gros ¹	–	–	55
Provision (reprise de provision) pour réclamations d'assurance	(17)	–	–
Total des rajustements pour les éléments à noter	87	208	370
Perte nette attribuable au secteur Siège social – rajustée	(33) \$	(54) \$	(159) \$
Ventilation des éléments inclus dans la perte nette – rajustée			
Titrisation nette	(5) \$	(2) \$	(33) \$
Frais non répartis du secteur Siège social	(62)	(90)	(60)
Divers	34	38	(66)
Perte nette attribuable au secteur Siège social – rajustée	(33) \$	(54) \$	(159) \$

¹ À compter du 1^{er} novembre 2009, les Services de financement TD (anciennement VFC Inc.) ont aligné leur méthode de constitution de provisions pour pertes sur prêts sur la méthode de constitution de provisions pour l'ensemble des autres prêts de détail des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada; toute provision générale résultant de ce changement de méthode est incluse dans le poste «Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et Services bancaires de gros».

Les résultats rajustés sont des mesures financières non conformes aux PCGR. Se reporter à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque» pour obtenir des précisions et un rapprochement des résultats comme présentés et rajustés.

Par rapport au même trimestre de l'exercice précédent – T1 2010 par rapport au T1 2009

Le secteur Siège social a comptabilisé une perte nette comme présentée de 120 millions de dollars pour le trimestre, en comparaison d'une perte nette comme présentée de 529 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice précédent. La perte nette rajustée pour le trimestre est de 33 millions de dollars, par rapport à 159 millions de dollars. Comparativement au premier trimestre de l'exercice précédent, la baisse de la perte nette rajustée est essentiellement attribuable à l'augmentation des gains de titrisation et à des évaluations favorables, à une diminution des pertes associées aux activités de couverture économique, et à l'incidence négative d'éléments fiscaux défavorables comptabilisés au dernier exercice, en partie neutralisées par un gain lié au litige Winstar comptabilisé au premier trimestre de l'exercice précédent.

Par rapport au trimestre précédent – T1 2010 par rapport au T4 2009

Le secteur Siège social a comptabilisé une perte nette comme présentée de 120 millions de dollars pour le trimestre, en comparaison d'une perte nette comme présentée de 262 millions de dollars au trimestre précédent. La perte nette rajustée pour le trimestre est de 33 millions de dollars, par rapport à 54 millions de dollars pour le trimestre précédent. La baisse de la perte nette rajustée tient essentiellement à des évaluations favorables des titrisations et au fléchissement des frais nets du Siège social, partiellement contrebalancés par l'incidence des avantages fiscaux comptabilisés au trimestre précédent.

REVUE DU BILAN

Par rapport au trimestre précédent – T1 2010 par rapport au T4 2009

Sommaire du bilan

Les variations depuis le trimestre précédent tiennent surtout à la croissance des dépôts sans terme de particuliers de TD Ameritrade qui ont été investis dans des valeurs mobilières disponibles à la vente et dans des valeurs mobilières prises en pension.

Le **total des actifs** de la Banque totalisait 567 milliards de dollars au 31 janvier 2010, soit 10 milliards de dollars, ou 2 %, de plus qu'au 31 octobre 2009. L'augmentation nette reflète une hausse de 5 milliards de dollars des valeurs mobilières prises en pension, une hausse de 4 milliards de dollars des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques et une montée de 3 milliards de dollars des valeurs mobilières, en partie contrebalancées par une diminution des autres actifs. L'effet de change lié à l'appréciation du dollar canadien a entraîné une baisse de 2 milliards de dollars de la valeur du total des actifs de la Banque.

Les **valeurs mobilières** ont augmenté en grande partie sous l'effet d'une hausse des valeurs mobilières disponibles à la vente de 3 milliards de dollars, essentiellement due à la croissance des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis découlant du réinvestissement de soldes auparavant investis dans des valeurs mobilières prises en pension. L'effet de change lié à l'appréciation du dollar canadien a entraîné une baisse de 1 milliard de dollars de la valeur du total des valeurs mobilières de la Banque.

Les **prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts douteux)** ont augmenté de 1 milliard de dollars en raison de la croissance des volumes, surtout dans les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, en partie contrebalancée par une baisse dans les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis. Les prêts hypothécaires résidentiels des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada ont progressé de 2 milliards de dollars alors que les prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers se sont accrus de 1 milliard de dollars. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis ont diminué de 1 milliard de dollars et les titres de créance reclassés dans les prêts ont reculé de 1 milliard de dollars principalement en raison de l'effet de change lié à l'appréciation du dollar canadien.

Les **autres actifs** ont diminué de 3 milliards de dollars par suite surtout d'une baisse de 3 milliards de dollars de la valeur marchande des dérivés dans le secteur Services bancaires de gros.

Le **total des passifs** de la Banque s'établissait à 528 milliards de dollars au 31 janvier 2010, soit 10 milliards de dollars, ou 2 %, de plus qu'au 31 octobre 2009. L'augmentation nette s'explique principalement par une hausse des dépôts de 11 milliards de dollars attribuable surtout aux dépôts dans les comptes de passage de TD Ameritrade, en partie contrebalancée par une diminution des autres passifs. L'effet lié à l'appréciation du dollar canadien a entraîné une réduction de 2 milliards de dollars de la valeur des passifs dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis.

Les **dépôts** se sont accrus de 11 milliards de dollars, ou 3 %, principalement du fait de l'accroissement de 8 milliards de dollars des dépôts des particuliers découlant surtout de la croissance des volumes des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, et d'une hausse de 5 milliards de dollars des dépôts bancaires, rattachée essentiellement à l'augmentation des volumes des Services bancaires de gros. Ces augmentations ont été partiellement annulées par une baisse de 3 milliards de dollars des dépôts détenus à des fins de transaction dans les Services bancaires de gros.

Les **autres passifs** sont restés relativement stables, une baisse de 2 milliards de dollars des dérivés dans les Services bancaires de gros ayant été contrebalancée par une hausse de 2 milliards de dollars des obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert.

L'**avoir des actionnaires** a progressé de 1 milliard de dollars, ou 2 %, en raison de la croissance des bénéfices non répartis.

QUALITÉ DU PORTEFEUILLE DE CRÉDIT

Par rapport au même trimestre de l'exercice précédent – T1 2010 par rapport au T1 2009

Au 31 janvier 2010, les prêts douteux bruts s'élevaient à 2 708 millions de dollars, soit une augmentation de 1 165 millions de dollars, ou 76 %, en regard du 31 janvier 2009, largement attribuable à une hausse de 1 021 millions de dollars dans les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis. Les prêts douteux au 31 janvier 2010, une fois déduites les provisions spécifiques, totalisaient 2 102 millions de dollars, contre 1 157 millions de dollars au 31 janvier 2009.

La provision pour pertes sur prêts, qui atteignait 2 731 millions de dollars au 31 janvier 2010, se composait de provisions spécifiques globales de 606 millions de dollars et d'une provision générale de 2 125 millions de dollars. Les provisions spécifiques ont monté de 220 millions de dollars, ou 57 %, par rapport au 31 janvier 2009. La provision générale globale s'est accrue de 529 millions de dollars, ou 33 %, par rapport au 31 janvier 2009 surtout du fait d'une hausse de 410 millions de dollars dans les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, une hausse de 244 millions de dollars dans les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada (y compris les Services de financement TD), en partie contrebalancées par des rajustements de change et autres. La Banque constitue une provision générale pour constater les pertes qui, selon la direction, s'étaient déjà produites dans le portefeuille à la date du bilan pour des prêts ou des crédits qui n'étaient pas encore désignés comme douteux.

Par rapport au trimestre précédent – T1 2010 par rapport au T4 2009

Au 31 janvier 2010, les prêts douteux bruts avaient augmenté de 397 millions de dollars, ou 17 %, par rapport au 31 octobre 2009, en raison d'une hausse de 372 millions de dollars dans les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et de 26 millions de dollars dans les Services bancaires de gros. Les prêts douteux au 31 janvier 2010, une fois déduites les provisions spécifiques, ont augmenté de 349 millions de dollars par rapport au 31 octobre 2009.

Les provisions spécifiques ont augmenté de 48 millions de dollars, ou 9 %, en regard du 31 octobre 2009. L'augmentation de la provision générale globale de 44 millions de dollars, ou 2 %, au 31 janvier 2010 par rapport au 31 octobre 2009, s'explique par une hausse de 56 millions de dollars dans les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, en partie contrebalancée par des rajustements de change et autres.

Variation des prêts douteux bruts et des acceptations

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois terminés les</i>		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Solde au début de la période	2 311 \$	1 947 \$	1 157 \$
Ajouts	1 217	1 215	990
Prêts redevus productifs, remboursés ou vendus	(364)	(413)	(297)
Radiations	(443)	(439)	(373)
Écart de conversion et autres rajustements	(13)	1	66
Solde à la fin de la période	2 708 \$	2 311 \$	1 543 \$

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Aux</i>		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009 ²
Provision spécifique – prêts inscrits au bilan	606 \$	558 \$	386 \$
Provision générale – prêts inscrits au bilan	1 854	1 810	1 596
– instruments hors bilan ¹	271	271	–
Total des provisions générales	2 125	2 081	1 596
Provision pour pertes sur créances	2 731 \$	2 639 \$	1 982 \$
Prêts douteux, déduction faite de la provision spécifique	2 102 \$	1 753 \$	1 157 \$
Prêts douteux nets en pourcentage des prêts nets	0,80 %	0,67 %	0,46 %
Provision pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne nette des prêts (ratio trimestriel)	0,79 %	0,79 %	1,00 %

¹ Depuis le 30 avril 2009, la provision pour pertes sur créances relative aux instruments financiers est comptabilisée dans les autres passifs. Les soldes des périodes antérieures n'ont pas été reclassés.

² Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de 2009 relatives aux instruments financiers, comme décrit à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

Prêts à risque

Au 31 janvier 2010, la Banque avait une exposition brute à des prêts à risque d'environ 1,5 milliard de dollars (1,5 milliard de dollars au 31 octobre 2009) principalement composés de prêts automobiles canadiens. Indicateur de la qualité de crédit, le taux de pertes sur prêts, établi comme la

provision moyenne pour pertes sur créances divisée par le solde moyen des prêts à la fin du mois, se rapprochait de 9,0 % sur une année (environ 6,0 % au 31 octobre 2009). Ce rajustement comprenait 13 millions de dollars applicables à l'intégration des entreprises de prêts indirects de TD Canada Trust et de VFC Inc. dans les Services de financement TD. Compte non tenu de l'effet de ce rajustement, le taux de pertes sur créances s'est établi à environ 5,4 % sur une année. Plus précisément, le mode de calcul des pertes sur prêts a été modifié pour le rendre conforme au mode de calcul suivi pour les autres portefeuilles de prêts aux particuliers. Le portefeuille continue de dégager le rendement prévu. Ces prêts sont comptabilisés au coût après amortissement.

EXPOSITION À DES OBLIGATIONS GARANTIES PAR UNE HYPOTHÈQUE NON LIÉES À DES ORGANISMES

Au quatrième trimestre de 2009, la Banque a adopté les modifications au chapitre 3855, « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation », du *Manuel de l'ICCA*, qui font en sorte que les titres de créance qui n'étaient pas cotés sur un marché actif le 1^{er} novembre 2008 peuvent être reclassés dans les prêts. Les titres de créance qui sont des obligations garanties par une hypothèque non liées à des organismes sont admissibles au reclassement, puisque le marché pour ce portefeuille est considéré comme inactif depuis le quatrième trimestre de 2008. Par conséquent, ces titres de créance, qui étaient classés disponibles à la vente, ont été reclassés dans les prêts en date du 1^{er} novembre 2008 à leur coût après amortissement à cette date pour harmoniser la comptabilisation du portefeuille avec son mode de gestion par la Banque. Depuis le reclassement, les titres de créance sont comptabilisés au coût après amortissement d'après la méthode du taux d'intérêt effectif et sont évalués selon le modèle de la perte sur prêt subie.

La Banque apprécie chaque trimestre la possibilité de perte de valeur des titres de créance reclassés. Puisque ces titres de créance sont classés comme prêts, le test de dépréciation suit le modèle de comptabilisation des prêts douteux, selon lequel la Banque établit deux types de provisions : des provisions spécifiques et une provision générale. Une provision spécifique est constituée à l'égard des pertes qui sont identifiables au niveau des titres de créance pris individuellement lorsqu'il y a une indication objective de détérioration de la qualité du crédit, auquel moment la valeur comptable du prêt est ramenée à sa valeur de réalisation estimative. Une provision générale est constituée pour constater les pertes qui, selon la direction, s'étaient déjà produites dans le portefeuille à la date du bilan pour des prêts qui n'étaient pas encore désignés comme douteux. Par suite du reclassement des titres de créance dans les prêts en 2009, la provision générale constatée au 31 janvier 2010 était de 252 millions de dollars (256 millions de dollars US au 31 octobre 2009).

Au cours du deuxième trimestre de 2009, la Banque a retitrisé une partie du portefeuille d'obligations garanties par une hypothèque non liées à des organismes. Dans le cadre de la retitrisation reflétée au bilan, de nouvelles notes de crédit ont été obtenues pour les valeurs mobilières retitrisées qui reflètent mieux l'escompte à l'acquisition et les risques inhérents à la totalité du portefeuille de la Banque. Par conséquent, 55 % du portefeuille d'obligations garanties par une hypothèque non liées à des organismes est maintenant noté AAA aux fins de présentation des fonds propres réglementaires. L'avantage net sur le capital de l'opération de retitrisation est reflété dans les variations des actifs pondérés en fonction des risques et dans les déductions des titrisations sur les fonds propres de première et de deuxième catégories. Aux fins comptables, la Banque a conservé une majorité des droits bénéficiaires dans ces valeurs mobilières retitrisées, ce qui n'a eu aucune incidence sur les états financiers. L'appréciation par la Banque de la possibilité d'une baisse de valeur de ces valeurs mobilières reclassées n'a pas été touchée par la modification des notes de crédit.

Le tableau ci-dessous donne la juste valeur des titres par année de génération.

(en millions de dollars américains)	Alt-A		Prime jumbo		Total	
	Coût après amortissement	Juste valeur	Coût après amortissement	Juste valeur	Coût après amortissement	Juste valeur
Au 31 janvier 2010						
2003	335 \$	332 \$	541 \$	527 \$	876 \$	859 \$
2004	599	598	565	562	1 164	1 160
2005	855	824	1 502	1 431	2 357	2 255
2006	473	410	544	509	1 017	919
2007	713	632	451	413	1 164	1 045
Total du portefeuille, déduction faite des provisions spécifiques	2 975 \$	2 796 \$	3 603 \$	3 442 \$	6 578 \$	6 238 \$
Moins : provision générale					252	
Total					6 326 \$	6 238 \$
Au 31 octobre 2009						
2003	359 \$	365 \$	598 \$	597 \$	957 \$	962 \$
2004	624	621	636	645	1 260	1 266
2005	873	817	1 602	1 513	2 475	2 330
2006	492	438	584	543	1 076	981
2007	739	703	471	444	1 210	1 147
Total du portefeuille, déduction faite des provisions spécifiques	3 087 \$	2 944 \$	3 891 \$	3 742 \$	6 978 \$	6 686 \$
Moins : provision générale					256	
Total					6 722 \$	6 686 \$

SITUATION DU CAPITAL

La Banque se conforme à la ligne directrice du BSIF pour calculer les actifs pondérés en fonction des risques et les fonds propres réglementaires. Cette ligne directrice repose sur le nouveau «Dispositif révisé de convergence internationale de la mesure et des normes de fonds propres» (Bâle II), émis par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Les cibles du BSIF pour les banques canadiennes à l'égard de leur ratio des fonds propres de première catégorie et de leur ratio du total des fonds propres sont respectivement de 7 % et 10 %. Aux fins des fonds propres réglementaires, le placement de la Banque dans TD Ameritrade est converti à l'aide du taux de change de fin de période de la Banque.

Situation des fonds propres réglementaires

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	31 janvier 2010	31 octobre 2009	<i>Aux</i> 31 janvier 2009 ⁵
Actifs pondérés en fonction des risques pour les composantes suivantes :			
Risque de crédit	159 947 \$	160 465 \$	176 300 \$
Risque de marché	4 061	3 735	10 176
Risque d'exploitation	26 636	25 385	24 622
Total des actifs pondérés en fonction des risques	190 644 \$	189 585 \$	211 098 \$
Fonds propres de première catégorie	21 963 \$	21 407 \$	21 220 \$
Ratio des fonds propres de première catégorie ¹	11,5 %	11,3 %	10,1 %
Total des fonds propres ²	28 177 \$	28 338 \$	28 948 \$
Ratio du total des fonds propres ³	14,8 %	14,9 %	13,7 %
Ratio de l'actif par rapport aux fonds propres ⁴	17,6	17,1	16,9

¹ Le ratio des fonds propres de première catégorie est calculé comme le total des fonds propres de première catégorie divisé par les actifs pondérés en fonction des risques.

² Le total des fonds propres comprend les fonds propres de première et de deuxième catégories.

³ Le ratio du total des fonds propres est calculé comme le total des fonds propres divisé par les actifs pondérés en fonction des risques.

⁴ Le ratio de l'actif par rapport aux fonds propres est calculé comme le total de l'actif plus les instruments de crédit hors bilan, tels que certaines lettres de crédit et garanties, moins les placements dans des sociétés liées, les écarts d'acquisition et les actifs nets incorporels, divisé par le total des fonds propres rajusté.

⁵ Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de 2009 relatives aux instruments financiers, comme décrit à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

Au 31 janvier 2010, le ratio des fonds propres de première catégorie de la Banque était de 11,5 % par rapport à 11,3 % au 31 octobre 2009. L'augmentation résulte principalement des solides bénéfices du trimestre. Le ratio du total des fonds propres s'établissait à 14,8 % au 31 janvier 2010, par rapport à 14,9 % au 31 octobre 2009. La baisse tient surtout du rachat de 900 millions de dollars de titres de Fiducie de capital TD en décembre 2009.

La Banque continue à détenir des capitaux suffisants, qui lui procurent la souplesse nécessaire pour prendre de l'expansion, tant par la croissance interne que par des acquisitions stratégiques. Les ratios des fonds propres élevés de la Banque sont attribuables à la génération interne de capitaux, à la gestion du bilan ainsi qu'à l'émission périodique de valeurs mobilières.

Pour de plus amples renseignements au sujet des fonds propres, se reporter aux notes 8 et 9 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires. Pour en savoir plus sur les fonds propres réglementaires, se reporter à la note 10 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

GESTION DES RISQUES

SOMMAIRE

La prestation de services financiers comporte des risques qu'il faut prendre de façon prudente en vue d'assurer une croissance rentable. L'objectif de la Banque est d'obtenir un rendement stable et durable pour chaque dollar de risque que nous prenons, tout en accordant une grande importance à l'investissement dans nos entreprises afin de nous assurer d'atteindre nos objectifs de croissance future. Nos entreprises examinent avec soin les divers risques auxquels elles sont exposées et évaluent l'incidence de ces risques et la probabilité qu'une perte en découle. Nous parons à ces risques en mettant en place des stratégies d'affaires et de gestion des risques pour nos diverses unités d'exploitation, compte tenu des risques et du milieu d'affaires. Du fait de nos entreprises et de nos activités, nous sommes exposés à un grand nombre de risques, recensés et définis dans notre cadre de gestion des risques. Ce cadre donne un aperçu des processus appropriés de surveillance des risques et de la filière de communication et de présentation des principaux risques pouvant nuire à la réalisation de nos objectifs et de nos stratégies d'affaires. Notre structure de gouvernance et notre approche pour la gestion des risques sont demeurées en grande partie identiques à celles décrites dans notre rapport annuel 2009. Certains risques sont présentés ci-après. Pour des renseignements complets sur notre structure de gouvernance quant aux risques, se reporter à la section «Gestion des risques» du rapport annuel 2009.

Les sections ombragées du présent rapport de gestion présentent une analyse portant sur le risque de marché et le risque d'illiquidité, et font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires pour la période terminée le 31 janvier 2010.

RISQUE DE CRÉDIT

Le tableau suivant présente les expositions brutes au risque de crédit, compte non tenu des éléments atténuant le risque de crédit.

Expositions au risque de crédit¹ – Approches standard et NI avancée

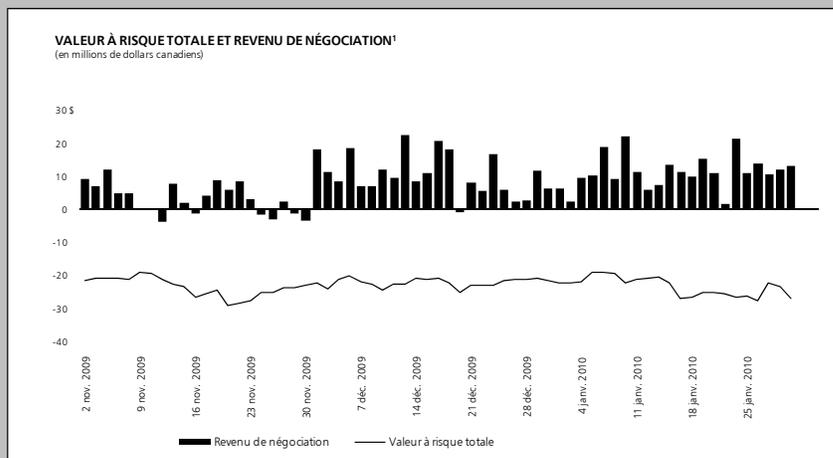
(en millions de dollars canadiens)

	31 janvier 2010			31 octobre 2009		
	Standard	NI avancée	Total	Standard	NI avancée	Total
Risque de crédit de détail						
Exposition garanties par l'immobilier résidentiel	11 311 \$	139 192 \$	150 503 \$	10 606 \$	137 448 \$	148 054 \$
Expositions aux produits de détail renouvelables admissibles	–	41 384	41 384	–	40 894	40 894
Autres expositions aux produits de détail	17 863	24 022	41 885	17 252	23 636	40 888
Total du risque de crédit de détail	29 174	204 598	233 772	27 858	201 978	229 836
Risque de crédit autre que de détail						
Entreprises	43 206	97 090	140 296	45 277	99 856	145 133
Emprunteurs souverains	5 122	60 945	66 067	2 144	57 958	60 102
Banques	18 586	99 491	118 077	18 144	91 089	109 233
Total du risque de crédit autre que de détail	66 914	257 526	324 440	65 565	248 903	314 468
Expositions brutes au risque de crédit	96 088 \$	462 124 \$	558 212 \$	93 423 \$	450 881 \$	544 304 \$

¹ Les expositions brutes au risque de crédit représentent l'ECD et ne tiennent pas compte des incidences des mesures d'atténuation du risque de crédit. Ce tableau exclut les expositions sur titrisations et les expositions sur titres de participation.

RISQUE DE MARCHÉ

Le graphique ci-dessous présente l'utilisation quotidienne de la valeur à risque totale et le revenu lié aux activités de négociation¹ dans le secteur Services bancaires de gros. Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010, le revenu de négociation a été positif pour 89 % des jours de négociation. Les pertes au cours du trimestre n'ont, à aucun jour de négociation, dépassé la valeur à risque.



¹ Le revenu lié aux activités de négociation est le total du revenu d'intérêts net sur les positions de négociation, du revenu de négociation, qui comprend le revenu provenant des prêts de négociation, et du revenu provenant des prêts désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur qui sont gérés dans un portefeuille de négociation. Le revenu lié aux activités de négociation figurant dans le graphique ci-dessus ne tient pas compte du revenu lié aux variations de la juste valeur des engagements de prêt. De la même manière, les engagements ne sont pas inclus dans la mesure de la valeur à risque car ils ne sont pas gérés comme des positions de négociation.

Le tableau qui suit présente la moyenne, à la fin du trimestre, de l'utilisation (haut et bas) de la valeur à risque totale.

Utilisation de la valeur à risque

(en millions de dollars canadiens)

	Clôture	Moyenne	Haut	Bas	Trois mois terminés les	
					31 janvier 2010	31 octobre 2009
Risque de taux d'intérêt et d'écart de taux de crédit	12,3 \$	13,1 \$	20,0 \$	8,1 \$	15,5 \$	31,4 \$
Risque sur titres de participation	9,0	8,5	11,3	7,0	7,1	13,1
Risque de change	2,5	2,5	5,0	1,1	4,7	4,2
Risque de marchandises	1,3	1,6	3,4	0,5	1,0	1,0
Risque propre aux titres de créance	20,9	18,5	24,9	13,2	16,9	49,2
Effet de diversification ¹	(19,1)	(20,6)	nég. ²	nég. ²	(23,2)	(38,9)
Total de la valeur à risque	26,9 \$	23,6 \$	30,6 \$	18,9 \$	22,0 \$	60,0 \$

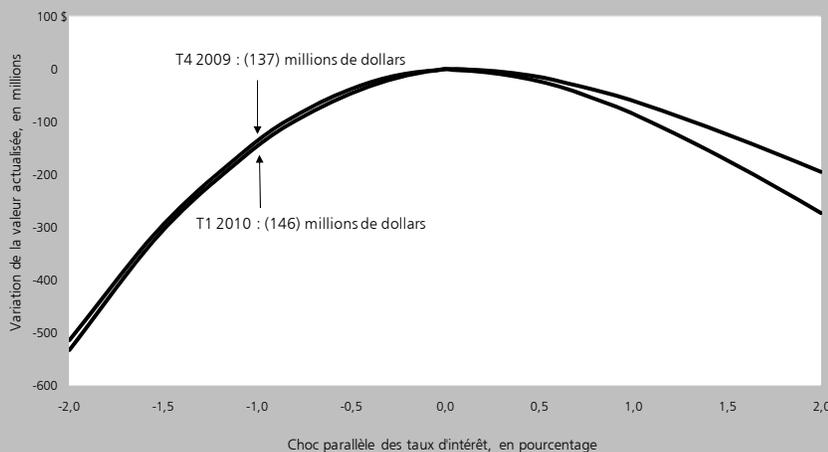
¹ La valeur à risque globale est moins élevée que la somme de la valeur à risque des différents types de risque, étant donné que certains risques sont atténués par la diversification des portefeuilles.

² Négligeable. Il n'est pas important de calculer un effet de diversification, du fait que le haut et le bas peuvent survenir à différents jours pour différents types de risque.

Risque de taux d'intérêt

Le graphique qui suit présente notre exposition au risque de taux d'intérêt (mesuré par la valeur économique à risque) à l'égard de tous les actifs, passifs et instruments dérivés autres que détenus à des fins de transaction, utilisés dans le but de gérer le risque de taux d'intérêt.

PORTEFEUILLE DE TOUS LES INSTRUMENTS
Valeur économique à risque après impôts – 31 janvier 2010 et 31 octobre 2009
 (en millions de dollars canadiens)



Pour gérer le risque de taux d'intérêt, la Banque utilise des instruments financiers dérivés, des instruments de gros et d'autres solutions du marché financier, ainsi que des stratégies de fixation de prix, mais dans une moindre mesure. Au 31 janvier 2010, une hausse immédiate et soutenue de 100 pdb des taux d'intérêt aurait fait baisser de 60,0 millions de dollars ((85,6) millions de dollars au 31 octobre 2009) après impôts la valeur économique de l'avoir des actionnaires. Une diminution immédiate et soutenue de 100 pdb des taux d'intérêt aurait fait baisser de 146,2 millions de dollars ((137,0) millions de dollars au 31 octobre 2009) après impôts la valeur économique de l'avoir des actionnaires.

Le tableau qui suit présente la sensibilité de la valeur économique de l'avoir des actionnaires (après impôts) par monnaie pour les monnaies étrangères qui exposent la Banque à un risque important.

Sensibilité de la valeur économique à risque après impôts par devise

(en millions de dollars canadiens)

	Au 31 janvier 2010		Au 31 octobre 2009		Au 31 janvier 2009	
	Augmentation de 100 pdb	Diminution de 100 pdb	Augmentation de 100 pdb	Diminution de 100 pdb	Augmentation de 100 pdb	Diminution de 100 pdb
Dollar canadien	(18,4) \$	(42,4) \$	(0,5) \$	(67,6) \$	(6,2) \$	(79,3) \$
Dollar américain	(41,6)	(103,8)	(85,1)	(69,4)	(80,9)	(199,7)
Total	(60,0) \$	(146,2) \$	(85,6) \$	(137,0) \$	(87,1) \$	(279,0) \$

RISQUE D'ILLIQUIDITÉ

En tant qu'organisation financière, nous devons nous assurer d'avoir un accès continu à un financement suffisant et approprié pour faire face à nos obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance et soutenir et faire croître nos actifs et nos activités, tant dans des conditions normales qu'en situation de stress. Dans le cas où nous manquerions de financement, nous devons pouvoir poursuivre nos activités sans être forcés de liquider une trop grande partie de nos actifs. La gestion du risque d'illiquidité est le processus qui nous assure l'accès à des fonds adéquats.

Nos exigences globales en matière de liquidité sont définies comme la somme dont nous avons besoin pour financer les sorties de fonds prévues, plus une réserve de liquidités prudente visant à financer d'éventuelles sorties de fonds en cas de dérèglement des marchés financiers ou d'un autre événement qui pourrait influencer sur notre accès au financement. Nous ne recourons au financement de gros à court terme que pour le financement de titres négociables ou d'actifs à court terme.

Pour définir la somme de liquidités que nous devons détenir en tout temps pendant une période minimale de 90 jours, nous nous servons d'une évaluation des facteurs de stress fondée sur un scénario de base prudent, qui modélise les besoins de liquidités potentiels et la négociabilité des actifs durant une crise de confiance qui a été déclenchée dans les marchés, particulièrement en ce qui a trait à notre capacité de nous acquitter de nos obligations au fur et à mesure qu'elles viennent à échéance. Outre cet événement propre à la Banque, le scénario de base intègre également l'incidence d'un événement d'illiquidité à l'échelle du marché comportant des contraintes donnant lieu à une importante réduction de l'accès à du financement à court terme et à long terme pour toutes les institutions, à une augmentation importante de notre coût de financement et à une baisse considérable de la négociabilité des actifs. Ce scénario nous assure de disposer de suffisamment de liquidités pour couvrir les besoins globaux équivalant à la totalité de nos titres de créance de gros non garantis venant à échéance et des retraits possibles de dépôts de détail et commerciaux, et combler les besoins opérationnels prévus. De plus, nous incluons la couverture de programmes de financement soutenus par la Banque, tels que les acceptations bancaires que nous émettons pour le compte de clients et le papier commercial adossé à des actifs (PCAA).

Pour combler les besoins globaux de liquidités qui en résultent, nous détenons des actifs facilement convertibles en espèces. Les actifs doivent être négociables à court terme, être assortis d'une notation de crédit suffisante et être disponibles à la vente pour être considérés comme facilement convertibles en espèces. Les actifs liquides sont représentés selon l'écart cumulatif des liquidités d'après le moment du règlement et la capacité d'absorption du marché. Les actifs qui ne sont pas disponibles sans délai parce qu'ils servent de sûretés ou à d'autres fins semblables ne sont pas considérés comme étant facilement convertibles en espèces.

Notre position d'actifs liquides excédentaires correspond à notre total d'actifs liquides, moins nos besoins de financement de gros non garanti, les retraits possibles de dépôts autres que de gros et les retraits éventuels venant à échéance dans une tranche de temps donnée. Le 31 janvier 2010, notre position globale d'actifs liquides excédentaires jusqu'à 90 jours, mesurée selon le scénario de base applicable aux secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada (y compris les activités canadiennes de Gestion de patrimoine) et Services bancaires de gros, s'établissait à 11,3 milliards de dollars (6,8 milliards de dollars au 31 octobre 2009). Au 31 janvier 2010, la position d'actifs liquides excédentaires cumulatifs pour les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis s'établissait à 13,9 milliards de dollars (10,0 milliards au 31 octobre 2009).

Nous procédons également à un test de couverture supplémentaire des liquidités afin de mesurer notre capacité à financer nos activités de façon entièrement garantie pendant une période maximale de un an. À des fins de calcul des résultats de ce test, nous estimons la qualité marchande et le potentiel de nantissement des actifs disponibles non considérés comme liquides dans les 90 jours selon le scénario de base, puis nous déduisons une estimation pour les passifs de gros et les retraits possibles de dépôts, et pour l'utilisation additionnelle de lignes de crédit avec engagement sur une période de 91 à 364 jours. Le 31 janvier 2010, notre estimation des actifs liquides, déduction faite de nos besoins, mesurée par le test de couverture supplémentaire des liquidités pour les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et les Services bancaires de gros, s'établissait à 14,9 milliards de dollars (14,9 milliards de dollars au 31 octobre 2009), tandis que pour les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, elle s'établissait à 13,3 milliards de dollars (16,8 milliards de dollars au 31 octobre 2009).

Bien que chacune de nos grandes unités d'exploitation ait la responsabilité d'évaluer et de gérer ses propres risques d'illiquidité, nous gérons aussi des liquidités à l'échelle de l'entreprise afin de maintenir une gestion uniforme et efficace du risque d'illiquidité dans toutes nos activités.

Nous avons mis en place des plans d'urgence afin de donner des directives en cas de crise de liquidités sur un marché local précis.

Nous révisons aussi régulièrement le niveau de sûretés accrues dont nos contreparties auraient besoin dans le cas d'un abaissement de la notation de crédit de la Banque. L'incidence d'un abaissement d'un cran serait minime et pourrait être rapidement gérée dans le cours normal des affaires.

Notations de crédit

Agence de notation	Au 31 janvier 2010 ¹		
	Notation de la dette à court terme	Notation de la dette à long terme de premier rang et perspective	
Moody's	P-1	Aaa	négative
S&P	A-1+	AA-	stable
Fitch	F1+	AA-	stable
DBRS	R-1 (élevé)	AA	stable

¹ Les notations ci-dessus s'appliquent à l'entité juridique La Banque Toronto-Dominion. Une liste plus exhaustive, incluant les notations des filiales, est disponible sur le site Web de la Banque à l'adresse www.td.com/investor/credit.jsp. Les notations de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations de crédit peuvent en tout temps faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

La Banque mène certaines activités en vertu d'arrangements avec des structures d'accueil (SA). Nous utilisons des SA pour obtenir des liquidités par la titrisation de certains actifs financiers de la Banque, afin d'aider nos clients à titriser leurs actifs financiers et de créer pour eux des produits de placement. Les SA peuvent être structurées en fiducies, en sociétés de personnes ou en sociétés commerciales, et elles peuvent être établies comme des structures d'accueil admissibles (SAA) ou comme des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Lorsqu'une entité est considérée comme une EDDV, l'entité doit être consolidée par le principal bénéficiaire. Les SA consolidées sont présentées dans le bilan consolidé intermédiaire de la Banque.

Titrisation d'actifs de la Banque

La Banque titrise des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts aux particuliers et des prêts hypothécaires commerciaux pour rehausser sa situation de trésorerie, diversifier ses sources de financement et optimiser la gestion de sa situation financière. Tous les produits titrisés par la Banque provenaient du Canada et ont été vendus à des structures de titrisation canadiennes ou à des tiers autres que des SA canadiennes. Les expositions de titrisation au moyen de SA importantes non consolidées, de SAA importantes non consolidées et de tiers autres que des SA canadiennes sont comme suit :

Risques titrisés par la Banque en tant qu'initiateur¹

(en millions de dollars canadiens)

	31 janvier 2010						Aux 31 octobre 2009					
	SAA importantes non consolidées		SA importantes non consolidées		Tiers autres que des SA canadiennes		SAA importantes non consolidées		SA importantes non consolidées		Tiers autres que des SA canadiennes	
	Actifs titrisés	Valeur comptable des droits conservés	Actifs titrisés	Valeur comptable des droits conservés	Actifs titrisés	Valeur comptable des droits conservés	Actifs titrisés	Valeur comptable des droits conservés	Actifs titrisés	Valeur comptable des droits conservés	Actifs titrisés	Valeur comptable des droits conservés
Prêts hypothécaires résidentiels ²	– \$	– \$	20 668 \$	556 \$	19 216 \$	675 \$	– \$	– \$	21 939 \$	558 \$	18 449 \$	658 \$
Prêts aux particuliers	6 698	144	–	–	–	–	6 962	121	–	–	–	–
Prêts hypothécaires commerciaux ²	97	2	–	–	514	–	113	2	–	–	513	–
Total des expositions	6 795 \$	146 \$	20 668 \$	556 \$	19 730 \$	675 \$	7 075 \$	123 \$	21 939 \$	558 \$	18 962 \$	658 \$

¹ Dans toutes les opérations de titrisation entreprises par la Banque relativement à ses propres actifs, la Banque a agi en tant que banque initiatrice et a conservé un risque de titrisation.

² Les prêts hypothécaires à l'égard d'immeubles d'habitations comptant cinq unités ou plus ont été défalqués des prêts hypothécaires résidentiels et reclassés dans les prêts hypothécaires commerciaux.

Prêts hypothécaires résidentiels

La Banque peut être exposée aux risques liés aux prêts transférés dans les structures de titrisation par l'intermédiaire des droits conservés. Aucune perte sur créances n'est prévue à l'égard des droits conservés dans les prêts hypothécaires résidentiels titrisés, ces prêts étant tous garantis par un gouvernement.

Prêts aux particuliers

La Banque titrise des prêts aux particuliers au moyen de SAA, ainsi qu'au moyen de conduits monocédants par l'entremise de SAA. Au 31 janvier 2010, l'encours du papier commercial émis par les conduits monocédants s'établissait à 5,1 milliards de dollars (5,1 milliards de dollars au 31 octobre 2009), alors que l'encours des billets à terme émis par une autre SAA soutenue par la Banque s'élevait à 2,5 milliards de dollars (2,9 milliards de dollars au 31 octobre 2009). Bien que la probabilité de perte soit négligeable, au 31 janvier 2010, le risque éventuel maximal de perte auquel la Banque est exposée pour ces conduits, du seul fait des facilités de liquidité fournies, était de 5,1 milliards de dollars (5,1 milliards de dollars au 31 octobre 2009), dont une tranche de 1,1 milliard de dollars (1,1 milliard de dollars au 31 octobre 2009) de prêts aux particuliers sous-jacents était assurée par un gouvernement. En outre, la Banque disposait de droits conservés de 144 millions de dollars (121 millions de dollars au 31 octobre 2009) liés à la marge excédentaire.

Prêts hypothécaires commerciaux

Au 31 janvier 2010, le risque éventuel maximal de perte de la Banque s'établissait à 2 millions de dollars (2 millions de dollars au 31 octobre 2009) en raison des droits conservés dans la marge excédentaire et le compte de sûreté en numéraire de la SAA.

Titrisation d'actifs initiés par un tiers

La Banque gère des conduits multicédants et fournit des facilités de liquidité ainsi que des services de distribution de valeurs mobilières; elle peut également fournir un rehaussement de crédit. Les actifs initiés par un tiers sont titrisés par l'entremise de SA soutenues par la Banque, qui ne sont pas consolidées par la Banque. Au 31 janvier 2010, le risque éventuel maximal de perte que courait la Banque étant donné les droits qu'elle détient dans le papier commercial et les facilités de liquidité qu'elle fournit à des conduits multicédants s'élevait à 7,0 milliards de dollars (7,5 milliards de dollars au 31 octobre 2009). En outre, la Banque s'est engagée à fournir des facilités de liquidité additionnelles de 1,1 milliard de dollars (1,0 milliard de dollars au 31 octobre 2009) à l'égard de PCAA qui pourrait éventuellement être émis par les conduits. Au 31 janvier 2010, la Banque fournissait également un rehaussement de crédit spécifique de 109 millions de dollars (134 millions de dollars au 31 octobre 2009).

Tous les actifs de tiers titrisés par la Banque provenaient du Canada et ont été vendus à des structures de titrisation canadiennes. Le tableau suivant présente des informations sur les conduits de PCAA multicédants qui sont gérés par la Banque.

Exposition aux actifs initiés par un tiers titrisés par des conduits soutenus par la Banque

(en millions de dollars canadiens)

	31 janvier 2010			31 octobre 2009		
	SA importantes non consolidées	Notation des actifs des SA AAA	Durée moyenne pondérée prévue (en années) ¹	SA importantes non consolidées	Notation des actifs des SA AAA	
Prêts hypothécaires résidentiels	2 158 \$	2 158 \$	2,6	2 311 \$	2 311 \$	
Prêts sur cartes de crédit	500	500	2,5	500	500	
Prêts et crédit-bail – automobiles	2 219	2 219	1,6	2 487	2 487	
Prêts et crédit-bail – matériel	357	357	1,1	428	428	
Comptes clients	1 785	1 785	2,2	1 753	1 753	
Total des expositions	7 019 \$	7 019 \$	2,1	7 479 \$	7 479 \$	

¹ La durée moyenne pondérée prévue pour chaque type d'actif est fonction de chacun des engagements d'acquisition restants du conduit pour les ensembles renouvelables et de la durée moyenne pondérée prévue pour les actifs des ensembles décroissants.

Au 31 janvier 2010, la Banque détenait 564 millions de dollars (848 millions de dollars au 31 octobre 2009) de PCAA émis par des conduits multicédants et des conduits monocédants soutenus par la Banque, sur son bilan consolidé intermédiaire.

Exposition à des conduits soutenus par des tiers

La Banque est exposée à des conduits soutenus par des tiers aux États-Unis en raison de facilités de liquidité de 102 millions de dollars (160 millions de dollars au 31 octobre 2009), sur lesquelles 102 millions de dollars (160 millions de dollars au 31 octobre 2008) ont été tirés. Les actifs dans ces conduits se composent principalement d'actifs financiers liés au secteur automobile, y compris des prêts et du crédit-bail. Au cours des trois mois terminés le 31 janvier 2010 et par la suite, diverses agences de notation de crédit ont attribué à ces actifs des notations divergentes, allant de AAA à BBB. La moyenne pondérée des notations divergentes les plus faibles, si des montants étaient tirés sur les facilités, correspondrait à une exposition au risque de crédit de la Banque notée A- (BBB+ au 31 octobre 2009).

L'exposition de la Banque à des conduits soutenus par des tiers canadiens sous forme de facilités de financement de marge au 31 janvier 2010 était négligeable.

Autres produits de placement et de financement

Autres opérations de financement

La Banque conclut des opérations avec d'importantes sociétés clientes américaines par l'entremise d'EDDV dans le but de leur offrir du financement à coût économique. Au 31 janvier 2010, la Banque fournissait environ 2,0 milliards de dollars (2,0 milliards de dollars au 31 octobre 2009) de financement dans le cadre de ces opérations à ces EDDV. La Banque a reçu des garanties de banques américaines importantes ayant des notations de crédit équivalentes à la notation A+ de S&P ou a des droits de recours contre elles pour couvrir entièrement ses placements dans ces EDDV (A+ au 31 octobre 2009). À la mise en place ou dans le cadre de la récente restructuration des opérations, les contreparties ont donné des sûretés ayant des notations équivalentes à la notation AAA de S&P en faveur de la Banque, et la Banque a acheté une protection de crédit visant à réduire davantage son exposition aux banques américaines (AAA au 31 octobre 2009). Au 31 janvier 2010, les actifs dans ces EDDV totalisaient environ 10,6 milliards de dollars (10,6 milliards de dollars au 31 octobre 2009). Au 31 janvier 2010, le risque éventuel maximal de perte auquel la Banque était exposée compte non tenu des garanties, recours, sûretés et swaps sur défaillance de crédit approchait 2,0 milliards de dollars (2,0 milliards de dollars au 31 octobre 2009). Au 31 janvier 2010, l'exposition nette de la Banque aux banques américaines, compte tenu des sûretés et des swaps sur défaillance de crédit, était d'environ 386 millions de dollars (384 millions de dollars au 31 octobre 2009). Les opérations confèrent à la Banque ou aux contreparties le pouvoir de choisir de cesser d'y prendre part dans un court délai.

Exposition aux titres adossés à des créances

Depuis la décision prise en 2005 de sortir des activités de produits structurés, la Banque ne crée plus de structures de titres adossés à des créances. Le total des titres adossés à des créances achetés et vendus dans le portefeuille de négociation au 31 janvier 2010 était comme suit :

Titres adossés à des créances¹

(en millions de dollars canadiens)

	31 janvier 2010		Aux 31 octobre 2009	
	Notionnel	Juste valeur positive (négative)	Notionnel	Juste valeur positive (négative)
Financé				
Protection achetée au moyen des billets liés à des effets de crédit émis par la Banque	33 \$	(9) \$	213 \$	(40) \$
Non financé				
Protection vendue				
Juste valeur positive	208	–	351	–
Juste valeur négative	–	(87)	–	(198)
Protection achetée				
Juste valeur positive	131	30	131	45
Juste valeur négative	–	(5)	–	(4)

¹ Ce tableau exclut la tranche de titres adossés à des créances de l'indice standard.

La Banque n'a pas d'exposition à des prêts hypothécaires à risque américains par l'entremise des structures de titres adossés à des créances présentées ci-dessus. Les structures de titres adossés à des créances sont composées de titres de créance de sociétés. Toutes les expositions sont gérées selon des limites de risque approuvées par le service Gestion des risques de la Banque et sont couvertes au moyen de divers instruments financiers, y compris des dérivés de crédit et des obligations au sein du portefeuille de négociation, qui ne sont pas inclus dans ce tableau. Le risque de contrepartie sur les couvertures est garanti par des ententes de soutien au crédit et des accords de compensation, comme d'autres contrats dérivés négociés hors Bourse. Les positions de la Banque dans des titres adossés à des créances sont évaluées à la juste valeur à l'aide de techniques d'évaluation intégrant des données importantes inobservables sur les marchés. L'effet que pourrait avoir l'utilisation d'autres hypothèses possibles et raisonnables aux fins de l'évaluation de ces positions dans des titres adossés à des créances varierait d'une réduction de 1,3 million de dollars (7,5 millions de dollars au 31 octobre 2009) de la juste valeur à une hausse de 1,6 million de dollars (7,7 millions de dollars au 31 octobre 2009) de la juste valeur.

Ententes de crédit de financement adossé

Les «engagements de crédit» qui sont présentés à la note 32 afférente aux états financiers consolidés de 2009 sont aussi des ententes de financement adossé. Les ententes de financement adossé sont des engagements à fournir un financement à un emprunteur de gros dont le degré d'endettement est plus élevé, selon son ratio d'endettement, par rapport à son secteur d'activité. L'exposition de la Banque à des engagements de financement adossé n'était pas importante au 31 janvier 2010 (ni au 31 octobre 2009).

RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau suivant présente un résumé des renseignements se rapportant aux résultats des huit derniers trimestres de la Banque.

Résultats trimestriels

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois terminés les</i>							
	2010				2009			
	31 janv.	31 oct.	31 juillet ¹	30 avril ¹	31 janv. ¹	31 oct.	31 juillet	30 avril
Revenu d'intérêts net	2 849 \$	2 825 \$	2 833 \$	2 940 \$	2 728 \$	2 449 \$	2 437 \$	1 858 \$
Revenus autres que d'intérêts	2 188	1 893	1 834	1 385	1 422	1 191	1 600	1 530
Total des revenus	5 037	4 718	4 667	4 325	4 150	3 640	4 037	3 388
Provision pour pertes sur créances	517	521	557	772	630	288	288	232
Frais autres que d'intérêts	2 981	3 095	3 045	3 051	3 020	2 367	2 701	2 206
Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices	270	132	209	(8)	(92)	20	122	160
Participations sans contrôle dans les filiales, déduction faite des impôts sur les bénéfices	27	27	28	28	28	18	8	9
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices	55	67	84	63	89	67	79	71
Bénéfice net – comme présenté	1 297	1 010	912	545	653	1 014	997	852
Rajustements pour les éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices								
Amortissement des actifs incorporels	112	116	122	127	127	126	111	92
Reprise de la provision pour litiges relative à Enron	–	–	–	–	–	(323)	–	–
Diminution (augmentation) de la juste valeur des dérivés couvrant le portefeuille de titres de créance reclassés comme disponibles à la vente	(4)	73	43	134	200	(118)	–	–
Frais de restructuration et d'intégration relatifs à l'acquisition de Commerce	46	89	70	50	67	25	15	30
Diminution (augmentation) de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	7	19	75	44	(12)	(59)	(22)	(1)
Charge (économie) d'impôt liée à la modification des taux d'impôt sur les bénéfices prévus par la loi	(11)	–	–	–	–	–	14	–
Provision (recouvrement de provision) pour réclamations d'assurance	(17)	–	–	–	–	–	–	–
Augmentation (reprise) de provisions générales dans les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et les Services bancaires de gros ²	–	–	46	77	55	–	–	–
Règlement d'un litige initié par des actionnaires de TD Banknorth	–	–	–	39	–	–	–	–
Cotisation spéciale imposée par la FDIC	–	–	35	–	–	–	–	–
Total des rajustements pour les éléments à noter	133	297	391	471	437	(349)	118	121
Bénéfice net – rajusté	1 430	1 307	1 303	1 016	1 090	665	1 115	973
Dividendes sur actions privilégiées	49	48	49	41	29	23	17	11
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté	1 381 \$	1 259 \$	1 254 \$	975 \$	1 061 \$	642 \$	1 098 \$	962 \$

(en dollars canadiens, sauf indication contraire)

Bénéfice de base par action									
Comme présenté	1,45 \$	1,12 \$	1,01 \$	0,59 \$	0,75 \$	1,23 \$	1,22 \$	1,12 \$	
Rajusté	1,61	1,47	1,47	1,15	1,28	0,79	1,37	1,33	
Bénéfice dilué par action									
Comme présenté	1,44	1,12	1,01	0,59	0,75	1,22	1,21	1,12	
Rajusté	1,60	1,46	1,47	1,14	1,27	0,79	1,35	1,32	
Rendement de l'avoire des actionnaires ordinaires									
	14,0 %	11,0 %	9,7 %	5,6 %	7,2 %	13,3 %	13,4 %	13,4 %	

¹ Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de 2009 relatives aux instruments financiers, comme décrit à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

² À compter du 1^{er} novembre 2009, les Services de financement TD (anciennement VFC Inc.) ont aligné leur méthode de constitution de provisions pour pertes sur prêts sur la méthode de constitution de provisions pour l'ensemble des autres prêts de détail des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada; toute provision générale résultant de ce changement de méthode est incluse dans le poste «Augmentation (reprise) de provisions générales dans les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et les Services bancaires de gros».

CONVENTIONS COMPTABLES ET ESTIMATIONS

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque, qui sont présentés aux pages 33 à 52 du présent rapport aux actionnaires, sont dressés selon les PCGR. Les états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus avec les états financiers consolidés de la Banque pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009. Les conventions comptables utilisées dans la préparation de ces états financiers consolidés sont conformes à celles utilisées dans les états financiers consolidés 2009 de la Banque.

Estimations comptables critiques

Les estimations comptables critiques restent inchangées par rapport à celles présentées dans le rapport annuel 2009 de la Banque.

Modifications de conventions comptables futures

Conversion aux Normes internationales d'information financière à l'exercice 2012

Le CNC a confirmé que les PCGR du Canada pour les entités canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes convergeront avec les Normes internationales d'information financière (IFRS). Pour la Banque, les IFRS entreront en vigueur pour les périodes intermédiaires et annuelles ouvertes à compter du premier trimestre de l'exercice 2012. Les états financiers consolidés de l'exercice 2012 comprendront les résultats financiers comparatifs de l'exercice 2011, selon les IFRS.

La progression du projet de conversion aux IFRS de la Banque respecte notre échéancier. La Banque continue d'affecter des ressources considérables à ce projet et est soutenue par une structure de gouvernance officielle. Nous faisons régulièrement rapport sur la progression du projet aux parties intéressées, y compris le comité de direction, le comité de vérification et les hauts dirigeants. Une formation est donnée aux employés clés, et l'incidence de la transition sur nos pratiques commerciales, la technologie de l'information et les contrôles internes à l'égard de l'information financière est surveillée de près.

Nous avons terminé notre première évaluation des principales différences entre les IFRS et les conventions comptables de la Banque. D'après les IFRS existantes, les secteurs qui, selon nous, auront le plus de répercussions sur les résultats financiers et les fonds propres pour la Banque comprennent la décomptabilisation des instruments financiers et la comptabilisation des avantages sociaux futurs. Les différences entre les critères à appliquer pour la décomptabilisation des instruments financiers selon les IFRS et ceux à appliquer selon les PCGR du Canada se traduiront par une augmentation du total des actifs comptabilisés dans le bilan consolidé de la Banque. Il sera possible de choisir d'inclure tous les gains et pertes actuariels non amortis liés au régime de retraite à prestations déterminées dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis. D'après la dernière évaluation actuarielle, cette inclusion entraînerait une diminution du solde d'ouverture des capitaux propres. La Banque continuera de surveiller l'incidence des IFRS sur les états financiers consolidés de la Banque étant donné que les normes et leurs interprétations sont en constante évolution.

MODIFICATIONS DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au cours de la plus récente période intermédiaire, il n'y a eu aucune modification aux politiques, procédures et autres processus sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non vérifié)

BILAN CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)

	31 janvier 2010	Aux 31 octobre 2009
ACTIF		
Encaisse et montants à recevoir de banques	2 481 \$	2 414 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	23 158	19 103
	25 639	21 517
Valeurs mobilières (Note 2)		
Détenues à des fins de transaction (Note 4)	53 379	54 320
Disponibles à la vente	89 173	84 841
Détenues jusqu'à leur échéance	9 380	9 662
	151 932	148 823
Valeurs mobilières prises en pension	37 686	32 948
Prêts		
Prêts hypothécaires résidentiels	66 420	65 665
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	95 510	94 357
Cartes de crédit	8 429	8 152
Prêts aux entreprises et aux gouvernements (Note 4)	75 751	76 176
Titres de créance classés comme prêts	10 447	11 146
	256 557	255 496
Provision pour pertes sur prêts (Note 3)	(2 460)	(2 368)
Prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	254 097	253 128
Divers		
Engagements de clients au titre d'acceptations	8 483	9 946
Investissement dans TD Ameritrade	5 419	5 465
Instruments financiers dérivés (Note 6)	46 427	49 445
Écarts d'acquisition	14 855	15 015
Autres actifs incorporels	2 457	2 546
Terrains, constructions, matériel et mobilier	3 961	4 078
Autres actifs	16 498	14 308
	98 100	100 803
Total de l'actif	567 454 \$	557 219 \$
PASSIF		
Dépôts		
Particuliers	231 338 \$	223 228 \$
Banques	10 373	5 480
Entreprises et gouvernements	127 374	126 907
Détenus à des fins de transaction	32 605	35 419
	401 690	391 034
Divers		
Acceptations	8 483	9 946
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	19 202	17 641
Obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension	17 932	16 472
Instruments financiers dérivés (Note 6)	45 603	48 152
Autres passifs	20 604	19 867
	111 824	112 078
Billets et débiteures subordonnés	12 382	12 383
Passif au titre des actions privilégiées	550	550
Passif au titre des titres de fiducie de capital (Note 8)	–	895
Participations sans contrôle dans les filiales	1 534	1 559
AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Actions ordinaires (en millions d'actions émises et en circulation : 31 janvier 2010 – 862,0 et 31 octobre 2009 – 858,8) (Note 9)	15 548	15 357
Actions privilégiées (en millions d'actions émises et en circulation : 31 janvier 2010 – 135,7 et 31 octobre 2009 – 135,8) (Note 9)	3 393	3 395
Surplus d'apport	310	321
Bénéfices non répartis	19 356	18 632
Cumul des autres éléments du résultat étendu (Note 11)	867	1 015
	39 474	38 720
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	567 454 \$	557 219 \$

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée. Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DES RÉSULTATS CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Trois mois terminés les

	31 janvier 2010	31 janvier 2009 ¹
Revenus d'intérêts		
Prêts	3 257 \$	3 656 \$
Valeurs mobilières		
Dividendes	206	262
Intérêts	710	1 197
Dépôts auprès de banques	154	88
	4 327	5 203
Frais d'intérêts		
Dépôts	1 169	1 968
Billets et débetures subordonnés	167	166
Actions privilégiées et titres de fiducie de capital	17	24
Divers	125	317
	1 478	2 475
Revenu d'intérêts net	2 849	2 728
Revenus autres que d'intérêts		
Services de placement et de valeurs mobilières	600	511
Commissions sur crédit	172	166
Gains nets (pertes nettes) sur valeurs mobilières	17	(205)
Revenu de négociation	286	104
Frais de service	424	381
Titrisations de prêts (Note 5)	132	57
Services de cartes	197	192
Assurances, déduction faite des règlements	264	230
Honoraires de fiducie	34	34
Autres revenus (pertes)	62	(48)
	2 188	1 422
Total des revenus	5 037	4 150
Provision pour pertes sur créances (Note 3)	517	630
Frais autres que d'intérêts		
Salaires et avantages sociaux	1 528	1 477
Frais d'occupation des locaux, amortissement compris	299	308
Frais de matériel et de mobilier, amortissement compris	195	205
Amortissement des autres actifs incorporels	149	173
Frais de restructuration (Note 14)	17	27
Marketing et développement des affaires	125	138
Frais liés aux activités de courtage	71	63
Services professionnels et de conseil	149	165
Communications	61	59
Divers	387	405
	2 981	3 020
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices, participations sans contrôle dans les filiales et quote-part du bénéfice net d'une société liée	1 539	500
Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices	270	(92)
Participations sans contrôle dans les filiales, déduction faite des impôts sur les bénéfices	27	28
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices	55	89
Bénéfice net	1 297	653
Dividendes sur actions privilégiées	49	29
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 248 \$	624 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en millions) (Note 15)		
De base	859,3	832,6
Dilué	864,2	834,2
Bénéfice par action (en dollars canadiens) (Note 15)		
De base	1,45 \$	0,75 \$
Dilué	1,44	0,75
Dividendes par action (en dollars canadiens)	0,61	0,61

¹ Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de la comptabilisation des instruments financiers apportées en 2009, comme décrit à la note 1.

Certains chiffres correspondants ont aussi été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée. Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DES MODIFICATIONS SURVENUES DANS L'AVOIR DES ACTIONNAIRES CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois terminés les</i>	
	31 janvier	31 janvier
	2010	2009 ¹
Actions ordinaires (Note 9)		
Solde au début de la période	15 357 \$	13 241 \$
Produit des actions émises à l'exercice d'options sur actions	74	39
Actions émises dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes	126	128
Produit tiré de l'émission de nouvelles actions	–	1 381
Incidence des actions acquises à des fins de transaction ²	(9)	(8)
Solde à la fin de la période	15 548	14 781
Actions privilégiées (Note 9)		
Solde au début de la période	3 395	1 875
Actions émises	–	895
Incidence des actions acquises à des fins de transaction ²	(2)	–
Solde à la fin de la période	3 393	2 770
Surplus d'apport		
Solde au début de la période	321	350
Options sur actions (Note 12)	(11)	(10)
Solde à la fin de la période	310	340
Bénéfices non répartis		
Solde au début de la période	18 632	17 857
Rajustement transitoire à l'adoption des modifications de la comptabilisation des instruments financiers (Note 1)	–	(59)
Bénéfice net	1 297	653
Dividendes sur actions ordinaires	(524)	(516)
Dividendes sur actions privilégiées	(49)	(29)
Frais d'émission d'actions	–	(38)
Solde à la fin de la période	19 356	17 868
Cumul des autres éléments du résultat étendu (Note 11)		
Solde au début de la période	1 015	(1 649)
Rajustement transitoire à l'adoption des modifications de la comptabilisation des instruments financiers (Note 1)	–	563
Autres éléments du résultat étendu pour la période	(148)	4 414
Solde à la fin de la période	867	3 328
Bénéfices non répartis et cumul des autres éléments du résultat étendu	20 223	21 196
Total de l'avoir des actionnaires	39 474 \$	39 087 \$

¹ Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de la comptabilisation des instruments financiers apportées en 2009, comme décrit à la note 1.

² Acquises par des filiales de la Banque, qui sont des entités de valeurs mobilières réglementées selon le Règlement 92-313 de la *Loi sur les banques*.

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois terminés les</i>	
	31 janvier	31 janvier
	2010	2009 ¹
Bénéfice net	1 297 \$	653 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices		
Variation des gains (pertes) latent(e)s sur les valeurs mobilières disponibles à la vente, déduction faite des activités de couverture ²	107	(623)
Reclassement en résultat de pertes nettes liées aux valeurs mobilières disponibles à la vente ³	6	31
Variation nette des gains (pertes) de change latent(e)s sur écarts de conversion sur les investissements dans les filiales, déduction faite des activités de couverture ^{4,5}	(322)	3 553
Variation des gains nets sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie ⁶	373	1 603
Reclassement en résultat de gains nets sur les couvertures de flux de trésorerie ⁷	(312)	(150)
Autres éléments du résultat étendu pour l'exercice	(148)	4 414
Résultat étendu pour la période	1 149 \$	5 067 \$

¹ Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de la comptabilisation des instruments financiers apportées en 2009, comme décrit à la note 1.

² Déduction faite d'une charge d'impôts sur les bénéfices de 57 millions de dollars (économie d'impôts sur les bénéfices de 336 millions de dollars en 2009).

³ Déduction faite d'une économie d'impôts sur les bénéfices de 2 millions de dollars (économie d'impôts sur les bénéfices de 16 millions de dollars en 2009).

⁴ Déduction faite d'une charge d'impôts sur les bénéfices de 50 millions de dollars (économie d'impôts sur les bénéfices de 80 millions de dollars en 2009).

⁵ Comprend un montant de 210 millions de dollars au titre des gains après impôts (193 millions de dollars au titre des pertes après impôts en 2009) provenant des couvertures des investissements de la Banque dans des établissements étrangers.

⁶ Déduction faite d'une charge d'impôts sur les bénéfices de 163 millions de dollars (charge d'impôts sur les bénéfices de 741 millions de dollars en 2009).

⁷ Déduction faite d'une charge d'impôts sur les bénéfices de 136 millions de dollars (charge d'impôts sur les bénéfices de 64 millions de dollars en 2009).

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée. Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois terminés les</i>	
	31 janvier 2010	31 janvier 2009 ¹
Flux de trésorerie d'exploitation		
Bénéfice net	1 297 \$	653 \$
Rajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets d'exploitation		
Provision pour pertes sur créances	517	630
Frais de restructuration (Note 14)	17	27
Amortissement	143	139
Amortissement d'autres actifs incorporels	149	173
Pertes nettes (gains nets) sur valeurs mobilières	(17)	205
Gain net sur titrisations (Note 5)	(82)	(24)
Quote-part du bénéfice net d'une société liée	(55)	(89)
Participations sans contrôle	27	28
Impôts sur les bénéfices futurs	138	(42)
Variations des actifs et passifs d'exploitation		
Impôts sur les bénéfices exigibles	(339)	(309)
Intérêts à recevoir et à payer	(204)	227
Valeurs mobilières détenues à des fins de transaction	941	(2 241)
Actifs dérivés	3 018	(3 884)
Passifs dérivés	(2 549)	4 871
Divers	(1 196)	2 238
Flux de trésorerie nets d'exploitation	1 805	2 602
Flux de trésorerie de financement		
Variation des dépôts	10 656	26 536
Variation des valeurs mobilières vendues à découvert	1 561	(3 958)
Variation des valeurs mobilières mises en pension	1 460	(12 532)
Remboursement de billets et de débentures subordonnés	-	(18)
Passif au titre des actions privilégiées et des titres de fiducie de capital	(895)	1
Écart de conversion sur les billets et les débentures subordonnés émis en monnaie étrangère et autres	(1)	77
Actions ordinaires émises	56	1 379
Actions propres acquises à des fins de transaction	(11)	(8)
Dividendes versés	(447)	(417)
Produit net tiré de l'émission d'actions privilégiées	-	882
Flux de trésorerie nets de financement	12 379	11 942
Flux de trésorerie d'investissement		
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	(4 055)	(1 405)
Variation des valeurs mobilières disponibles à la vente et détenues jusqu'à leur échéance		
Achats	(17 417)	(26 906)
Produit tiré des échéances	7 587	9 541
Produit tiré des ventes	5 993	7 816
Variation nette des prêts, déduction faite des titrisations	(3 762)	(16 771)
Produit tiré des titrisations de prêts (Note 5)	2 319	8 273
Achats nets de locaux, matériel et mobilier	(26)	(508)
Valeurs mobilières prises en pension	(4 738)	5 718
Flux de trésorerie nets d'investissement	(14 099)	(14 242)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(18)	31
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	67	333
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	2 414	2 517
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période, représentés par l'encaisse et les montants à recevoir de banques	2 481 \$	2 850 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie		
Montant des intérêts payés au cours de la période	1 710 \$	3 200 \$
Montant des impôts sur les bénéfices payés au cours de la période	479	2

¹ Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de la comptabilisation des instruments financiers apportées en 2009, comme décrit à la note 1.

Certains chiffres correspondants ont aussi été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée. Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non vérifié)

Note 1 : SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

MODE DE PRÉSENTATION

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et sont présentés selon les mêmes conventions comptables et méthodes d'application que les états financiers consolidés vérifiés de la Banque pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009 (les états financiers consolidés de 2009). Selon les PCGR, des informations additionnelles sont requises pour les états financiers annuels et, par conséquent, les présents états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus avec les états financiers consolidés de 2009 et les notes y afférentes figurant aux pages 93 à 143 du rapport annuel 2009 de la Banque et les passages ombragés du rapport de gestion annuel inclus aux pages 69 à 77 du rapport annuel 2009 de la Banque. Certaines informations sont présentées dans le rapport de gestion annuel selon les PCGR et tel qu'il est mentionné à la rubrique «Gestion des risques» du rapport de gestion figurant dans le présent rapport. Ces informations sont ombragées dans le rapport de gestion et font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires. Les états financiers consolidés intermédiaires contiennent tous les rajustements qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une présentation fidèle des résultats pour les périodes présentées. Veuillez noter que certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Modification de la comptabilisation des instruments financiers – Titres de créance classés comme prêts et prêts classés comme détenus à des fins de transaction

En août 2009, le Conseil des normes comptables (CNC) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a modifié le chapitre 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», et le chapitre 3025, «Prêts douteux», du *Manuel de l'ICCA* (les modifications de 2009). Par suite des modifications, la Banque a reclassé certains titres de créance disponibles à la vente dans la catégorie des prêts avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2008 d'après leur coût après amortissement à cette date. De plus, la Banque a reclassé dans les prêts des titres classés détenus jusqu'à leur échéance qui n'avaient pas de prix coté sur un marché actif, et a reclassé détenus à des fins de transaction des prêts qu'elle avait l'intention de vendre immédiatement ou dans un avenir proche.

Se reporter à la note 1a) du rapport annuel 2009 de la Banque qui contient une description des modifications de 2009 et de leur incidence sur les états financiers intermédiaires déjà publiés.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES FUTURES

Conversion aux Normes internationales d'information financière

Le CNC a confirmé que les PCGR du Canada pour les entités canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes convergeront avec les Normes internationales d'information financière (IFRS). Pour la Banque, les IFRS entreront en vigueur pour les périodes intermédiaires et annuelles ouvertes à compter du premier trimestre de l'exercice 2012. Les états financiers consolidés de l'exercice 2012 comprendront les résultats financiers comparatifs de l'exercice 2011, selon les IFRS. La Banque évalue l'incidence sur ses états financiers consolidés de l'adoption des IFRS au premier trimestre de 2012.

Note 2 : VALEURS MOBILIÈRES

Baisse de valeur des valeurs mobilières disponibles à la vente

La valeur comptable des valeurs mobilières disponibles à la vente est ramenée à leur juste valeur au besoin pour refléter une baisse de valeur durable. Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2010, la Banque a constaté des pertes de valeur considérées comme durables de 2 millions de dollars (212 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 janvier 2009) sur des valeurs mobilières disponibles à la vente. Aucune de ces pertes de valeur n'est liée aux titres de créance du portefeuille reclassé décrit ci-après pour les trois mois terminés le 31 janvier 2010 (pertes de valeur de 51 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 janvier 2009, principalement compensées par des gains sur la protection de crédit détenue, lesquels ont été comptabilisés dans les autres revenus).

Reclassement de certains titres de créance

Comme il est décrit plus explicitement à la note 1 des rapports annuels 2009 et 2008, par suite de la détérioration des marchés et des bouleversements profonds du marché du crédit, la Banque a modifié sa stratégie de négociation en ce qui concerne certains titres de créance détenus à des fins de transaction et a reclassé ces titres dans la catégorie disponibles à la vente en date du 1^{er} août 2008, conformément aux modifications du chapitre 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», et du chapitre 3862, «Instruments financiers – informations à fournir», du *Manuel de l'ICCA*.

Le 1^{er} août 2008, la juste valeur des titres de créance détenus à des fins de transaction qui ont été reclassés dans la catégorie disponibles à la vente s'établissait à 6 979 millions de dollars. De plus, à la date du reclassement, ces titres de créance comportaient un taux d'intérêt effectif moyen pondéré de 6,99 % et des flux de trésorerie recouvrables prévus, sur une base non actualisée, de 9 732 millions de dollars.

La juste valeur des titres de créance reclassés était de 5 518 millions de dollars au 31 janvier 2010 (5 963 millions de dollars au 31 octobre 2009). Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2010, un revenu d'intérêts net de 70 millions de dollars après impôts (106 millions de dollars après impôts pour les trois mois terminés le 31 janvier 2009) a été comptabilisé à l'égard des titres de créance reclassés. Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2010, l'augmentation de la juste valeur de 50 millions de dollars après impôts (diminution de 65 millions de dollars après impôts pour les trois mois terminés le 31 janvier 2009) à l'égard de ces valeurs mobilières a été constatée dans les autres éléments du résultat étendu. Si la Banque n'avait pas reclassé ces titres de créance, la variation de leur juste valeur aurait été incluse dans le revenu de négociation, ce qui aurait entraîné une augmentation du bénéfice net de 50 millions de dollars après impôts pour les trois mois terminés le 31 janvier 2010 (diminution de 65 millions de dollars après impôts pour les trois mois terminés le 31 janvier 2009). Au cours des trois mois terminés le 31 janvier 2010, des titres de créance reclassés dont la juste valeur était de 467 millions de dollars (148 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 janvier 2009) ont été vendus ou sont venus à échéance.

Gains et pertes latents sur les valeurs mobilières

(en millions de dollars canadiens)

	Aux							
	31 janvier 2010				31 octobre 2009			
	Coût/ après amortis- sement	Gains bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ après amortis- sement	Gains bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Valeurs mobilières disponibles à la vente								
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement								
Obligations des gouvernements canadiens								
Fédéral	11 062 \$	11 \$	1 \$	11 072 \$	10 872 \$	9 \$	– \$	10 881 \$
Provinces	366	14	–	380	368	12	–	380
Obligations émises par le gouvernement fédéral, des États-Unis, des gouvernements d'États et municipaux et des organismes américains								
	6 762	98	37	6 823	6 676	102	47	6 731
Autres obligations émises et garanties par les gouvernements de l'OCDE								
	10 904	150	17	11 037	10 712	125	21	10 816
Titres adossés à des créances hypothécaires								
Résidentiel	21 230	635	478	21 387	19 016	385	256	19 145
	50 324	908	533	50 699	47 644	633	324	47 953
Autres titres de créance								
Titres adossés à des créances mobilières								
	16 119	449	43	16 525	12 010	104	54	12 060
Obligations de sociétés et autres								
	14 014	234	16	14 232	16 422	532	4	16 950
	30 133	683	59	30 757	28 432	636	58	29 010
Titres de créance reclassés de la catégorie détenus à des fins de transaction¹								
	5 273	335	90	5 518	5 787	299	123	5 963
Titres de participation²								
Actions privilégiées								
	434	65	26	473	370	49	30	389
Actions ordinaires								
	1 714	330	52	1 992	1 509	317	71	1 755
	2 148	395	78	2 465	1 879	366	101	2 144
Total des valeurs mobilières disponibles à la vente								
	87 878 \$	2 321 \$	760 \$	89 439 \$	83 742 \$	1 934 \$	606 \$	85 070 \$
Valeurs mobilières détenues jusqu'à leur échéance								
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement								
Obligations des gouvernements canadiens								
Fédéral	205 \$	– \$	– \$	205 \$	399 \$	– \$	– \$	399 \$
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États et municipaux et des organismes américains								
	834	2	–	836	1 358	34	–	1 392
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE								
	7 694	223	7	7 910	7 267	187	1	7 453
	8 733	225	7	8 951	9 024	221	1	9 244
Autres titres de créance								
Autres émetteurs								
	647	12	–	659	638	15	–	653
	647	12	–	659	638	15	–	653
Total des valeurs mobilières détenues jusqu'à leur échéance								
	9 380 \$	237 \$	7 \$	9 610 \$	9 662 \$	236 \$	1 \$	9 897 \$
Total des valeurs mobilières								
	97 258 \$	2 558 \$	767 \$	99 049 \$	93 404 \$	2 170 \$	607 \$	94 967 \$

¹ Inclut la juste valeur des valeurs mobilières émises ou assurées par un gouvernement au 31 janvier 2010 de 37 millions de dollars (38 millions de dollars au 31 octobre 2009) et des autres titres de créance au 31 janvier 2010 de 5 481 millions de dollars (5 925 millions de dollars au 31 octobre 2009).

² Au 31 janvier 2010, des titres de participation dans le portefeuille de titres disponibles à la vente d'une valeur comptable de 2 266 millions de dollars (2 242 millions de dollars au 31 octobre 2009) n'avaient pas de prix cotés et étaient comptabilisés au coût. La juste valeur de ces titres de participation s'établissait à 2 532 millions de dollars (2 471 millions de dollars au 31 octobre 2009) et est incluse dans le tableau ci-dessus.

Note 3 : PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES ET PRÊTS EN SOUFFRANCE MAIS NON DOUTEUX

La Banque maintient une provision qu'elle considère comme suffisante pour absorber toutes les pertes sur créances relatives à un portefeuille constitué d'instruments qui figurent au bilan consolidé intermédiaire ou qui sont hors bilan consolidé intermédiaire. La provision pour pertes sur prêts, qui comprend la provision pour les prêts hypothécaires résidentiels, les prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers, les cartes de crédit, les prêts aux entreprises et aux gouvernements et les titres de créance classés comme prêts, est déduite des prêts au bilan consolidé intermédiaire. La provision pour pertes sur créances pour les instruments hors bilan, qui est liée à certaines garanties, lettres de crédit et lignes de crédit non utilisées, est comptabilisée dans les autres passifs. La variation de la provision pour pertes sur créances de la Banque pour les trois mois terminés les 31 janvier 2010, 31 octobre 2009 et 31 janvier 2009 est présentée dans le tableau suivant.

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)

Aux

	31 janvier 2010			31 octobre 2009			31 janvier 2009 ¹		
	Provisions spécifiques	Provisions générales	Total	Provisions spécifiques	Provisions générales	Total	Provisions spécifiques	Provisions générales	Total
Provision pour pertes sur créances au début de la période	558 \$	2 081 \$	2 639 \$	536 \$	1 996 \$	2 532 \$	352 \$	1 184 \$	1 536 \$
Incidence du rajustement transitoire à l'adoption des modifications de la comptabilisation des instruments financiers	–	–	–	–	–	–	–	95	95
Provision pour pertes sur créances Radiations	457 (443)	60 –	517 (443)	417 (439)	104 –	521 (439)	362 (373)	268 –	630 (373)
Recouvrements	33	–	33	32	–	32	24	–	24
Écart de conversion et autres rajustements	1	(16)	(15)	12	(19)	(7)	21	49	70
Provision pour pertes sur créances à la fin de la période	606 \$	2 125 \$	2 731 \$	558 \$	2 081 \$	2 639 \$	386 \$	1 596 \$	1 982 \$
Composée de :									
Provision pour pertes sur prêts ²	606 \$	1 854 \$	2 460 \$	558 \$	1 810 \$	2 368 \$	386 \$	1 596 \$	1 982 \$
Provision pour pertes sur créances liée aux instruments hors bilan ²	–	271	271	–	271	271	–	–	–
Provision pour pertes sur créances à la fin de la période	606 \$	2 125 \$	2 731 \$	558 \$	2 081 \$	2 639 \$	386 \$	1 596 \$	1 982 \$

¹ Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de 2009 relative aux instruments financiers, comme décrit à la note 1.

² Depuis le 30 avril 2009, la provision pour pertes sur créances relative aux instruments financiers hors bilan est comptabilisée dans les autres passifs. Les soldes des périodes antérieures n'ont pas été reclassés.

Prêts en souffrance mais non douteux

Un prêt est classé comme en souffrance lorsqu'un emprunteur a omis de faire un paiement exigible à l'échéance prévue au contrat, y compris le délai de grâce, le cas échéant. Le délai de grâce représente le délai additionnel accordé après l'échéance prévue au contrat au cours duquel un emprunteur peut faire un paiement sans que le prêt soit classé comme en souffrance. Le délai de grâce varie en fonction du type de produit et de l'emprunteur. Les titres de créance classés comme prêts sont considérés en souffrance aux termes du contrat lorsque les flux de trésorerie réels sont inférieurs à ceux qui étaient prévus au moment de l'acquisition. Au 31 janvier 2010, aucun titre de créance classé comme prêt en souffrance aux termes du contrat n'était douteux.

Le tableau suivant présente de l'information sur le classement chronologique des prêts en souffrance mais qui ne sont pas douteux, et ces montants ne tiennent pas compte en général des prêts visés par le délai de grâce accordé. Même si le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis peut accorder jusqu'à 15 jours de grâce, au 31 janvier 2010, 1,4 milliard de dollars (1,4 milliard de dollars au 31 octobre 2009) de prêts du secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis étaient en souffrance depuis 15 jours ou moins, lesquels sont inclus dans la catégorie 1 jour à 30 jours dans le tableau ci-dessous.

Prêts en souffrance mais non douteux

(en millions de dollars canadiens)

Aux

	31 janvier 2010				31 octobre 2009			
	1 jour à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 89 jours	Total	1 jour à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 89 jours	Total
Prêts hypothécaires résidentiels	886 \$	389 \$	68 \$	1 343 \$	861 \$	387 \$	67 \$	1 315 \$
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers ¹	4 845	691	168	5 704	3 600	627	163	4 390
Cartes de crédit	380	88	50	518	355	79	49	483
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1 919	309	301	2 529	2 248	517	200	2 965
Total	8 030 \$	1 477 \$	587 \$	10 094 \$	7 064 \$	1 610 \$	479 \$	9 153 \$

¹ L'augmentation des prêts en souffrance mais non douteux dans la catégorie 1 jour à 30 jours au 31 janvier 2010 est attribuable au moment de traitement de fin de mois qui a correspondu à des jours fériés.

Note 4 : INSTRUMENTS FINANCIERS DÉSIGNÉS COMME DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION SELON L'OPTION DE LA JUSTE VALEUR

Les actifs financiers et les passifs financiers, autres que ceux classés comme détenus à des fins de transaction, peuvent être désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur si leur juste valeur peut être évaluée de façon fiable, si les actifs ou les passifs répondent au moins à un des critères énoncés à la note 4 afférente au rapport annuel 2009 ou si les actifs ou les passifs sont désignés comme tels par la Banque à leur comptabilisation initiale.

La juste valeur totale des valeurs mobilières désignées comme disponibles à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur était de 2 548 millions de dollars au 31 janvier 2010 (3 236 millions de dollars au 31 octobre 2009). Ces valeurs mobilières sont comptabilisées dans les valeurs mobilières détenues à des fins de transaction au bilan consolidé intermédiaire.

La juste valeur totale des prêts désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur était de 156 millions de dollars au 31 janvier 2010 (210 millions de dollars au 31 octobre 2009). Ces prêts sont comptabilisés dans les prêts aux entreprises et aux gouvernements au bilan consolidé intermédiaire.

Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2010, le revenu représentant la variation nette de la juste valeur des actifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur s'est élevé à 21 millions de dollars (68 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 janvier 2009). Le revenu provenant des instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur est principalement annulé par les variations de la juste valeur des dérivés utilisés comme couverture économique de ces actifs et est comptabilisé dans les autres revenus à l'état des résultats consolidé intermédiaire.

Note 5 : TITRISATIONS DE PRÊTS

La Banque continue d'assurer la gestion des actifs titrisés. Le tableau suivant présente les activités de titrisation de la Banque pour les trois mois terminés les 31 janvier.

Activités de titrisation

(en millions de dollars canadiens)

	31 janvier 2010					Trois mois terminés les 31 janvier 2009				
	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts aux particuliers	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires commerciaux	Total	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts aux particuliers	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires commerciaux	Total
	Produit brut	2 562 \$	1 417 \$	– \$	22 \$	4 001 \$	8 273 \$	1 079 \$	– \$	– \$
Droits conservés	111	27	–	–	138	276	2	–	–	278
Flux de trésorerie reçus sur les droits conservés	191 \$	19 \$	– \$	– \$	210 \$	73 \$	21 \$	– \$	1 \$	95 \$

Le tableau suivant résume l'incidence des titrisations sur l'état des résultats consolidé intermédiaire de la Banque pour les trois mois terminés les 31 janvier.

Gains (pertes) de titrisation et revenu sur les droits conservés

(en millions de dollars canadiens)

	31 janvier 2010					Trois mois terminés les 31 janvier 2009				
	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts aux particuliers	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires commerciaux	Total	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts aux particuliers	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires commerciaux	Total
	Gains à la vente	55 \$	27 \$	– \$	– \$	82 \$	22 \$	2 \$	– \$	– \$
Revenu sur les droits conservés	43	7	–	–	50	28	5	–	–	33
Total	98 \$	34 \$	– \$	– \$	132 \$	50 \$	7 \$	– \$	– \$	57 \$

¹ Le revenu sur les droits conservés exclut le revenu provenant des variations de juste valeur. Les gains et les pertes latents sur les droits conservés provenant des variations de la juste valeur sont comptabilisés dans le revenu de négociation.

Le tableau suivant présente les principales hypothèses utilisées pour évaluer les droits conservés à la date des activités de titrisation :

Principales hypothèses

	2010				2009			
	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts aux particuliers	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts aux particuliers	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires commerciaux
Taux des remboursements anticipés ¹	18,8 %	4,7 %	s.o.	5,2 %	18,6 %	5,5 %	s.o.	5,2 %
Marge excédentaire ²	1,4	1,5	s.o.	2,0	1,0	0,4	s.o.	1,0
Taux d'actualisation	3,4	3,4	s.o.	6,1	3,2	3,9	s.o.	8,1
Pertes sur créances prévues ³	–	–	s.o.	0,1	–	–	s.o.	0,1

¹ Représente le taux de remboursement mensuel pour les prêts aux particuliers et les prêts sur cartes de crédit garantis et un taux de remboursement anticipé annuel pour les prêts en dollars américains.

² La marge excédentaire au titre des prêts sur cartes de crédit reflète le rendement net du portefeuille qui correspond aux intérêts gagnés moins les coûts de financement et les pertes.

³ Aucune perte sur créances n'est prévue pour les prêts hypothécaires résidentiels, car ils sont garantis par un gouvernement.

Au cours des trois mois terminés le 31 janvier 2010, il y a eu des échéances de prêts et de créances déjà titrisés de 1 682 millions de dollars (1 079 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 janvier 2009). Le produit des nouvelles titrisations a été de 2 319 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 janvier 2010 (8 273 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 janvier 2009).

Note 6 : DÉRIVÉS

Comptabilité de couverture

Le tableau suivant présente les résultats de la comptabilité de couverture pour les trois mois terminés les 31 janvier :

Résultats de la comptabilité de couverture

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les	
	31 janvier 2010	31 janvier 2009
Couvertures de juste valeur		
Gain net (perte nette) découlant de l'inefficacité des couvertures	(4,3) \$	17,1 \$
Couvertures de flux de trésorerie		
Gain net provenant de l'inefficacité des couvertures	1,1 \$	0,1 \$

Les tranches des gains (pertes) sur dérivés qui ont été exclues de l'évaluation de l'efficacité des couvertures relativement aux activités de couverture de juste valeur et de flux de trésorerie sont comptabilisées dans les autres revenus à l'état des résultats consolidé intermédiaire. Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2010, les montants qui ont été exclus de l'évaluation de l'efficacité des couvertures ont représenté une perte de 29 millions de dollars. Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2009, ces montants n'étaient pas importants.

Au cours des trois mois terminés le 31 janvier 2010, aucun engagement ferme n'a cessé d'être admissible à titre de couverture.

Au 31 janvier 2010, la Banque prévoyait que des gains nets d'environ 708 millions de dollars déjà constatés dans les autres éléments du résultat étendu seront reclassés dans le résultat net au cours des douze prochains mois. La durée maximale sur laquelle la Banque couvre son exposition aux variations des flux de trésorerie futurs découlant des opérations prévues est de 30 ans. Au cours des trois mois terminés le 31 janvier 2010, toutes les opérations prévues dans les relations de couverture de flux de trésorerie ont été réalisées.

Note 7 : JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Certains instruments financiers sont portés au bilan consolidé intermédiaire à leur juste valeur. Ces instruments financiers comprennent les valeurs mobilières et les prêts détenus dans le portefeuille de négociation, les valeurs mobilières et prêts désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur, les valeurs mobilières classées comme disponibles à la vente, les instruments financiers dérivés, certains dépôts classés comme détenus à des fins de transaction et les obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert.

CALCUL DE LA JUSTE VALEUR

La juste valeur d'un instrument financier au moment de la constatation initiale est généralement le prix de la transaction, c.-à-d. la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue. Dans certains cas toutefois, la juste valeur initiale peut être fondée sur d'autres transactions effectuées sur des marchés courants observables pour le même instrument, sans modification ni reconditionnement, ou sur une autre technique d'évaluation qui comprend des intrants provenant de marchés observables et qui donnera ainsi lieu à un gain de comptabilisation initiale, lequel sera comptabilisé dans les résultats au moment de la comptabilisation initiale de l'instrument. Le gain de comptabilisation initiale est la différence entre la juste valeur établie d'après une technique d'évaluation qui comprend des intrants provenant de marchés observables et la juste valeur au moment de la comptabilisation initiale représentée par le prix de transaction. Lorsqu'une technique d'évaluation fait largement appel à des intrants sur des marchés non observables pour évaluer un instrument, ce dernier est d'abord évalué au prix de transaction, qui est considéré comme la meilleure estimation de la juste valeur.

Après la constatation initiale, la juste valeur des instruments financiers évalués à la juste valeur qui sont cotés sur des marchés actifs est fondée sur les cours acheteurs, pour les actifs financiers détenus, et sur les cours vendeurs, pour les passifs financiers. Lorsque l'instrument n'est pas coté sur un marché actif, les justes valeurs sont déterminées au moyen de techniques d'évaluation qui utilisent des intrants provenant de marchés observables. Ces techniques comprennent des comparaisons avec des instruments similaires lorsqu'il existe des prix sur des marchés observables, des analyses fondées sur la valeur actualisée des flux de trésorerie, des modèles d'évaluation des options et d'autres techniques d'évaluation couramment utilisées par les participants au marché. En ce qui concerne certains instruments financiers, les justes valeurs peuvent être déterminées en totalité ou en partie au moyen de techniques d'évaluation utilisant des intrants de marchés non observables.

Certains facteurs tels que l'écart acheteur-vendeur, le profil de crédit, les paramètres des intrants et l'incertitude du modèle sont pris en compte, s'il y a lieu, lorsque les valeurs sont calculées au moyen de techniques d'évaluation.

Si la juste valeur d'un actif financier évalué à la juste valeur devient négative, l'actif est constaté comme un passif financier jusqu'à ce que sa juste valeur redevienne positive, auquel moment il est constaté à titre d'actif financier ou il est éteint.

La direction confirme que les estimations de la juste valeur sont raisonnables selon un processus suivi d'obtention de divers prix et intrants de marchés externes et l'application constante de modèles d'évaluation sur une certaine période, et les contrôles et processus sur la durée du processus d'évaluation. Les évaluations sont également validées d'après les résultats passés et les règlements en espèces réels de contrats.

Hiérarchie des justes valeurs

Le chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA* précise les informations à fournir selon une hiérarchie d'évaluation de la juste valeur à trois niveaux en fonction de la fiabilité des données utilisées pour l'évaluation d'un actif ou d'un passif à la date d'évaluation. Les trois niveaux se définissent comme suit :

Niveau 1 : La juste valeur est fondée sur les prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques. Les actifs et les passifs du niveau 1 comprennent généralement les titres de créance, les titres de participation et les contrats de dérivés négociés sur un marché actif, de même que certains bons du Trésor canadiens et américains et d'autres titres adossés à des actifs hypothécaires émis par des gouvernements et des organismes canadiens ou américains très liquides et activement négociés sur des marchés hors cote.

Niveau 2 : La juste valeur repose sur des données observables autres que les prix du niveau 1, tels que les prix cotés d'actifs ou de passifs semblables (non identiques) sur des marchés actifs, les prix cotés d'actifs ou de passifs identiques sur des marchés inactifs, et d'autres données observables ou pouvant être corroborées par des données de marché observables pour pratiquement toute la durée des actifs ou des passifs. Les actifs et les passifs du niveau 2 comprennent les titres de créance ayant un prix coté négociés moins souvent que les instruments cotés en Bourse, et les contrats de dérivés dont la valeur est établie à l'aide de techniques d'évaluation utilisant des données observables sur le marché ou pouvant être dérivées essentiellement des données observables sur le marché ou corroborées par ces dernières. Cette catégorie comprend généralement les titres émis par des gouvernements canadiens et américains, les titres de créance adossés à des actifs hypothécaires émis par des organismes canadiens ou américains, les titres de créance de sociétés, certains contrats de dérivés et certains dépôts détenus à des fins de transaction.

Niveau 3 : La juste valeur est fondée sur des données non observables soutenues par peu ou aucune activité sur le marché et qui influent largement sur la juste valeur des actifs ou des passifs. Les instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie pour l'évaluation de la juste valeur sont initialement évalués à leur prix de transaction, qui est considéré comme la meilleure estimation de la juste valeur. Après l'évaluation initiale, la juste valeur des actifs et des passifs du niveau 3 est établie à l'aide de modèles d'évaluation, de méthodes d'actualisation des flux de trésorerie ou de techniques similaires. Cette catégorie comprend généralement des droits conservés et certains contrats de dérivés.

Les tableaux ci-après présentent le classement dans les niveaux de la hiérarchie pour l'évaluation de la juste valeur de chaque actif et passif financier évalué à la juste valeur aux 31 janvier 2010 et 31 octobre 2009.

Actifs financiers et passifs financiers évalués à la juste valeur selon la hiérarchie pour l'évaluation de la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)

				<i>Au</i>
				31 janvier 2010
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur totale
ACTIFS FINANCIERS				
Valeurs mobilières détenues à des fins de transaction¹				
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement				
Obligations des gouvernements canadiens				
Fédéral	2 775 \$	5 816 \$	1 \$	8 592 \$
Provinces	–	1 975	20	1 995
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États et municipaux et des organismes américains	1 019	6 269	37	7 325
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE	–	1 912	–	1 912
Titres adossés à des créances hypothécaires				
Résidentiel	–	1 298	–	1 298
Autres titres de créance				
Émetteurs canadiens	13	2 513	72	2 598
Autres émetteurs	–	5 898	290	6 188
Titres de participation				
Actions privilégiées	39	–	–	39
Actions ordinaires	21 189	864	2	22 055
Droits conservés				
	–	–	1 377	1 377
Total des valeurs mobilières détenues à des fins de transaction	25 035 \$	26 545 \$	1 799 \$	53 379 \$
Valeurs mobilières disponibles à la vente				
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement				
Obligations des gouvernements canadiens				
Fédéral	10 869 \$	203 \$	– \$	11 072 \$
Provinces	–	380	–	380
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États et municipaux et des organismes américains	–	6 233	–	6 233
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE	10	11 021	–	11 031
Titres adossés à des créances hypothécaires				
Résidentiel	–	21 387	–	21 387
Autres titres de créance				
Titres adossés à des créances mobilières	–	16 525	–	16 525
Obligations de sociétés et autres	131	14 067	4	14 202
Titres de participation				
Actions privilégiées	122	–	–	122
Actions ordinaires	114	323	–	437
Titres de créance reclassés de la catégorie détenus à des fins de transaction²				
	–	5 364	154	5 518
Total des valeurs mobilières disponibles à la vente	11 246 \$	75 503 \$	158 \$	86 907 \$
Prêts¹	– \$	258 \$	24 \$	282 \$
Dérivés	562	44 787	1 078	46 427
PASSIFS FINANCIERS				
Dépôts détenus à des fins de transaction	– \$	31 623 \$	982 \$	32 605 \$
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	6 855	12 342	5	19 202
Dérivés	490	43 762	1 351	45 603

¹ Les valeurs mobilières et les prêts détenus à des fins de transaction comprennent aussi, respectivement, des valeurs mobilières et des prêts désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur.

² Comprend la juste valeur des valeurs mobilières émises et assurées par un gouvernement de 127 millions de dollars au 31 janvier 2010 et d'autres titres de créance de 5 391 millions de dollars au 31 janvier 2010.

Il n'y a eu aucun transfert important entre le niveau 1 et le niveau 2 au cours des trois mois terminés le 31 janvier 2010.

Actifs financiers et passifs financiers évalués à la juste valeur selon la hiérarchie pour l'évaluation de la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)

				Au
				31 octobre 2009
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur totale
ACTIFS FINANCIERS				
Valeurs mobilières détenues à des fins de transaction¹				
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement				
Obligations des gouvernements canadiens				
Fédéral	4 426 \$	5 580 \$	15 \$	10 021 \$
Provinces	–	2 605	4	2 609
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États et municipaux et des organismes américains	542	4 509	39	5 090
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE	–	2 010	4	2 014
Titres adossés à des créances hypothécaires				
Résidentiel	–	1 289	–	1 289
Autres titres de créance				
Émetteurs canadiens	34	2 439	48	2 521
Autres émetteurs	–	6 498	312	6 810
Titres de participation				
Actions privilégiées	33	–	–	33
Actions ordinaires	21 818	775	1	22 594
Droits conservés	–	–	1 339	1 339
Total des valeurs mobilières détenues à des fins de transaction	26 853 \$	25 705 \$	1 762 \$	54 320 \$
Valeurs mobilières disponibles à la vente				
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement				
Obligations des gouvernements canadiens				
Fédéral	10 679 \$	202 \$	– \$	10 881 \$
Provinces	–	380	–	380
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États et municipaux et des organismes américains	6	6 166	–	6 172
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE	447	10 363	–	10 810
Titres adossés à des créances hypothécaires				
Résidentiel	–	19 145	–	19 145
Autres titres de créance				
Titres adossés à des créances mobilières	97	11 963	–	12 060
Obligations de sociétés et autres	1 045	15 875	–	16 920
Titres de participation				
Actions privilégiées	111	–	–	111
Actions ordinaires	89	68	–	157
Titres de créance reclassés de la catégorie détenus à des fins de transaction²				
	–	5 795	168	5 963
Total des valeurs mobilières disponibles à la vente	12 474 \$	69 957 \$	168 \$	82 599 \$
Prêts¹	– \$	328 \$	22 \$	350 \$
Dérivés	895	47 399	1 151	49 445
PASSIFS FINANCIERS				
Dépôts détenus à des fins de transaction	– \$	34 479 \$	940 \$	35 419 \$
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	6 741	10 892	8	17 641
Dérivés	885	45 585	1 682	48 152

¹ Les valeurs mobilières et les prêts détenus à des fins de transaction comprennent, aussi respectivement, des valeurs mobilières et des prêts désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur.

² Comprend la juste valeur des valeurs mobilières émises et assurées par un gouvernement de 38 millions de dollars au 31 octobre 2009 et d'autres titres de créance de 5 925 millions de dollars au 31 octobre 2009.

Il n'y a eu aucun transfert important entre le niveau 1 et le niveau 2 au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009.

Le tableau ci-dessous présente le rapprochement de tous les actifs et passifs qui sont évalués à la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (niveau 3) pour les trois mois terminés le 31 janvier 2010.

Rapprochement des actifs et des passifs financiers évalués à la juste valeur (évaluation de niveau 3)

(en millions de dollars canadiens)

	Total des gains (pertes) réalisé(e)s et latent(e)s			Activités			Transferts ³		Juste valeur au 31 janvier 2010	Variation des gains (pertes) latent(e)s sur les instruments encore détenus ⁴
	Juste valeur au 1 ^{er} nov. 2009	Inclus dans les résultats ¹	Inclus dans les autres éléments du résultat étendu	Achats	Émissions	Divers ²	Au niveau 3	Hors du niveau 3		
ACTIFS FINANCIERS										
Valeurs mobilières détenues à des fins de transaction										
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement										
Obligations des gouvernements canadiens										
Fédéral	15 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	(14) \$	– \$	– \$	1 \$	– \$
Provinces	4	–	–	6	–	(1)	11	–	20	–
Obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États et municipaux et des organismes américains										
	39	1	–	–	–	(3)	–	–	37	–
Autres obligations émises et garanties par des gouvernements de l'OCDE										
	4	1	–	4	–	–	–	(9)	–	–
Autres titres de créance										
Émetteurs canadiens	48	(1)	–	2	–	(37)	60	–	72	(1)
Autres émetteurs	312	10	–	200	–	(160)	54	(126)	290	1
Titres de participation										
Actions ordinaires	1	–	–	1	–	–	–	–	2	–
Droits conservés	1 339	100	–	–	140	(202)	–	–	1 377	81
Total des valeurs mobilières	1 762 \$	111 \$	– \$	213 \$	140 \$	(417) \$	125 \$	(135) \$	1 799 \$	81 \$
Valeurs mobilières disponibles à la vente										
Valeurs mobilières émises par un gouvernement ou liées à un gouvernement										
Obligations de sociétés et autres obligations émises par le gouvernement fédéral des États-Unis, des gouvernements d'États et municipaux et des organismes américains										
	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	4 \$	– \$	4 \$	– \$
Titres de créance reclassés de la catégorie détenus à des fins de transaction										
	168	2	(12)	–	–	(4)	–	–	154	(12)
Total des valeurs mobilières disponibles à la vente	168 \$	2 \$	(12) \$	– \$	– \$	(4) \$	254 \$	– \$	158 \$	(12) \$
Prêts⁵	22 \$	5 \$	– \$	3 \$	– \$	(6) \$	– \$	– \$	24 \$	4 \$
PASSIFS FINANCIERS										
Dépôts détenus à des fins de transaction										
	940 \$	20 \$	– \$	– \$	85 \$	(63) \$	– \$	– \$	982 \$	43 \$
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert										
	8	–	–	(7)	–	–	4	–	5	–
Dérivés⁶	531	(77)	–	(26)	62	(217)	–	–	273	(5)

¹ Les gains (pertes) sur actifs et passifs financiers inclus dans le résultat sont comptabilisés dans les gains nets (pertes nettes) sur valeurs mobilières, le revenu (la perte) de négociation et les autres revenus dans l'état des résultats consolidé intermédiaire.

² Consiste en des ventes et règlements.

³ La Banque comptabilise les transferts à la fin de la période intermédiaire durant laquelle le transfert a eu lieu.

⁴ Les variations des gains (pertes) latent(e)s sur les valeurs mobilières disponibles à la vente sont comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat étendu.

⁵ Comprennent prêts détenus à des fins de transaction.

⁶ Les soldes d'ouverture et de fermeture des actifs dérivés et des passifs dérivés ainsi que le total des gains (pertes) réalisé(e)s et latent(e)s, les activités et les transferts ont été présentés au montant net dans ce tableau aux fins de la présentation seulement.

Les transferts importants au ou hors niveau 3 présentés dans le tableau ci-dessus ont surtout été effectués dans les circonstances suivantes :

- Il y a transfert du niveau 3 au niveau 2 lorsque les techniques utilisées pour établir la valeur de l'instrument intègrent des intrants de marché observables importants ou des cours de courtiers qui n'étaient pas observables auparavant.
- Il y a transfert du niveau 2 au niveau 3 d'un instrument lorsque la valeur, qui était auparavant établie selon des techniques d'évaluation faisant appel à des intrants de marché observables importants, est maintenant établie selon des techniques d'évaluation intégrant des intrants de marché non observables importants.

Note 8 : TITRES DE FIDUCIE DE CAPITAL

En date du 31 décembre 2009, Fiducie de capital TD (la Fiducie), filiale de la Banque, a racheté la totalité de ses 900 000 titres de fiducie de capital – série 2009 (TD CaTS) en circulation à un prix de rachat de 1 000 \$ la part, majoré de toute distribution non encore versée. Les TD CaTS ont été admis à titre de fonds propres de première catégorie de la Banque.

Le tableau suivant présente un sommaire des titres de fiducie de capital aux 31 janvier 2010 et 31 octobre 2009 émis par la Fiducie, Fiducie de capital II (la Fiducie II), Fiducie de capital III (la Fiducie III) et Fiducie de capital IV (la Fiducie IV).

Titres de fiducie de capital

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Aux

	En milliers de parts	Dates de distribution/paiement des intérêts	Rendement annuel	Date de rachat		Date de conversion		
				Au gré de l'émetteur	Au gré du porteur	31 janvier 2010	31 octobre 2009	
Inclus dans le passif au titre des titres de fiducie de capital dans le bilan consolidé intermédiaire								
Titres de Fiducie de capital TD – série 2009	900	30 juin, 31 déc.	7,60 %	30 juin 2005 ¹	30 juin 2010 ²	– \$	895 \$	
Inclus dans les participations sans contrôle dans les filiales dans le bilan consolidé intermédiaire								
Titres de Fiducie de capital TD III – série 2008	1 000	30 juin, 31 déc.	7,243 %	31 déc. 2013 ¹		987 \$	981 \$	
Billets de dépôt émis à la Fiducie II et à la Fiducie IV inclus dans les dépôts dans le bilan consolidé intermédiaire³								
Titres de Fiducie de capital TD II – série 2012-1	350	30 juin, 31 déc.	6,792 %	31 déc. 2007 ¹	En tout temps ⁴	350 \$	350 \$	
Billets de Fiducie de capital TD IV, série 1	550	30 juin, 31 déc.	9,523 % ⁵	30 juin 2014 ⁶		550	550	
Billets de Fiducie de capital TD IV, série 2	450	30 juin, 31 déc.	10,00 % ⁷	30 juin 2014 ⁶		450	450	
Billets de Fiducie de capital TD IV, série 3	750	30 juin, 31 déc.	6,631 % ⁸	31 déc. 2014 ⁶		750	750	
	2 100					2 100 \$	2 100 \$	

¹ À la date de rachat et de toute distribution par la suite, la Fiducie peut, sous réserve de l'approbation du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF), racheter les TD CaTS, les TD CaTS II ou les TD CaTS III, respectivement, en totalité, sans le consentement des porteurs.

² À la date de la conversion et de toute distribution par la suite, les porteurs peuvent échanger chaque TD CaTS contre une action privilégiée de premier rang de catégorie A à dividende non cumulatif (action de série A1) de la Banque. Les actions de série A1 sont convertibles en un nombre variable d'actions ordinaires de la Banque au gré du porteur.

³ Les billets TD CaTS II et TD CaTS IV ne sont pas consolidés par la Banque. Les billets de dépôt émis à la Fiducie II et à la Fiducie IV sont inclus dans les dépôts dans le bilan consolidé intermédiaire.

⁴ Les porteurs peuvent échanger chaque TD CaTS II contre quarante actions privilégiées de premier rang de catégorie A à dividende non cumulatif, série A2 (actions de série A2) de la Banque. Les actions de série A2 sont convertibles en un nombre variable d'actions ordinaires de la Banque au gré du porteur.

⁵ Pour la période du 26 janvier 2009 inclusivement au 30 juin 2019 exclusivement. À compter du 30 juin 2019, puis à chaque cinquième anniversaire de cette date par la suite, le taux d'intérêt sera rajusté à un taux d'intérêt correspondant au rendement des obligations du gouvernement du Canada, majoré de 10,125 %.

⁶ À partir de la date de rachat, la Fiducie peut, sous réserve de l'approbation du BSIF, racheter les billets TD CaTS IV – série 1, TD CaTS IV – série 2 ou TD CaTS IV – série 3, respectivement, en totalité, sans le consentement des porteurs.

⁷ Pour la période du 26 janvier 2009 inclusivement au 30 juin 2039 exclusivement. À compter du 30 juin 2039, puis à chaque cinquième anniversaire de cette date par la suite, le taux d'intérêt sera rajusté à un taux d'intérêt correspondant au rendement des obligations du gouvernement du Canada, majoré de 9,735 %.

⁸ Pour la période du 15 septembre 2009 inclusivement au 30 juin 2021 exclusivement. À compter du 30 juin 2021, puis à chaque cinquième anniversaire de cette date, le taux d'intérêt sera rajusté à un taux d'intérêt correspondant au rendement des obligations du gouvernement du Canada majoré de 4,00 %.

Note 9 : CAPITAL SOCIAL

Actions émises et en circulation

(en millions d'actions et en millions de dollars canadiens)

	31 janvier 2010		31 octobre 2009	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Actions ordinaires				
Solde au début de la période	858,8	15 357 \$	810,1	13 241 \$
Produit des actions émises à l'exercice d'options sur actions	1,3	74	4,6	247
Actions émises dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes	2,0	126	8,8	451
Produit tiré de l'émission de nouvelles actions	-	-	34,9	1 381
Incidence des actions vendues (acquises) à des fins de transaction ¹	(0,1)	(9)	0,4	37
Solde à la fin de la période – actions ordinaires	862,0	15 548 \$	858,8	15 357 \$
Actions privilégiées de catégorie A				
Série O	17,0	425 \$	17,0	425 \$
Série P	10,0	250	10,0	250
Série Q	8,0	200	8,0	200
Série R	10,0	250	10,0	250
Série S	10,0	250	10,0	250
Série Y	10,0	250	10,0	250
Série AA	10,0	250	10,0	250
Série AC	8,8	220	8,8	220
Série AE	12,0	300	12,0	300
Série AG	15,0	375	15,0	375
Série AI	11,0	275	11,0	275
Série AK	14,0	350	14,0	350
Incidence des actions vendues (acquises) à des fins de transaction ¹	(0,1)	(2)	-	-
Solde à la fin de la période – actions privilégiées	135,7	3 393 \$	135,8	3 395 \$

¹ Vendues ou acquises par des filiales de la Banque, qui sont des entités de valeurs mobilières réglementées selon le Règlement 92-313 de la Loi sur les banques.

Note 10 : FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES

La Banque gère ses fonds propres réglementaires conformément aux lignes directrices établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). Les lignes directrices sur les fonds propres réglementaires évaluent les fonds propres compte tenu des risques de crédit, risques de marché et risques opérationnels. La Banque fait appel à plusieurs directives, procédures et contrôles en matière de fonds propres pour réaliser ces objectifs.

Au cours des trois mois terminés le 31 janvier 2010, la Banque s'est conformée à la ligne directrice du BSIF sur les ratios de fonds propres et le ratio de l'actif par rapport aux fonds propres. Cette ligne directrice repose sur le nouveau «Dispositif révisé de convergence internationale de la mesure et des normes de fonds propres» (Bâle II), émis par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire.

Le tableau suivant présente la situation des fonds propres réglementaires de la Banque aux 31 janvier 2010 et 31 octobre 2009.

Situation des fonds propres réglementaires

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Aux</i>	
	31 janvier 2010	31 octobre 2009
Fonds propres de première catégorie	21 963 \$	21 407 \$
Ratio des fonds propres de première catégorie ¹	11,5 %	11,3 %
Total des fonds propres ²	28 177 \$	28 338 \$
Ratio du total des fonds propres ³	14,8 %	14,9 %
Ratio de l'actif par rapport aux fonds propres ⁴	17,6	17,1

¹ Le ratio des fonds propres de première catégorie est calculé comme le total des fonds propres de première catégorie divisé par les actifs pondérés en fonction des risques.

² Le total des fonds propres comprend les fonds propres de première et de deuxième catégories.

³ Le ratio du total des fonds propres est calculé comme le total des fonds propres divisé par les actifs pondérés en fonction des risques.

⁴ Le ratio de l'actif par rapport aux fonds propres est calculé comme le total de l'actif plus les instruments de crédit hors bilan, tels que certaines lettres de crédit et garanties, moins les placements dans des sociétés liées, les écarts d'acquisition et les actifs nets incorporels, divisé par le total des fonds propres rajusté.

Les cibles du BSIF pour les banques canadiennes à l'égard de leur ratio des fonds propres de première catégorie et de leur ratio du total des fonds propres sont respectivement de 7 % et 10 %.

Note 11 : CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Le tableau suivant présente le cumul des autres éléments du résultat étendu de la Banque, déduction faite des impôts sur les bénéfices aux 31 janvier 2010 et 31 octobre 2009.

Cumul des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Aux</i>	
	31 janvier 2010	31 octobre 2009 ¹
Gain net latent sur les valeurs mobilières disponibles à la vente, déduction faite des couvertures de flux de trésorerie	852 \$	739 \$
Perte nette de change latente sur conversion des placements dans les filiales, déduction faite des activités de couverture	(1 861)	(1 539)
Gain net sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	1 876	1 815
Cumul des autres éléments du résultat étendu à la fin de la période	867 \$	1 015 \$

¹ Comprend l'incidence de l'alignement de la période de présentation d'entités américaines, comme expliqué à la note 1 afférente aux états financiers annuels de 2009, et se compose de ce qui suit : gains latents sur les valeurs mobilières disponibles à la vente, déduction faite des activités de couverture, de 199 millions de dollars; gains de change latents sur conversion des placements dans les filiales, déduction faite des activités de couverture, de 166 millions de dollars; et pertes sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, de 36 millions de dollars.

Note 12 : RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2010, la Banque a constaté à l'état des résultats consolidé intermédiaire une charge de rémunération de 7 millions de dollars (6 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 janvier 2009) au titre des options sur actions attribuées.

Au cours des trois mois terminés le 31 janvier 2010, 1,7 million d'options (3,3 millions pour les trois mois terminés le 31 janvier 2009) ont été attribuées par la Banque à une juste valeur moyenne pondérée de 14,09 \$ l'option (7,76 \$ l'option pour les trois mois terminés le 31 janvier 2009).

La juste valeur des options attribuées a été estimée à la date d'attribution au moyen d'un modèle d'évaluation fondé sur un arbre binomial. Le tableau suivant présente les hypothèses utilisées pour l'estimation de la juste valeur des options pour les trois mois terminés les 31 janvier.

Hypothèses utilisées pour l'estimation de la juste valeur des options

	<i>Trois mois terminés les</i>	
	31 janvier 2010	31 janvier 2009
Taux d'intérêt sans risque	2,7 %	2,2 %
Durée prévue des options	6,2 ans	5,5 ans
Volatilité prévue	26,6 %	23,8 %
Rendement de l'action prévu	3,24 %	2,98 %

Note 13 : AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le tableau suivant présente les charges liées aux régimes de retraite et au principal régime d'avantages complémentaires de retraite de la Banque pour les trois mois terminés les 31 janvier.

Charge liée aux régimes de retraite principaux

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois terminés les</i>	
	31 janvier 2010	31 janvier 2009
<i>Éléments de la charge de retraite avant les rajustements pour constater la nature à long terme du coût :</i>		
Coût des services rendus au cours de la période – prestations acquises	25 \$	20 \$
Frais d'intérêts sur les obligations au titre des prestations projetées	39	36
Rendement réel des actifs des régimes	(86)	327
<i>Rajustements pour constater la nature à long terme du coût du régime :</i>		
Écart entre les coûts attribuables à la période et les coûts constatés au cours de la période au titre de ce qui suit :		
Rendement des actifs des régimes ¹	44	(364)
Pertes actuarielles ²	7	3
Modifications de régime ³	2	5
Total	31 \$	27 \$

¹ Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2010, comprend le rendement prévu des actifs des régimes de 42 millions de dollars (37 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 janvier 2009), moins le rendement réel des actifs des régimes de 86 millions de dollars ((327) millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 janvier 2009).

² Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2010, comprend la perte constatée de 7 millions de dollars (3 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 janvier 2009), moins les pertes actuarielles sur les obligations au titre des prestations projetées de néant (néant pour les trois mois terminés le 31 janvier 2009).

³ Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2010, comprend l'amortissement du coût des modifications de régime de 2 millions de dollars (5 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 janvier 2009), moins les modifications du coût réel de néant (néant pour les trois mois terminés le 31 janvier 2009).

Charge de retraite liée aux autres régimes de retraite

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois terminés les</i>	
	31 janvier 2010	31 janvier 2009
Régime de retraite à prestations déterminées de CT	2 \$	1 \$
Régime de retraite à prestations déterminées de TD Banknorth ¹	(1)	(3)
Régimes de retraite complémentaires	8	9
Total	9 \$	7 \$

¹ Le régime de retraite à prestations déterminées de TD Banknorth a été suspendu en date du 31 décembre 2008, et aucun crédit de service ne peut être accumulé après cette date.

Charge liée au principal régime d'avantages complémentaires de retraite

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois terminés les</i>	
	31 janvier 2010	31 janvier 2009
<i>Éléments de la charge liée aux avantages complémentaires de retraite avant les rajustements pour constater la nature à long la nature à long terme du coût :</i>		
Coût des services rendus au cours de la période – prestations acquises	2 \$	2 \$
Frais d'intérêts sur les obligations au titre des prestations projetées	6	5
<i>Rajustements pour constater la nature à long terme du coût du régime :</i>		
Écart entre les coûts attribuables à la période et les coûts constatés au cours de la période au titre de ce		
Modifications de régime ¹	(1)	(1)
Total	7 \$	6 \$

¹ Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2010, comprend l'amortissement des modifications de régime de (1) million de dollars ((1) million de dollars pour les trois mois terminés le 31 janvier 2009), moins les modifications de régime de néant (néant pour les trois mois terminés le 31 janvier 2009).

Flux de trésorerie

Le tableau suivant présente les cotisations de la Banque à ses régimes de retraite et à son principal régime d'avantages complémentaires de retraite au cours des trois mois terminés les 31 janvier.

Cotisations aux régimes

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois terminés les</i>	
	31 janvier 2010	31 janvier 2009
Régimes de retraite principaux	38 \$	21 \$
Régimes de retraite complémentaires	3	3
Principal régime d'avantages complémentaires de retraite	2	2
Total	43 \$	26 \$

Au 31 janvier 2010, la Banque prévoit verser des cotisations additionnelles de 125 millions de dollars à ses régimes de retraite principaux, de néant au régime de retraite à prestations déterminées de CT, de néant au régime de retraite à prestations déterminées de TD Banknorth, de 8 millions de dollars à ses régimes de retraite complémentaires et de 7 millions de dollars à son principal régime d'avantages complémentaires de retraite avant la fin de l'exercice. Cependant, le montant des cotisations futures peut changer si la Banque révisé le niveau actuel de ses cotisations en cours d'exercice.

Note 14 : FRAIS DE RESTRUCTURATION ET D'INTÉGRATION

Par suite de l'acquisition de Commerce et des initiatives de restructuration et d'intégration connexes, la Banque a engagé des frais d'intégration de 54 millions de dollars au cours des trois mois terminés le 31 janvier 2010. Les frais d'intégration se composent des frais relatifs aux ressources affectées à l'intégration, des coûts de maintien de l'effectif, des honoraires de consultation externe, des coûts de marketing (notamment les communications avec la clientèle et la nouvelle marque) et des frais de déplacement liés à l'intégration. Dans l'état des résultats consolidé intermédiaire, les frais d'intégration sont inclus dans les frais autres que d'intérêts.

Au cours des trois mois terminés le 31 janvier 2010, la Banque a engagé des frais de restructuration de 17 millions de dollars. Les frais de restructuration se composent principalement des frais liés aux indemnités de départ, des frais liés à la modification des contrats d'emploi et de primes de certains dirigeants, des frais liés à la résiliation de contrats, et de la dépréciation d'actifs à long terme. Dans l'état des résultats consolidé intermédiaire, ces frais sont compris dans les frais de restructuration. Au 31 janvier 2010, le solde résiduel du passif de restructuration relatif à l'acquisition de Commerce était de 29 millions de dollars. Le tableau ci-après présente les frais de restructuration et d'intégration inclus dans l'état des résultats consolidé intermédiaire au cours des trois mois terminés les 31 janvier.

Frais de restructuration et d'intégration de Commerce

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois terminés les</i>	
	31 janvier 2010	31 janvier 2009
Frais de restructuration	17 \$	27 \$
Frais d'intégration	54	79

Note 15 : BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau suivant présente le bénéfice de base et le bénéfice dilué par action de la Banque pour les trois mois terminés les 31 janvier.

Bénéfice de base et dilué par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<i>Trois mois terminés les</i>	
	31 janvier 2010	31 janvier 2009 ¹
Bénéfice de base par action		
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 248 \$	624 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en millions)	859,3	832,6
Bénéfice de base par action (en dollars canadiens)	1,45 \$	0,75 \$
Bénéfice dilué par action		
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 248 \$	624 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en millions)	859,3	832,6
Options sur actions potentiellement exerçables, selon la méthode du rachat d'actions (en millions)	4,9	1,6
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – dilué (en millions)	864,2	834,2
Bénéfice dilué par action² (en dollars canadiens)	1,44 \$	0,75 \$

¹ Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de la comptabilisation des instruments financiers apportées en 2009, comme décrit à la note 1.

² Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2010, le calcul du bénéfice dilué par action ne tient pas compte de la moyenne pondérée de 7,0 millions d'options sur actions en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 70,15 \$, puisque le prix des options était supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la Banque. Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2009, le calcul du bénéfice dilué par action ne tient pas compte de la moyenne pondérée de 17,1 millions d'options sur actions en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 66,72 \$, puisque le prix des options était supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la Banque.

Note 16 : INFORMATIONS SECTORIELLES

Aux fins de la présentation de l'information de gestion, l'exploitation et les activités de la Banque s'articulent autour des quatre principaux secteurs d'exploitation suivants : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Gestion de patrimoine, y compris TD Ameritrade, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, regroupés sous la marque TD Bank, la banque américaine la plus pratique, et Services bancaires de gros. Les autres activités de la Banque sont regroupées au sein du secteur Siège social. Le tableau suivant présente les résultats de ces secteurs pour les trois mois terminés les 31 janvier.

Résultats par secteur d'activité

(en millions de dollars canadiens)

Trois mois terminés les

	Services bancaires personnels et commerciaux au Canada		Gestion de patrimoine		Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis		Services bancaires de gros		Siège social		Total	
	31 janv. 2010	31 janv. 2009	31 janv. 2010	31 janv. 2009	31 janv. 2010	31 janv. 2009 ¹	31 janv. 2010	31 janv. 2009	31 janv. 2010	31 janv. 2009 ¹	31 janv. 2010	31 janv. 2009
Revenu d'intérêts net	1 744 \$	1 494 \$	66 \$	75 \$	829 \$	892 \$	513 \$	720 \$	(303) \$	(453) \$	2 849 \$	2 728 \$
Revenus autres que d'intérêts	795	798	524	453	315	302	400	119	154	(250)	2 188	1 422
Total des revenus	2 539	2 292	590	528	1 144	1 194	913	839	(149)	(703)	5 037	4 150
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	315	266	–	–	201	232	8	66	(7)	66	517	630
Frais autres que d'intérêts	1 194	1 186	446	419	746	801	376	388	219	226	2 981	3 020
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfiques	1 030	840	144	109	197	161	529	385	(361)	(995)	1 539	500
Charge (économie) d'impôts sur les bénéfiques	310	256	43	34	16	(20)	157	120	(256)	(482)	270	(92)
Participations sans contrôle dans les filiales, déduction faite des impôts sur les bénéfices	–	–	–	–	–	–	–	–	27	28	27	28
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfiques	–	–	43	77	–	–	–	–	12	12	55	89
Bénéfice net (perte nette)	720 \$	584 \$	144 \$	152 \$	181 \$	181 \$	372 \$	265 \$	(120) \$	(529) \$	1 297 \$	653 \$
Total de l'actif (en milliards de dollars canadiens)												
Bilan	187,3 \$	168,6 \$	19,7 \$	17,1 \$	162,4 \$	149,3 \$	165,8 \$	213,6 \$	32,3 \$	37,8 \$	567,5 \$	586,4 \$
Titrisé	59,0	49,8	–	–	–	–	4,0	3,4	(15,8)	(13,9)	47,2	39,3

¹ Certains chiffres comparatifs sont présentés compte tenu des rajustements résultant de l'adoption des modifications de la comptabilisation des instruments financiers apportées en 2009, comme décrit à la note 1.

Note 17 : GESTION DES RISQUES

Les politiques et les procédures relatives à la gestion des risques de la Banque sont présentées dans le rapport de gestion. Les passages ombragés de la section «Gestion des risques» du rapport de gestion, en ce qui a trait aux risques de marché et d'illiquidité, font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires. Pour obtenir de plus amples renseignements sur nos politiques et procédures relatives à la gestion des risques, reportez-vous aux passages ombragés de la rubrique «Gestion des risques» du rapport de gestion figurant dans le rapport annuel 2009 de la Banque.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES ET DES INVESTISSEURS

Service des relations avec les actionnaires

Si vous :	Votre demande de renseignements porte sur ce qui suit :	Veillez communiquer avec les personnes suivantes :
êtes un actionnaire inscrit (votre nom figure sur votre certificat d'actions)	un dividende non reçu, un certificat d'actions égaré, une question de succession, un changement d'adresse ou d'inscription, un changement de compte bancaire pour le dépôt des dividendes, le régime de réinvestissement des dividendes, l'élimination des envois en double aux actionnaires ou l'interruption des envois de rapports annuels et trimestriels.	Agent des transferts : Compagnie Trust CIBC Mellon C.P. 7010 Succursale postale de la rue Adelaide Toronto (Ontario) M5C 2W9 416-643-5500 ou sans frais au 1-800-387-0825 inquiries@cibcmellon.com ou www.cibcmellon.com
déterminez vos actions de la Banque TD par l'entremise du système d'inscription direct aux États-Unis	un dividende non reçu, un certificat d'actions égaré, une question de succession, un changement d'adresse ou d'inscription, l'élimination des envois en double aux actionnaires ou l'interruption des envois de rapports annuels et trimestriels.	Coagent des transferts et agent comptable des registres : BNY Mellon Shareowner Services C.P. 358015 Pittsburgh, Pennsylvania 15252-8015 ou 480 Washington Boulevard Jersey City, New Jersey 07310 1-866-233-4836 Service ATS (pour malentendants) : 1-800-231-5469 Actionnaires étrangers : 201-680-6578 Service ATS pour actionnaires étrangers : 201-680-6610 www.bnymellon.com/shareowner/isd
êtes actionnaire non inscrit d'actions de la Banque TD qui sont détenues au nom d'un intermédiaire, comme une banque, une société de fiducie, un courtier en valeurs mobilières ou une autre personne désignée	vos actions TD, notamment des questions au sujet du régime de réinvestissement des dividendes et de l'envoi de documents aux actionnaires.	Votre intermédiaire

Pour toute autre question, les actionnaires peuvent communiquer avec le Service des relations avec les actionnaires de TD par téléphone au 416-944-6367 ou au 1-866-756-8936, ou par courriel à l'adresse tdshinfo@td.com. Veuillez prendre note qu'en nous faisant parvenir un courriel ou en nous laissant un message vocal, vous consentez à ce que nous transmettions votre demande aux personnes aptes à vous répondre.

Renseignements généraux

Communiquer avec les Affaires internes et publiques au :
416-982-8578

Produits et services : Communiquer avec TD Canada Trust, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 au :
1-866-233-2323

En anglais : 1-866-567-8888

En cantonais/mandarin : 1-800-328-3698

Service de télécommunications à l'intention des malentendants : 1-800-361-1180

Site Web : <http://www.td.com>

Adresse courriel : customer.service@td.com

Conférence téléphonique sur les résultats trimestriels

Le Groupe Financier Banque TD donnera une conférence téléphonique sur les résultats, à Toronto (Ontario), le 4 mars 2010. La conférence sera diffusée en direct sur le site Web du GFBTD à 15 h HE. Au cours de la conférence téléphonique et de la diffusion Web, des dirigeants du GFBTD présenteront les résultats financiers de la Banque pour son premier trimestre. Une période de questions destinée aux analystes suivra. Les documents accompagnant les exposés qui auront lieu pendant la conférence seront offerts sur le site Web du GFBTD à l'adresse www.td.com/investor/qr_2010.jsp, le 4 mars 2010 avant 12 h HE. Une ligne téléphonique pour écoute seulement sera accessible au 416-644-3416 ou au 1-877-974-0445 (sans frais).

On pourra consulter la version archivée de la conférence téléphonique et des documents des exposés à l'adresse www.td.com/investor/qr_2010.jsp. Il sera également possible d'écouter la conférence à partir de 18 h HE, le 4 mars 2010, jusqu'au 4 avril 2010, en composant le 416-640-1917 ou le 1-877-289-8525 (sans frais). Le code d'accès est le 4206892#.

Assemblée annuelle

Le jeudi 25 mars 2010

9 h 30 HAE

Fairmont Le Château Frontenac

Québec (Québec)

À propos du Groupe Financier Banque TD

La Banque Toronto-Dominion et ses filiales sont désignées collectivement par l'appellation Groupe Financier Banque TD (GFBTD ou la Banque). Le GFBTD est la sixième banque en importance en Amérique du Nord d'après le nombre de succursales et il offre ses services à plus de 18 millions de clients regroupés dans quatre principaux secteurs qui exercent leurs activités dans plusieurs centres financiers clés dans le monde : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, y compris TD Canada Trust et Compagnie d'assurances générales TD; Gestion de patrimoine, y compris TD Waterhouse et un placement dans TD Ameritrade; Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, y compris TD Bank, la banque américaine la plus pratique, et Services bancaires de gros, y compris Valeurs Mobilières TD. En outre, le GFBTD figure parmi les principales sociétés de services financiers par Internet du monde, avec plus de 6 millions de clients en ligne. Le 31 janvier 2010, les actifs du GFBTD totalisaient 567 milliards de dollars. La Banque Toronto-Dominion est inscrite à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York sous le symbole «TD».

Pour de plus amples renseignements, communiquer avec :

Tim Thompson, premier vice-président, Relations avec les investisseurs, 416-308-9030; ou

Wojtek Dabrowski, directeur, Relations avec les médias, 416-307-8149.